

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

RÈGLEMENT

SANITAIRE

DÉPARTEMENTAL

Arrêté préfectoral du 19 janvier 1984

TABLE DES MATIERES

Règlement Sanitaire Départemental d'Indre et Loire

TITRE I

LES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE

Article premier - Domaine d'application.

Section 1 - Règles générales

Art.2 à 7-4 *abrogés*

Art 7-5 - Les réservoirs sous pression.

Art.8 - *abrogé*

Section 2 - Ouvrages publics ou particuliers

Art.9 - Règles générales.

Art.10 - Les puits.

Art.11 - Les sources.

Art 12 - Les citernes destinées à recueillir de l'eau de pluie.

Art. 13 - *abrogé*

Section 3 - Ouvrages et réseaux particuliers de distribution des immeubles et des lieux publics.

Art. 14 - Desserte des Immeubles.(*4eme alinéa abrogé*)

Art. 15 - *abrogé*

Art. 16 - Qualité technique sanitaire des installations.

16-1 - Règle générale.

16-2 - *abrogé*

16-3 - Réservoirs de coupure et appareils de disconnexion.

16-4 et -16-5 - *abrogés*

16-6 - Les dispositifs de traitement de l'air fonctionnant à l'eau potable.

16-7 - Les dispositifs de chauffage.

16-8 - Les dispositifs de production d'eau chaude et les productions d'eau froide destinées à des usages alimentaires ou sanitaires.

16- 9 - Traitement thermique.

16-10 - Les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine.

16-11 - Les dispositifs d'arrosage, de lavage ou d'ornement.

16-12 - Les équipements particuliers.

16-13 - Les installations provisoires.

Art. 17 - Les installations en sous-sol.

Art. 18 - Entretien des installations.

Art. 19 - Immeubles astreints à la protection contre l'incendie, utilisant un réseau d'eau potable.

Section 4 - Dispositions diverses

Art. 20 – *abrogé*

TITRE II

LOCAUX D'HABITATION ET ASSIMILES

CHAPITRE PREMIER

CADRE DE LA REGLEMENTATION

Art. 21 - Définition.

Art. 22 - Domaine d'application.

CHAPITRE II

USAGE DES LOCAUX D'HABITATION

Section 1 - Entretien et utilisation des locaux

Art. 23 - Propreté des locaux communs et particuliers.

23-1 - Locaux d'habitation.

23-2 - Circulation et locaux communs.

23-3 - Dépendances.

Art. 24 - Assainissement de l'atmosphère des locaux.

Art. 25 - Battage des tapis - Poussières - Jets par les fenêtres.
Art. 26 - Présence d'animaux dans les habitations, leurs dépendances, leurs abords et les locaux communs.

Art. 27 - Conditions d'occupation des locaux.

27-1 - Interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols.

27-2 - Caractéristiques des pièces affectées à l'habitation.

27-3 - Utilisation des caves et sous-sols comme remises de véhicules automobiles.

Art. 28 - Parcs de stationnement couverts dans les locaux d'habitation.

Section 2 - Entretien et utilisation des équipements

Art. 29 - Evacuation des eaux pluviales et usées.

29-1 - Evacuation des eaux pluviales.

29-2 - Déversements délictueux.

Art. 30 *abrogé*

Art. 31 - Conduits de fumée et de ventilation. Appareils à combustion.

31-1 - Généralités.

31-2 - Conduits de ventilation.

31-3 - Accessoires des conduits de fumée et de ventilation.

31-4 - Tubage des conduits individuels.

31-5 - Chemisage des conduits individuels.

31-6 - Entretien, nettoyage et ramonage de fumée et de ventilation.

Section 3 - Entretien des bâtiments et de leurs abords

Art. 32- Généralités.

Art. 33 - Couverture, murs, cloisons, planchers, baies, gaines de passage des canalisations.

Section 4 - Précautions particulières d'exploitation

Art. 34 - Protection contre le gel.

Art. 35 - Locaux inondés ou souillés par des infiltrations.

Art. 36 - Réserves d'eau non destinées à l'alimentation.

Art. 37 - Entretien des plantations.

Section 5 – Exécution des travaux

Art. 38 - Equipement sanitaire et approvisionnement en eau.

Art. 39 - Démolition.

CHAPITRE III

AMENAGEMENT DES LOCAUX D'HABITATION

Section 1 - Locaux

Art.40- Règles générales d'habitabilité

40-1 - Ouvertures et ventilation.

40-2 - Eclairage naturel.

40-3 - Superficie des pièces.

40-4 - Hauteur sous plafond.

Art. 41 - Aménagement des cours et courettes des immeubles collectifs.

Section 2 - Evacuation des eaux pluviales et usées

Art. 42 - Evacuation.

Art. 43 - Occlusion des orifices de vidanges des postes d'eaux.

Art. 44 - Protection contre le reflux des eaux d'égouts.

Section 3 - Locaux sanitaires

Art. 45 - Cabinets d'aisances et salles d'eau.

Art. 46 - Caractéristiques des cuvettes et cabinets d'aisances.

Art. 47 - Cabinets d'aisances comportant un dispositif de désagrégation et d'évacuation des matières fécales.

Section 4 - Ouvrages d'assainissement

Art. 48 à 50 *abrogés*-

Section 5 - Installations d'électricité et de gaz, de chauffage, de cuisine et de production d'eau chaude

Art. 51 - Installations d'électricité.

Art. 52 - Installations de gaz.

Art. 53 - Installations de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude par combustion.

53-1 - Règles générales.

53-2 - Conduits d'évacuation.

53-3 - Raccordement de plusieurs foyers à un conduit unique.
53-3-1 - Types de conduits de fumées.
53-3-2 - Chaudières polycombustibles.
53-4 - Ventilation.
53-5 - Installations de chauffage par air chaud.
53-6 - Modérateurs.
53-7 - Clés et Registres.
53-7-1 - Dispositifs de réglage à commande manuelle.
53-7-2 - Dispositifs autoréglables de tirage.
53-7-3 - Dispositifs automatiques de fermeture.
53-7-3-1 - Générateurs utilisant un combustible liquide.
53-7-3-2 - Générateurs utilisant un combustible gazeux.
53-7-4 - Conditions d'installation et d'entretien de ces dispositifs.
53-8 - Interdiction visant certains dispositifs mécaniques de ventilation.
53-9 - Installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou la production d'eau chaude.
53-10 - Installations thermiques ne comportant pas de combustion.
Section 6 - Bruit dans l'habitation

Art. 54 - *abrogé*

CHAPITRE IV

LOGEMENT GARNIS ET HOTELS

LOCAUX AFFECTES A L'HEBERGEMENT COLLECTIF

Section 1 - Généralités

Art. 55 - Domaine d'application.

Art. 56 - Surveillance.

Section 2 - Aménagement des locaux

Art. 57 - Equipement

57-1 - Equipement collectif.

57-2 - Equipement des pièces.

Art. 58 - Locaux anciens.

Section 3 - Usage et entretien des locaux

Art. 59 - Service de l'eau et des sanitaires.

Art. 60 - Entretien.

Art. 61 - Mesures prophylactiques.

TITRE III

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX BATIMENTS

AUTRES QUE CEUX A USAGE D'HABITATION ET ASSIMILES

Art. 62 - Type de locaux visés.

Section 1 - Aménagement des locaux

Section 2 - Ventilation des locaux

Art. 63 - Généralités.

63-1 - Dispositions de caractère général.

63-2 - Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux.

Art. 64 - Ventilation mécanique ou naturelle par conduits.

64-1 - Locaux à pollution non spécifique.

64-2 - Locaux à pollution spécifique.

Art. 65 - Prescriptions relatives aux installations et à leur fonctionnement.

Art. 66 - Ventilation par ouvrants extérieurs.

66-1 - Locaux à pollution non spécifique.

66-2 - Locaux à pollution spécifique.

66-3 - Surface des ouvrants.

Section 3 - Dispositions relatives à l'équipement sanitaire

Art. 67 - Equipement sanitaire.

Art. 68 - Equipement sanitaire des locaux de sport.

Art.69 - Equipement sanitaire des salles de spectacles.

Art.70 - *abrogé*

Art.71 - Bains-douches.

Section 4 – Usage et entretien des locaux.

Art. 72 - Entretien des locaux.

TITRE IV

ELIMINATION DES DECHETS

ET MESURES DE SALUBRITE GENERALE

Section 1 - Déchets ménagers

Art. 73 - Présentation des déchets à la collecte.

Art. 74 - Produits non admis dans les déchets ménagers.

Art. 75 - Récipients de collecte des ordures ménagères.

75-1 - Poubelles.

75-2 - Sacs perdus en papier ou en matière plastique pour la collecte des ordures ménagères.

75-3 - Bacs roulants pour déchets solides.

75-4 - Autres types de récipients.

Art. 76 - Mise des récipients à la disposition des usagers.

Art. 77 - Emplacement des récipients à ordures ménagères.

Art. 78 - Evacuation des ordures ménagères par vide-ordures.

Art. 79 - Entretien des récipients, des locaux de stockage et des conduits de chute des vide-ordures.

Art. 80 - Présentation des déchets des ménages en vue de leur enlèvement par le service de collecte.

Art. 81- Réglementation de la collecte.

Art. 82- Protection sanitaire au cours de la collecte.

Art. 83- Broyeurs d'ordures.

Art. 84- Elimination des déchets.

Art. 85- Elimination des déchets encombrants d'origine ménagère.

Section 2 - Déchets des établissements hospitaliers et assimilés

Art. 86 - Généralités.

86-1 - *abrogé*

86-2 - Autres déchets non contaminés assimilables aux déchets ménagers.

Art. 87 - Déchets de toutes catégories.

Art. 88 à 89 *abrogés*

Section 3 - Mesures de salubrité générale

Art. 90 - Déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses en général.

Art. 91 - Déchargement de matières de vidange.

Art. 92 - Mares et Abreuvoirs.

Art. 93 - Lavoirs publics.

Art. 94 - (en attente).

Art. 95 - Mesures particulières visant les ports de plaisance.

Art. 96 - Protection des lieux publics contre la poussière.

Art. 97 - Protection contre les déjections.

Art. 98 - Cadavres d'animaux.

Art. 99 - Propreté des voies et des espaces libres.

99-1 - Balayage des voies publiques.

99-2 - Mesures générales de propreté et de salubrité.

99-3 - Projection d'eaux usées sur la voie publique.

99-4 - Transport de toute nature.

99-5 - Marchés.

99-6 - Animaux.

99-7 - Abords des chantiers.

99-8 - Neige et glaces.

Art. 100 - Salubrité des voies privées.

100-1 - Dispositions générales.

100-2 - Etablissement, entretien et nettoyage.

100-3 - Enlèvement des ordures ménagères.
100-4 - Evacuation des eaux et matières usées.

TITRE V LE BRUIT

Art. 101 à 104bis *abrogés*

TITRE VI MESURES VISANT LES MALADES CONTAGIEUX, LEUR ENTOURAGE ET LEUR ENVIRONNEMENT

Art. 105 à 115 *abrogés*

Section 2 - Contamination du milieu et des objets par les contagieux

Art. 116 - Centres d'hébergement de personnes sans domicile.

Section 3 - Locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes.

Art. 117 - Aménagement des locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes.

Art. 118 - Hygiène générale.

Section 4 - Lutte contre les rongeurs, les pigeons vivant à l'état sauvage, les animaux errants, les insectes et autres vecteurs. Mesures applicables aux animaux domestiques.

Art. 119 - Rongeurs.

Art. 120 - Jets de nourriture aux animaux. - Protection contre les animaux errants, sauvages ou redevenus tels.

Art. 121 - Insectes.

Art. 122 - Animaux domestiques ou sauvages apprivoisés ou tenus en captivité

Art. 123 - Autres vecteurs.

Section 5 - Opérations funéraires

Art. 124 – *abrogé*

TITRE VII HYGIENE DE L'ALIMENTATION

Art. 125 à 141 *abrogés*

Section 6 – Aliments d'origine végétale : légumes, fruits, cressonnières, champignons.

Art. 142 *abrogé*

Art. 143 - Protection des cressonnières et des cultures maraîchères immergées.

143-1 - Conditions d'exploitation.

143-2 - Contrôle des exploitations.

143-3 - Contrôle des ventes des cressonnières.

Art. 144 - *abrogé*

Art. 145 - Les champignons.

145- 1 - Champignons cultivés.

145- 2 - Champignons sauvages.

Art. 146 à 152-1 *abrogés*

TITRE VIII PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES D'ELEVAGE ET AUTRES ACTIVITES AGRICOLES

Art. 153 - Règles d'implantation de bâtiments d'élevage ou d'engraissement (création ou extension).

153- 1 - Présentation du dossier

153- 2 - Protection des eaux et zones de baignade.

153- 3 - Protection de voisinage.

153- 4 - Dispositions particulières.

Art. 154 - Construction et aménagement des locaux d'animaux.

154- 1 Construction et aménagement des logements d'animaux.

154- 2 Entretien et fonctionnement.

154- 3 Stabulation libre.

Art. 155 - Evacuation et stockage des fumiers et autres déjections solides.

155- 1 - Implantation des dépôts à caractère permanent.

155- 2 - Aménagement.

Art. 156 - Evacuation et stockage des purins, lisiers, jus d'ensilage et eaux de lavage des logements d'animaux et de leurs annexes.

Art. 157 - Silos destinés à la conservation par voie humide des aliments pour animaux

157- 1 - Conception et réalisation.

157- 2 - Implantation.

157- 3 - Exploitation.

Art. 158 - Dépôts de matières fermentescibles destinées à la fertilisation des sols (à l'exception de ceux visés aux articles 155 et 157).

Art. 159 - Épandage

159- 1 - Dispositions générales

159- 2 - Dispositions particulières.

159- 2- 1 - Lisiers, purin, eaux résiduaires de lavage des locaux abritant le bétail.

159- 2- 2 - Fumiers de toute catégorie animale et déjections solides.

159- 2- 3 et 159- 2- 4 – *abrogés*

159- 2- 5- Résidus verts, jus d'ensilage et boues de curage d'étangs

Art. 160 - Matières fertilisantes, supports de cultures et produits antiparasitaires.

Art. 161 - Traitement des effluents d'élevage dans une station d'épuration.

Art. 162 - Celliers - Pressoirs.

Art. 163 - Emissions de fumées.

ARRETE

TITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 164 - Dérogations.

Art. 165 - Pénalités.

Art. 166 - Constatation des infractions.

Art. 167 – Exécution.

ANNEXES

TITRE I LES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE

Article premier - Domaine d'application

Les dispositions du présent titre s'appliquent à tous les systèmes d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine.

SECTION I REGLES GENERALES

Article 2 à Article 7 — 4 (ABROGES)

Article 7 Alinéa-5 - Les réservoirs sous pression.

En plus des prescriptions indiquées à l'alinéa 7-2, les réservoirs fonctionnant sous des pressions différentes de la pression atmosphérique sont construits pour résister aux pressions d'utilisation et sont conformes aux normes existantes.

A l'exception des réservoirs antibéliers, les orifices d'alimentation et de distribution de l'eau doivent être situés respectivement à 10 cm et à 20 cm au moins au-dessus du point le plus haut du fond du réservoir.

Chaque élément de réservoir est pourvu d'un orifice de vidange situé au point le plus bas du fond de cet élément.

La canalisation de vidange doit être installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Des purges doivent être effectuées aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par trimestre.

Il ne doit y avoir aucune possibilité de contact entre le gaz sous pression, nécessaire au fonctionnement de l'installation, et l'eau contenue dans le réservoir. Si, pour des raisons techniques, ce contact ne peut être évité, toutes les précautions sont prises pour éviter une pollution de l'eau par le gaz.

Article 8 (ABROGE)

SECTION 2 OUVRAGES PUBLICS OU PARTICULIERS

Article 9 - Règles générales

Toutes les dispositions doivent être prises pour assurer la protection et l'entretien des ouvrages de captage, de traitement, de stockage et d'élévation, ainsi que des ouvrages d'amenée et de distribution d'eau potable, contre les contaminations, notamment celles dues aux crues ou aux évacuations d'eaux usées, conformément à la réglementation et aux instructions techniques du Ministre chargé de la Santé. Le transport de l'eau ne doit pas occasionner de bruits excessifs, ni être à l'origine d'érosion des canalisations.

Article 10 - Les puits

Tout projet d'établissement d'un puits ou d'un forage non visé par une procédure d'autorisation doit faire l'objet d'une déclaration à l'autorité sanitaire.

En l'absence d'une distribution publique d'eau potable, l'usage de l'eau des puits publics ou particuliers n'est autorisé, pour l'alimentation humaine, que si elle est potable et si toutes les précautions sont prises pour la mettre à l'abri de toutes contaminations.

A défaut d'écoulement gravitaire, l'eau doit être relevée au moyen d'un dispositif de pompage.

L'orifice des puits est protégé par une couverture surélevée, le dispositif étant suffisamment étanche pour empêcher notamment la pénétration des animaux et des corps étrangers tels que branches et feuilles. Leur paroi doit être étanche dans la partie non captante et la margelle doit s'élever à 50 centimètres au minimum, au dessus du sol, ou du niveau des plus hautes eaux connues si le terrain est inondable.

Sur une distance de 2 m au minimum du puits, le sol est rendu étanche en vue d'assurer une protection contre les infiltrations superficielles ; il doit présenter une pente vers l'extérieur.

Un caniveau doit éloigner notamment les eaux s'échappant du dispositif de pompage.

L'ensemble de l'ouvrage doit être maintenu en bon état d'entretien et en état constant de propreté. Il est procédé à son nettoyage et à sa désinfection sur injonction du Maire, à la demande et sous contrôle de l'autorité sanitaire. L'ouvrage dont l'usage aura été reconnu dangereux pour l'alimentation sera muni de l'inscription apparente "EAU DANGEREUSE A BOIRE" et d'un pictogramme caractéristique. La mise hors service ou le comblement définitif est imposé par le Maire si cette mesure est reconnue nécessaire par l'autorité sanitaire.

En aucun cas, un tel ouvrage ne doit être utilisé comme puits filtrant ou dispositif d'enfouissement.

Article 11 - Les sources

Les dispositions prévues aux alinéas 1, 2 et 7 de l'article 10 sont applicables aux sources et à leurs ouvrages de captage.

Article 12 - Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie

Les citernes destinées à recueillir l'eau de pluie doivent être étanches et protégées des pollutions externes. Elles comportent un dispositif d'aération muni d'un treillage métallique inoxydable à mailles de 1 mm au maximum pour empêcher les insectes et petits animaux d'y pénétrer.

Les parois intérieures doivent être en matériaux inertes vis-à-vis de l'eau de pluie. Si elles sont recouvertes d'un matériau destiné à maintenir l'étanchéité, ce matériau doit satisfaire aux dispositions de l'article 3 de la section I du présent titre.

Elles sont munies de dispositifs spéciaux destinés à écarter les premières eaux de lavage des toitures. Un filtre à gros éléments doit arrêter les corps étrangers, tels que terre, gravier, feuilles, débris et déchets de toutes sortes.

Elles doivent être soigneusement nettoyées et désinfectées une fois par an.

Sur la couverture des citernes enterrées, un revêtement de gazon est seul toléré, à l'exclusion de toute autre culture. L'usage des pesticides, de fumures, organiques ou autres, y est interdit. Les conditions de protection des citernes sont conformes à celles prescrites à l'article 8 ci-dessus.

L'utilisation des canalisations en plomb pour le transport et la distribution de l'eau de citerne est interdite.

L'eau des citernes doit être, a priori, considérée comme suspecte. Elle ne peut être utilisée pour l'alimentation que lorsque sa potabilité a été établie.

Article 13 (ABROGÉ)

SECTION 3 OUVRAGES ET RESEAUX PARTICULIERS DE DISTRIBUTION DES IMMEUBLES ET DES LIEUX PUBLICS

Article 14 - Desserte des immeubles

Dans toutes les agglomérations ou parties d'agglomérations possédant un réseau de distribution publique d'eau potable, toutes les voies publiques ou privées doivent, dans tous les cas où cette mesure est

techniquement réalisable, comporter au moins une conduite de distribution.

Tout immeuble desservi par l'une ou l'autre de ces voies, qu'il soit directement riverain ou en enclave, doit être relié à cette conduite par un branchement.

Ce branchement est suivi d'un réseau de canalisations intérieures qui met l'eau de la distribution publique, et sans traitement complémentaire, à la disposition de tous les habitants de l'immeuble, à tous les étages et à toute heure du jour et de la nuit.

4ème Alinéa (ABROGE)

Article 15 - (ABROGE)

Article 16 - Qualité technique sanitaire des installations

16-1 - Règle générale.

Les installations d'eau ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, de permettre à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau intérieur de caractère privé, par des matières résiduelles ou des eaux nocives ou toute substance non désirable.

16-2 (ABROGE)

16-3 - Réservoirs de coupure et appareils de disconnexion.

Lorsqu'il est envisagé d'utiliser l'eau potable pour alimenter un réseau ou un circuit fermé pouvant présenter des risques particuliers pour la distribution située en amont, il est utilisé un réservoir de coupure ou un bac de disconnexion isolant totalement les deux réseaux.

L'alimentation en eau potable de cette réserve se fait, soit par surverse totale, soit au-dessus d'une canalisation de trop plein (5 cm au moins) installée de telle sorte qu'il y ait rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Les réservoirs de coupure et les bacs de disconnexion peuvent être remplacés par des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable, sous réserve du respect des prescriptions suivantes:

- L'appareil doit avoir fait l'objet d'essais technologiques favorables de la part du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.

- La mise en place d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sur un réseau d'eau destinée à la consommation humaine doit faire l'objet de la part du propriétaire de l'installation, d'une déclaration préalable à l'autorité sanitaire. Cette déclaration précise le lieu d'implantation de l'appareil, les caractéristiques du réseau situé à l'aval et la nature de ces eaux ; elle est déposée au moins deux mois avant la date prévue pour la mise en place.

- L'appareil n'est installé qu'à la condition que ses caractéristiques soient adaptées à celles du réseau, notamment celles concernant la température et la nature des eaux, la pression et le débit maximum de retour possible dans l'appareil.

- L'appareil doit être placé de manière à ce qu'il soit facile d'y accéder, en dehors de toutes possibilités d'immersion.

- L'appareil et ses éléments annexes doivent être maintenus en bon état de fonctionnement : des essais de vérification des organes d'étanchéité et de mise à décharge comportant les mesures correspondantes sont effectués périodiquement sous la responsabilité du propriétaire et au moins une fois par an ; les résultats sont notés sur une fiche technique propre à l'appareil et transmis à l'autorité sanitaire.

L'eau contenue dans les réservoirs de coupure, dans les appareils de disconnexion et dans les canalisations situées à leur aval est considérée a priori comme eau non potable.

16-4 et 5 (ABROGES)

16-6 - Les dispositifs de traitement de l'air fonctionnant à l'eau potable.

Lorsqu'un appareil de traitement d'air fonctionne à l'eau, à partir du réseau de distribution d'eau potable, son installation ne doit pas permettre un quelconque retour d'eau modifiée ou susceptible de l'être.

Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire des eaux et comporter une rupture de charge, avant déversement, par mise à l'air libre.

Lorsqu'une installation comporte un circuit de recyclage ou qu'il est envisagé d'adjoindre à l'eau un produit de traitement non réglementé ou non autorisé par l'autorité sanitaire, cette installation ne doit pas être en relation directe avec le réseau d'eau potable.

16-7 - Les dispositifs de chauffage.

Les installations de chauffage ne doivent pas permettre un quelconque retour, vers le réseau d'eau potable, d'eau des circuits de chauffage ou des produits introduits dans ces circuits pour lutter contre le gel ou d'autres substances non autorisées par la réglementation.

16-8 - Les productions d'eau chaude et les productions d'eau destinée à des usages alimentaires ou sanitaires.

Les canalisations d'eau alimentant les appareils de production doivent être protégées contre tout retour. Ces appareils et canalisations doivent comporter tous les dispositifs de sécurité nécessaires au bon fonctionnement des installations.

L'eau produite, du fait de sa température, ne doit pas être à l'origine de détérioration des canalisations qui la véhiculent ou des appareils qui la distribuent.

Les réservoirs et les éléments en contact avec l'eau produite doivent répondre aux prescriptions des articles 3 et 7-2 à 7-4 du présent titre.

Les canalisations de rejet doivent permettre une évacuation gravitaire des eaux et comporter une rupture de charge, avant déversement par mise à l'air libre.

16-9 - Traitement thermique

Dans le cas d'un traitement thermique de l'eau destinée à la consommation humaine par échange et lorsque le fluide vecteur est constitué de produits ayant reçu un avis favorable du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France pour une utilisation en simple échange, le dispositif doit satisfaire à l'une des deux conditions suivantes :

- Toutes précautions doivent être prises dans la conception de l'échangeur et dans le choix des matériaux pour limiter les risques de détérioration, notamment dans le cas où l'échangeur est destiné à assurer les besoins en chauffage de plus d'une famille

- L'installation doit être conçue de telle façon que la pression de l'eau potable à l'intérieur de l'appareil d'échange soit en permanence supérieure à la pression régnant en tout point de l'enceinte du fluide vecteur.

Toute installation utilisant les produits mentionnés au 1er alinéa du présent article doit comporter un moyen de procéder à un contrôle de l'existence d'une fuite éventuelle.

Dans le cas de traitement thermique de l'eau potable par échange et lorsque le fluide vecteur est constitué de produits autres que ceux visés au premier alinéa du présent article, la perforation de l'enveloppe de ce fluide ne doit en aucun cas permettre le contact entre celui-ci et l'eau destinée à la consommation humaine. La détérioration du dispositif d'échange doit se manifester de façon visible à l'extérieur de ce dispositif.

Quel que soit le fluide vecteur utilisé, une plaque est apposée sur le dispositif de traitement thermique pour indiquer la nature des produits pouvant être admis en application du présent article et des précautions élémentaires à respecter en cas de fuite du fluide vecteur. Une instruction technique du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment définit, en outre, les règles de conformité des échangeurs thermiques et de leurs installations au présent article.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du sixième mois suivant la publication du présent arrêté.

A cet effet, l'installation ne doit pas être en relation directe avec le réseau d'eau potable.

16-10 - Les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine.

Tous les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine raccordés au réseau potable ne doivent en aucune manière permettre la pollution de ce réseau.

Toutes les alimentations immergées ou susceptibles de l'être sont interdites.

Il y a lieu de prévoir et d'adapter tout dispositif approprié afin d'éviter le retour d'eaux usées.

16-11 - Les dispositifs d'arrosage, de lavage ou d'ornement.

Les appareils d'arrosage, de lavage, manuels ou automatiques, ou d'ornement, arasés au niveau du sol, qui sont raccordés à un réseau d'eau potable, sont munis d'un dispositif évitant toute contamination de ce réseau.

Dans le cas où il est fait appel à des robinets en élévation, ceux-ci doivent être placés à une distance d'au moins 50 centimètres au dessus du sol avoisinant, et être munis de dispositifs de protection évitant tout retour d'eaux polluées vers le réseau d'eau potable.

16-12 - Les équipements particuliers

Toutes les canalisations et appareils destinés à alimenter des installations industrielles, commerciales ou artisanales de toute nature et raccordés sur le réseau d'eau potable doivent répondre à l'ensemble des dispositions fixées par le présent titre.

16-13 - Les installations provisoires

Toutes les installations provisoires destinées à desservir des chantiers de toute nature (chantiers de construction ou autres) ou des alimentations temporaires (telles que : expositions, marchés, cirques, théâtres) raccordées sur le réseau d'eau potable, ne doivent présenter aucun risque pour celui-ci. Elles doivent de toutes façons répondre à l'ensemble des dispositions fixées par le présent titre.

Article 17 - Les installations en sous-sol

Toutes précautions doivent être prises pour que les canalisations d'eau potable, ainsi que les appareils qui y sont raccordés tels que bâches, compteurs, robinets de puisage ne soient en aucune manière immergés à l'occasion d'une mise en charge d'un égout ou d'inondations fréquentes.

Un puits de relevage doit obligatoirement être installé et comporter un dispositif d'exhaure à mise en marche automatique, lequel doit exclure toute possibilité d'introduction d'eaux polluées dans les installations d'eau potable.

Article 18 - Entretien des installations

En plus des dispositions visées à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 5, du présent titre, les propriétaires, locataires et occupants doivent maintenir les installations intérieures en bon état d'entretien

et de fonctionnement, et supprimer toute fuite dès qu'elle est décelée.

Les canalisations, robinets d'arrêt, robinets de puisage, robinets à flotteur des réservoirs de chasse, robinets de chasse et tous autres appareils doivent être vérifiés aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Article 19 - Immeubles astreints à la protection contre l'incendie,
utilisant un réseau d'eau potable.

Dans le cas des immeubles où la sécurité impose une protection contre les risques d'incendie, l'ensemble des installations correspondantes, raccordées à un réseau d'eau potable, doivent répondre aux dispositions du présent titre, qu'il s'agisse des canalisations, des réservoirs ou appareils destinés au bon fonctionnement de ces installations.

SECTION 4 DISPOSITIONS DIVERSES

Article 20 (ABROGÉ)

TITRE II LOCAUX D'HABITATION ET ASSIMILES

CHAPITRE PREMIER CADRE DE LA REGLEMENTATION

Article 21 – Définition

Par “habitation” il faut entendre tout local servant de jour ou de nuit au logement ainsi qu’au travail, au repos, au sommeil, à l’agrément ou aux loisirs lorsque les activités spécifiques s’exercent au moins partiellement dans le même ensemble de pièces que la vie familiale.

Article 22 - Domaine d’application

Les articles suivants définissent, en application du Code de la Santé Publique, les conditions d’occupation, d’utilisation et d’entretien des habitations, de leurs équipements et de leurs dépendances.

L’aménagement et l’équipement des habitations nouvelles, ainsi que les additions et surélévations de constructions existantes, sont régis par les articles R. 111.1 à R. 111.17 du Code de la Construction et de l’Habitation (1).

Les dispositions du présent règlement s’appliquent à :

- la construction, l’aménagement et l’équipement des bâtiments qui ne sont pas visés par le décret n°69-596 du 14 juin 1969 fixant les règles générales de construction des bâtiments d’habitation ;
- l’aménagement et l’équipement des habitations existantes même réalisées partiellement, chacune des opérations élémentaires devant être exécutée conformément aux dispositions du présent règlement.

L’Administration ne peut prescrire la mise en conformité immédiate avec plusieurs ou éventuellement l’ensemble des dispositions du présent règlement que dans le cas où la nécessité en est démontrée pour assurer notamment l’application des dispositions du Code de la Santé Publique relatives à la salubrité des habitations et de leurs dépendances.

CHAPITRE II USAGE DES LOCAUX D’HABITATION

SECTION I ENTRETIEN ET UTILISATION DES LOCAUX

Article 23 - Propreté des locaux communs et particuliers

Les habitations et leurs dépendances doivent être tenues, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, dans un état constant de propreté.

23-1 - Locaux d'habitation.

Dans chaque immeuble, le mode de vie des occupants des logements ne doit pas être la cause d'une dégradation des bâtiments ou de la création de conditions d'occupation contraires à la santé. Tout ce qui peut être source d'humidité et de condensation excessives doit être, en particulier, évité. Le renouvellement de l'air doit être assuré et les orifices de ventilation non obturés.

Dans le même souci d'hygiène et de salubrité, il ne doit pas être créé d'obstacles permanents à la pénétration de l'air, de la lumière et des radiations solaires dans les logements. Les arbres situés à proximité des fenêtres doivent être élagués, en tant que de besoin.

Dans les logements et leurs dépendances, tout occupant ne doit entreposer ou accumuler ni débris, ni déjections, ni objets ou substances diverses pouvant attirer et faire proliférer insectes, vermine et rongeurs ou créer une gêne, une insalubrité, un risque d'épidémie ou d'accident.

Dans le cas où l'importance de l'insalubrité et les dangers définis ci-dessus sont susceptibles de porter une atteinte grave à la santé ou à la salubrité et à la sécurité du voisinage, il est enjoint aux occupants de faire procéder d'urgence au déblaiement, au nettoyage, à la désinfection, à la dératisation et à la désinsectisation des locaux.

En cas d'inobservation de cette disposition et après mise en demeure adressée aux occupants, il peut être procédé d'office à l'exécution des mesures nécessaires dans les conditions fixées par le Code de la Santé Publique.

23-2 - Circulation et locaux communs.

Dans les locaux à usage commun vestibules, couloirs, escaliers, remises à voitures d'enfants, cabinets d'aisances, salles d'eau, locaux de gardiennage et autres analogues, les sols et les parois doivent être maintenus en bon état de propreté par tous moyens non susceptibles de nuire à la santé.

Les gaines de passage des diverses canalisations, ainsi que les emplacements renfermant les compteurs sont maintenus en constant état de propreté et d'entretien ; leur accessibilité facile doit être conservée en permanence.

Dans les cours, courtes et allées de circulation, les dépôts d'ordures et débris de toute nature sont interdits, même à titre temporaire. Les gravats doivent être évacués au fur et à mesure de l'exécution des travaux dont ils proviennent et, en tout état de cause, ne doivent pas s'opposer à la libre circulation des usagers.

L'éclairage des parties communes doit être en bon état de fonctionnement.

23-3 – Dépendances

Les jardins et leurs aménagements, ainsi que les plantations, doivent être soigneusement entretenus de façon à maintenir l'hygiène et la salubrité des habitations.

L'accès des aires de jeux et bacs à sable doit être interdit aux animaux; le sable doit être changé ou désinfecté en tant que de besoin.

Article 24 - Assainissement de l'atmosphère des locaux

Pendant les périodes d'occupation des locaux leur atmosphère ne peut être traitée en vue de les désodoriser, désinfecter ou désinsectiser par des procédés tendant à introduire dans l'air des gaz nocifs ou toxiques, ou à émettre des radiations abiotiques.

Lorsque de tels procédés ont été employés, les locaux doivent être ventilés avant une nouvelle occupation.

Quand de l'air est distribué dans les locaux occupés, il doit être prélevé en un point présentant le maximum de garantie quant à sa pureté.

L'air vicié doit être évacué directement à l'extérieur ou par les systèmes d'évacuation d'air vicié dont sont munies les pièces de service (cuisine, salle de bains, W.C.). Le rejet de l'air vicié ne doit pas constituer une gêne pour le voisinage. La ventilation des logements dans des bâtiments existants doit assurer un renouvellement efficace de l'atmosphère sans créer de courant d'air gênant.

Article 25 - Battage des tapis – Poussières - Jets par les fenêtres

Il est interdit de battre ou de secouer des tapis, paillasons dans les cours et courettes ou dans les voies ouvertes ou non à la circulation en dehors des heures fixées par l'autorité municipale.

Aucun objet ou débris pouvant nuire à l'hygiène et à la sécurité du voisinage ne doit être projeté à l'extérieur des bâtiments.

Article 26 - Présence d'animaux dans les habitations, leurs dépendances, leurs abords et les locaux communs

Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur, il est interdit d'élever et d'entretenir dans l'intérieur des habitations, leurs dépendances et leurs abords et de laisser stationner dans les locaux communs des animaux de toutes espèces dont le nombre ou le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou la salubrité des habitations ou de leurs voisinages.

Il est de même interdit d'attirer systématiquement ou de façon habituelle des animaux, notamment les pigeons et les chats, quand cette pratique est une cause d'insalubrité ou de gêne pour le voisinage.

Sans préjudice des dispositions réglementaires les concernant, les installations renfermant des animaux vivants, notamment les clapiers, poulaillers et pigeonniers, doivent être maintenus constamment en bon état de propreté et d'entretien. (8) Ils sont désinfectés et désinsectisés aussi souvent qu'il est nécessaire ; les fumiers doivent être évacués en tant que de besoin pour ne pas incommoder le voisinage. (9)

Article 27 - Conditions d'occupation des locaux (10)

27-1 Interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols.

L'interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols, combles et pièces dépourvues d'ouverture est précisée dans l'article L1336-3 (ancien L.43) du Code de la Santé Publique.

27-2 - Caractéristiques des pièces affectées à l'habitation.

Les pièces affectées à l'habitation doivent présenter les caractéristiques suivantes :

a) les murs ainsi que les sols doivent assurer une protection contre l'humidité, notamment contre les remontées d'eaux telluriques

b) l'éclairage naturel au centre des pièces principales doit être suffisant pour permettre, par temps clair, l'exercice des activités normales de l'habitation, sans recourir à un éclairage artificiel. A cet effet, la pièce doit être munie de baies donnant sur un espace libre.

27-3 - Utilisation des caves et sous-sols comme remises de véhicules automobiles.

Les caves et sous-sols ne peuvent être utilisés comme locaux susceptibles d'abriter des moteurs dégageant en fonctionnement des gaz de combustion que s'ils sont spécialement aménagés à cet effet pour garantir l'hygiène et la sécurité. Ceci vise entre autres les remises de véhicules automobiles. La ventilation devra être parfaitement assurée, sans nuisance pour l'habitat et le voisinage.

Article 28 - Parcs de stationnement couverts dans les locaux d'habitation

Les conditions d'aménagement, d'exploitation et d'entretien des parcs de stationnement couverts desservant des immeubles d'habitation et qui ne sont pas soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement doivent être conformes aux dispositions de la réglementation spécifique, applicables aux parcs de stationnement couverts. (11) Leur ventilation doit, en particulier, être convenablement assurée pour éviter la stagnation de gaz nocifs.

SECTION 2 ENTRETIEN ET UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Article 29 - Evacuation des eaux pluviales et usées

29-1 - Evacuation des eaux pluviales.

Les ouvrages d'évacuation (gouttières, chéneaux, tuyaux de descente) doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité. Ils sont nettoyés autant qu'il est nécessaire et notamment après la chute des feuilles.

Il est interdit de jeter des débris et autres immondices de toute nature dans ces ouvrages et d'y faire tout déversement, sauf dans les conditions définies à l'article 42 ci-après pour les eaux ménagères évacuées dans les descentes pluviales.

29-2 - Déversements délictueux.

Il est interdit d'introduire dans les ouvrages publics, directement ou par l'intermédiaire de canalisations d'immeubles, toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation desdits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement. L'interdiction porte notamment sur le déversement d'hydrocarbures, d'acides, de cyanures, de sulfures, de produits radioactifs et plus généralement de toute substance pouvant dégager soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables.

Les effluents, par leur quantité et leur température, ne doivent pas être susceptibles de porter l'eau des égouts à une température supérieure à 30 C.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 91, le déversement de liquides ou matières provenant de la vidange des fosses fixes ou mobiles est interdit dans les réseaux d'assainissement. Il en est de même pour les liquides ou matières extraits des fosses septiques ou appareils équivalents provenant d'opérations d'entretien de ces dernières.

Les rejets émanant de toute activité professionnelle exercée à l'intérieur des maisons d'habitation et dont la qualité est différente de celle des effluents domestiques doivent faire l'objet, en application des dispositions de l'article L.35-8 du Code de la Santé Publique, de mesures spéciales de traitement ; de plus, un dispositif doit permettre le prélèvement d'échantillons destinés à s'assurer des caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux évacuées à l'égout.

Article 30 - (ABROGE)

Article 31 - Conduits de fumée et de ventilation. Appareils à combustion.

31- 1 - Généralités.

Les conduits de fumée intérieurs ou extérieurs, fixes ou mobiles, utilisés pour l'évacuation des gaz de combustion doivent être maintenus constamment en bon état d'entretien et de fonctionnement et ramonés périodiquement en vue d'assurer le bon fonctionnement des appareils et d'éviter les risques d'incendie et d'émanations de gaz nocifs dans l'immeuble, ainsi que les rejets de particules dans l'atmosphère extérieure.

A l'entrée en jouissance de chaque locataire ou occupant, le propriétaire ou son représentant doit s'assurer du bon état des conduits, appareils de chauffage ou de production d'eau chaude desservant les locaux mis à leur disposition, dans les conditions définies au paragraphe suivant.

Les appareils de chauffage, de cuisine, ou de production d'eau chaude ne peuvent être branchés dans les conduits qu'après examen de ceux-ci. L'installateur qui procède à ces examens doit remettre à l'utilisateur un certificat établissant l'étanchéité du conduit dans des conditions normales d'utilisation, sa régularité et suffisance de section, sa vacuité, sa continuité et son ramonage.

Le résultat d'un examen révélant des défauts rendant dangereuse l'utilisation du conduit doit être communiqué à l'utilisateur et au propriétaire. La remise en service du foyer est alors subordonnée à la remise en état du conduit.

Lorsqu'on veut obturer un conduit hors service, cette obturation ne peut être faite qu'à sa partie inférieure. Toute remise en service doit faire l'objet d'une vérification.

Lorsque le conduit, par son état, est inutilisable, l'autorité sanitaire peut dispenser de sa réfection, sous réserve que toutes dispositions, notamment le remblaiement, soient prises pour empêcher définitivement tout branchement d'appareil, à quelque niveau que ce soit.

Les conduits de fumée ne doivent être utilisés que pour l'évacuation des gaz de combustion. Toutefois, ils peuvent éventuellement servir à la ventilation de locaux domestiques. En cas de retour d'un conduit de fumée à sa destination primitive, il doit être procédé aux vérifications prévues à l'alinéa 2 du présent article. En tout état de cause, les conduits de ventilation ne peuvent pas être utilisés comme conduits de fumée.

Les appareils de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude doivent être constamment tenus en bon état de fonctionnement. Ils sont nettoyés et vérifiés au moins une fois par an et réparés par un professionnel qualifié dès qu'une défectuosité se manifeste.

31-2 - Conduits de ventilation.

Les conduits de ventilation doivent être également en bon état de fonctionnement et ramonés chaque fois qu'il est nécessaire.

Il est interdit de faire circuler l'air d'un logement dans un autre logement.

Il est interdit, en outre, de rejeter l'air vicié en provenance des cuisines, des installations sanitaires, des toilettes dans les parties communes de l'immeuble.

31-3 - Accessoires des conduits de fumée et de ventilation.

Les souches et accessoires des conduits de fumée ou de ventilation, tels que aspirateurs, mitres, mitrons, doivent être vérifiés lors des ramonages et remis en état si nécessaire. Ils doivent être installés de façon à éviter les siphonnages, à être facilement nettoyables et à permettre les ramonages.

31-4 - Tubage des conduits individuels.

Le tubage des conduits, c'est-à-dire l'introduction dans ceux-ci de tuyaux indépendants, ne peut se faire que dans les conditions prévues au document technique unifié 24-1. Il ne peut être effectué que par des entreprises qualifiées à cet effet par l'Organisme Professionnel de Qualification et de Classification du Bâtiment (OPQCB). Les conduits tubés ne peuvent être raccordés qu'à des appareils alimentés en combustibles gazeux ou en fuel domestique. Une plaque portant les indications suivantes doit être fixée visiblement à la partie inférieure du conduit :

- la date de mise en place
- le rappel que seuls les appareils alimentés au gaz ou au fuel domestique peuvent être raccordés au conduit.

Une deuxième plaque placée au débouché supérieur du conduit doit porter de manière indélébile la mention "conduit tubé".

Les conduits tubés pourront avoir une section inférieure à 250 cm², sous réserve qu'ils restent conformes aux conditions requises par la puissance de l'appareil raccordé et permettent un ramonage efficace.

Après tubage, les conduits doivent répondre aux conditions de résistance au feu, d'étanchéité et de stabilité fixées par la réglementation en vigueur. De plus, une vérification du bon état du tubage comportant un essai d'étanchéité, doit être effectuée tous les trois ans à l'initiative du propriétaire.

31-5 - Chemisage des conduits individuels.

Le chemisage des conduits, c'est-à-dire la mise en place d'un enduit adéquat adhérent à l'ancienne paroi, ne peut se faire qu'avec des matériaux et suivant les procédés offrant toutes garanties. Il ne peut être effectué que par des entreprises qualifiées à cet effet par l'Organisme Professionnel de Qualification et de Classification du Bâtiment (OPQCB).

Leur section, après cette opération, ne doit jamais être inférieure à 250 cm². Les foyers à feu ouvert ne peuvent être raccordés sur des conduits chemisés.

Après chemisage, les conduits doivent répondre aux conditions de résistance au feu, d'étanchéité et de stabilité fixées par la réglementation en vigueur. De plus, une vérification du bon état du chemisage comportant un essai d'étanchéité, doit être effectuée tous les trois ans à l'initiative du propriétaire.

31-6 - Entretien, nettoyage et ramonage des conduits de fumée et de ventilation.

Les foyers et leurs accessoires, les conduits de fumées individuels et collectifs et les tuyaux de raccordement doivent être entretenus, nettoyés et ramonés dans les conditions ci-après :

- Les appareils de chauffage, de production d'eau chaude ou de cuisine individuels, ainsi que leurs tuyaux de raccordement doivent être à l'initiative des utilisateurs, vérifiés, nettoyés et réglés au moins une fois par an et plus souvent si nécessaire, en fonction des conditions et de la durée d'utilisation.

Dans le cas des appareils collectifs, ces opérations seront effectuées à l'initiative du propriétaire ou du syndic. Les conduits de fumée habituellement en fonctionnement et desservant des locaux d'habitation et des locaux professionnels annexes, doivent être ramonés deux fois par an, dont une fois pendant la période d'utilisation.

Ces opérations sont effectuées à l'initiative de l'utilisateur pour les conduits desservant des appareils individuels, ou du propriétaire ou du gestionnaire s'ils desservent des appareils collectifs.

Elles doivent être effectuées par une entreprise qualifiée à cet effet par l'organisme Professionnel de Qualification et de classification du Bâtiment (OPQCB). Un certificat de ramonage doit être remis à l'utilisateur précisant le ou les conduits de fumée ramonés et attestant notamment de la vacuité du conduit sur toute sa longueur.

Toutefois, lorsque les appareils raccordés sont alimentés par des combustibles gazeux, les conduits spéciaux, les conduits tubés et les conduits n'ayant jamais servi à l'évacuation des produits de la

combustion de combustibles solides ou liquides pourront n'être ramonés qu'une fois par an.

On entend par ramonage, le nettoyage par action mécanique directe de la paroi intérieure du conduit de fumée afin d'en éliminer les suies et dépôts et d'assurer la vacuité du conduit sur toute sa longueur. Ceci implique l'insuffisance des procédés visant à nettoyer les conduits de fumées exclusivement par aspiration.

L'emploi du feu ou d'explosifs est formellement interdit pour le ramonage des conduits.

Les dispositifs permettant d'accéder à toutes les parties des conduits de fumée et de ventilation doivent être établis en tant que de besoin et maintenus en bon état d'usage pour permettre et faciliter les opérations d'entretien et de ramonage.

Après tout accident, sinistre, notamment feu de cheminée ou exécution de travaux, le propriétaire ou l'utilisateur du conduit doit faire examiner celui-ci par l'installateur ou tout autre homme de l'art qui établit un certificat, comme il est dit au 5ème alinéa de cet article.

L'autorité compétente peut interdire l'usage des conduits et appareils dans l'attente de leur remise en bon état d'utilisation lorsqu'ils sont la cause d'un danger grave ou qu'un risque est décelé.

Les locataires ou occupants de locaux doivent être prévenus suffisamment à l'avance du passage des ramoneurs. Ils sont tenus de prendre toutes dispositions utiles pour permettre le ramonage des conduits.

SECTION 3 ENTRETIEN DES BATIMENTS ET DE LEURS ABORDS

Indépendamment des mesures d'entretien particulières à chacune des installations définies dans les divers articles, les mesures suivantes doivent être observées en ce qui concerne les bâtiments et leurs abords.

Article 32 – Généralités

Les propriétaires et les occupants d'un immeuble sont tenus d'assurer dans le cadre de leurs obligations respectives, un entretien satisfaisant des bâtiments et de leurs abords.

Les travaux d'entretien doivent être exécutés périodiquement et toute détérioration imprévue de nature à porter un préjudice à la santé des personnes, doit faire sans délai, l'objet d'une réparation au moins provisoire.

Article 33 - Couverture, murs, cloisons, planchers, baies, gainés de passage des canalisations

Les couvertures et les terrasses, les murs et leurs enduits, les cloisons, plafonds, sols, planchers, fenêtres, vasistas, portes, emplacements des compteurs, ainsi que les gainés de passage des canalisations ou des lignes téléphoniques sont entretenus régulièrement pour ne pas donner passage à des infiltrations d'eaux ou de gaz, tout en respectant les ventilations indispensables.

Les causes d'humidité doivent être recherchées et il doit y être remédié dans les moindres délais.

Les grillages et lanterneaux doivent être nettoyés et vérifiés pour remplir en permanence l'usage auquel ils sont destinés.

Les sols sont constamment maintenus en parfait état d'étanchéité.

SECTION 4 PRECAUTIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION

Article 34 - Protection contre le gel

Les propriétaires des immeubles, ou leurs représentants, ainsi que les locataires et autres occupants, notamment en cas d'absence prolongée, sont tenus de prendre, dans le cadre de leurs obligations respectives, toutes mesures nécessaires pour empêcher, en période de gel, la détérioration des installations distributions d'eau froide ou chaude et de gaz, installations de chauffage à eau chaude ou à vapeur ainsi que les évacuations d'eaux et matières usées et assurer on permanence l'alimentation on eau potable des autres usagers.

En cas d'impossibilité de satisfaire à cette dernière prescription sans risque de dégâts pour les canalisations et appareils, l'alimentation en eau potable doit cependant être quotidiennement assurée durant le temps nécessaire à l'approvisionnement de tous les occupants de l'immeuble.

Les propriétaires ou leurs représentants sont tenus de faire afficher en évidence, à l'intérieur des immeubles, les instructions nécessaires comportant le détail des manœuvres à exécuter sur les différents circuits en cause.

Article 35 - Locaux inondés ou souillés par des infiltrations

Les locaux inondés ou souillés par quelque cause que ce soit inondation générale, déversements accidentels, infiltrations ou non-étanchéité des équipements notamment d'alimentation on eau ou d'évacuation des eaux pluviales ainsi que des eaux et matières usées, doivent après enlèvement des eaux et matières répandues, être nettoyés et désinfectés, le plus rapidement possible.

La remise en usage des fosses d'aisances et des puits doit faire l'objet de toutes mesures que nécessite la destination de ces ouvrages.

Les dégradations causées par les eaux et pouvant compromettre la salubrité ou la sécurité des immeubles sont réparées à bref délai.

En cas d'urgence et de risque imminent pour la santé publique, il peut être procédé à l'exécution d'office des mesures nécessaires dans les conditions prévues par le Code de la Santé publique.

Article 36 - Réserves d'eau non destinées à l'alimentation

Les réserves d'eau non destinées à l'alimentation, les bassins d'ornement ou d'arrosage, ainsi que tous autres réceptacles, sont vidangés aussi souvent qu'il est nécessaire en particulier pour empêcher la prolifération des insectes.

Leur nettoyage et désinfection sont effectués aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins une fois par an.

Article 37 - Entretien des plantations

Les plantations sont entretenues de manière à ne pas laisser proliférer les insectes et leurs larves au point qu'ils puissent constituer une gêne ou une cause d'insalubrité. Il doit être procédé, chaque fois qu'il est nécessaire à une désinsectisation. Nul ne peut s'opposer aux mesures de désinsectisations collectives qui seraient entreprises par l'autorité sanitaire au cas où se manifesterait un envahissement anormal d'un quartier par les insectes et leurs larves.

SECTION 5 EXECUTION DES TRAVAUX

Article 38 - Equipement sanitaire et approvisionnement en eau

Lors de travaux dans un immeuble habité, un nombre suffisant de cabinets d'aisances doit être constamment maintenu en état de fonctionnement et l'approvisionnement en eau potable des logements occupés doit être assuré en permanence.

Article 39 – Démolition

La suppression définitive d'un bâtiment doit être précédée d'une opération de dératissage. La démolition une fois commencée doit être poursuivie sans interruption jusqu'au niveau du sol. Les caves sont comblées à moins que leur accès soit rendu impossible tout en permettant cependant une aération suffisante.

CHAPITRE III AMENAGEMENT DES LOCAUX D'HABITATION

SECTION I LOCAUX

Article 40 - Règles générales d'habitabilité.

Un logement comprend des pièces principales destinées au séjour et au sommeil, et des pièces de services telles que cuisine, salles d'eau, cabinets d'aisances, buanderie, débarras, séchoir ainsi que, le cas échéant, des dégagements et des dépendances.

Il comporte au moins une pièce principale et une pièce de service (soit une salle d'eau, soit un cabinet d'aisance), un coin cuisine pouvant éventuellement être aménagé dans la pièce principale.

Un local à usage d'habitation ne comportant pas d'équipement destiné à faire la cuisine est considéré comme une pièce isolée.

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'un chauffage suffisant puisse être assuré.

Tout logement loué ou occupé devra être muni d'une installation intérieure d'alimentation en eau potable provenant de la distribution publique, d'une source ou d'un puits reconnu potable et d'une évacuation réglementaire des eaux usées dans un délai de 2 ans après la publication du présent règlement.

Cette obligation ne vise pas les locaux faisant l'objet d'une interdiction d'habiter, d'une autorisation de démolition ou d'une opération d'utilité publique.

Lorsque des logements ou pièces isolés sont desservis par un ou plusieurs cabinets d'aisances communs, le nombre de ceux-ci est déterminé en tenant compte du nombre de personnes appelées à en faire usage, sur la base d'au moins un cabinet par 10 occupants. Tout cabinet ne doit pas être distant de plus d'un étage des locaux qu'il dessert ni de plus de 30 mètres en distance horizontale.

Il est interdit d'affecter à usage privatif des cabinets d'aisances communs lorsque ces conditions ne sont pas remplies. Aucune modification de logements ne doit aboutir à la création de pièces dont les dispositions de surface, de hauteur, et de ventilation et d'éclairage seraient inférieures aux dispositions suivantes :

40-1 - Ouvertures et ventilations.

Les pièces principales et les chambres isolées doivent être munies d'ouvertures donnant à l'air libre et présentant une section ouvrante permettant une aération satisfaisante.

Les pièces de service (cuisines, salles d'eau et cabinets d'aisances), lorsqu'elles sont ventilées séparément, doivent comporter les aménagements suivants en fonction de leur destination

a) Pièces de service possédant un ouvrant donnant sur l'extérieur ces pièces doivent être équipées d'un orifice d'évacuation d'air vicié en partie haute. En sus, les cuisines doivent posséder une amenée d'air frais en partie basse.

b) Pièces de service ne possédant pas d'ouvrant donnant sur l'extérieur ces pièces doivent être munies d'une amenée d'air frais, soit par gaine spécifique, soit par l'intermédiaire d'une pièce possédant une prise d'air sur l'extérieur. L'évacuation de l'air vicié doit s'effectuer en partie haute, soit par gaine verticale, soit par gaine horizontale à extraction mécanique conforme à la réglementation en

vigueur. (14)

Lorsque ces pièces de service sont ventilées par un dispositif commun à l'ensemble du logement, ce dispositif doit être réalisé conformément à la réglementation en vigueur. (14)

40-2 - Eclairage naturel.

L'éclairage naturel au centre des pièces principales ou des chambres isolées doit être suffisant pour permettre, par temps clair, l'exercice des activités normales de l'habitation sans le secours de la lumière artificielle.

40-3 - Superficie des pièces.

La superficie habitable d'un logement est égale ou supérieure à 16 mètres carrés, celle d'une pièce isolée à 9 mètres carrés.

La moyenne de surface habitable des pièces principales est de 9 mètres carrés au moins, aucune de ces pièces n'ayant une surface inférieure à 7 mètres carrés.

La superficie des pièces mansardées à prendre en compte est égale à la moitié des surfaces mesurées entre une hauteur de 1.30 m et 2.20 m.

La surface habitable d'un logement ou d'une pièce est la surface de plancher construit, après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marche et cage d'escalier, gaines, ébrasement de portes et de fenêtres.

Il n'est pas tenu compte de la superficie des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs au logement, vérandas, locaux et autres dépendances de logements ni des parties de locaux non compris dans le volume habitable.

Le volume habitable correspond au total des surfaces habitables ainsi définies multipliées par les hauteurs sous plafond.

La surface et le volume habitable d'un logement doivent être de 14 mètres carrés et de 33 mètres cubes au moins par habitant pour les quatre premiers habitants et de 10 mètres carrés et 23 mètres cubes au moins par habitant supplémentaire au-delà du quatrième.

Aucune modification de logement ne doit aboutir à une diminution des surfaces et volumes ci-dessus.

40-4 - Hauteur sous plafond.

La hauteur sous plafond des pièces principales, des pièces isolées et de la cuisine est égale au moins à 2,30 mètres.

Article 41 - Aménagement des cours et courettes des immeubles collectifs

Dans chaque cour ou courette, il est établi une prise d'eau qui sera installée et aménagée de telle sorte qu'il n'y ait pas de retour dans les réseaux de distribution d'eau potable.

Les pentes doivent être convenablement réglées et comporter les aménagements nécessaires en vue de l'évacuation des eaux vers un dispositif capable de retenir les matières pouvant provoquer des engorgements et de s'opposer au passage des rongeurs ; il doit être siphonné dans le cas de l'évacuation des eaux vers un égout.

Les canalisations d'évacuation des eaux pluviales, des eaux ménagères et des matières usées passant sous le sol des cours, courettes et jardins doivent comporter en nombre suffisant des regards judicieusement disposés pour faciliter toute opération éventuelle de désengorgement.

L'accès aux cours et courettes doit être assuré depuis une partie commune de l'immeuble.

SECTION 2 EVACUATION DES EAUX PLUVIALES ET USEES

Article 42 – Evacuation

L'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées doit pouvoir être assurée en permanence.

Aucun obstacle ne doit s'opposer à la circulation de l'air entre l'égout public, les événements de chutes d'aisances et d'évacuation des eaux vannes ou les ventilations de fosses, notamment lorsque le raccordement nécessite l'installation d'un poste de relevage.

Afin de satisfaire à cette obligation, les descentes d'eaux usées doivent être prolongées hors combles par un événement d'une section intérieure au moins égale à celle de ladite descente.

Des événements peuvent être toutefois remplacés par des dispositifs d'entrée d'air ayant été reconnus aptes à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 décembre 1969, portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction.

L'installation de ces dispositifs peut être effectuée sous réserve qu'au moins un événement assure la ventilation :

- d'une descente d'eaux usées par bâtiment ou par maison d'habitation individuelle ;
- d'une descente d'eaux usées par groupe de 20 logements ou locaux équivalents situés dans un même bâtiment ;
- de toute descente de plus de 24 m de hauteur ;
- de toute descente de 15 à 24 m de hauteur, non munie d'un dispositif d'entrée d'air intermédiaire ;
- de la descente située à l'extrémité amont du collecteur recueillant les effluents des différentes descentes.

Ces dispositifs d'entrée d'air ne peuvent être installés que dans des combles ou espaces inhabités et ventilés ou dans des pièces de service munies d'un système de ventilation permanente (W.C., salles d'eaux...) à l'exclusion des cuisines. Ils doivent être facilement accessibles sans démontage d'éléments de construction et s'opposer efficacement à toute diffusion dans les locaux, d'émanation provenant de la descente.

En tout état de cause, ces dispositifs ne peuvent remplacer les événements nécessaires à la ventilation des installations d'assainissement autonome.

Les siphons disconnecteurs des particuliers seront du type aéré.

Il est interdit d'évacuer des eaux vannes dans les ouvrages d'évacuation d'eaux pluviales et réciproquement. Par dérogation de l'autorité sanitaire, seule l'évacuation d'eaux ménagères peut être tolérée dans les dits ouvrages lorsque le système d'égout public le permet.

Raccordement et relevage doivent être aménagés de façon que la stagnation des eaux soit réduite au minimum et qu'il ne puisse y avoir aucune accumulation de gaz dangereux.

Aucune nouvelle chute d'aisance ne peut être établie à l'extérieur des constructions en façade sur rue.

Dans le cas où la voie publique desservant l'immeuble n'est pas pourvue d'un ouvrage d'évacuation des eaux usées, toutes les eaux usées sont dirigées préalablement à leur éloignement sur des dispositifs d'accumulation ou de traitement répondant aux exigences formulées par des textes réglementaires spéciaux.

Article 43 - Occlusion des orifices de vidange des postes d'eau

Tous les orifices de vidange des postes d'eaux ménagères tels que éviers, lavabos, doivent être pourvus d'un système d'occlusion hydraulique conforme aux normes françaises homologuées et assurant

une garde d'eau permanente.

Les communications des ouvrages d'évacuation avec l'extérieur sont établies de telle sorte qu'aucun retour de liquides, de matières ou de gaz malodorants ou nocifs ne puisse se produire dans l'intérieur des habitations.

Article 44 - Protection contre le reflux des eaux d'égout

En vue d'éviter le reflux des eaux d'égout dans les caves, sous-sols et cours lors de l'élévation exceptionnelle de leur niveau jusqu'à celui de la voie publique desservie, les canalisations d'immeubles en communication avec les égouts et notamment leurs joints sont établis de manière à résister à la pression correspondante. De même, tous les regards situés sur des canalisations à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Lorsque des appareils d'utilisation sont installés à un niveau tel que leur orifice d'évacuation se trouve situé au-dessous de ce niveau critique, toutes dispositions doivent être prises pour s'opposer à tout reflux d'eaux usées provenant de l'égout en cas de mise en charge de celui-ci.

SECTION 3 LOCAUX SANITAIRES

Article 45 - Cabinets d'aisances et salles d'eau

Les salles d'eau et les cabinets d'aisances sont ventilés dans les conditions fixées à l'article 40.

Les murs, plafonds et boiseries des cabinets d'aisances et salles d'eau doivent être maintenus en bon état d'entretien et de propreté.

Les sols doivent être en parfait état d'étanchéité.

Les cabinets d'aisances doivent toujours disposer d'eau en permanence pour le nettoyage des cuvettes.

a) Pièce commune au cabinet d'aisances et à la salle d'eau, de bains ou de toilette.

Dans le cas où lors de la transformation de logements anciens, il est impossible d'établir un cabinet d'aisances et une salle d'eau, de bains ou de toilette indépendants et qu'ils sont réunis dans la même pièce, celle-ci doit remplir simultanément les conditions réglementaires notamment les conditions d'étanchéité fixées pour chacun de ces locaux considérés isolément par les règlements de construction et le présent règlement sanitaire.

Notamment, il est interdit d'utiliser des appareils brûlants, même sans flamme, un combustible solide, liquide ou gazeux, dans un cabinet d'aisances ou dans tout autre local ayant à la fois les deux destinations définies ci-dessus et ne répondant pas aux conditions réglementaires.

b) Le cabinet d'aisances ne doit pas communiquer directement avec la pièce à usage de cuisine et les pièces où se prennent les repas.

Toutefois, dans les logements d'une ou deux pièces principales, le cabinet d'aisances peut communiquer directement avec les pièces où se prennent les repas à l'exclusion de la cuisine ; celui-ci doit être raccordé à l'égout ou à un système d'assainissement autre qu'une fosse fixe et muni de cuvette siphonnée et chasse d'eau.

c) Poste d'eau à proximité de cabinets d'aisances à usage commun

Lorsqu'il existe un cabinet d'aisances à usage commun, il doit y avoir à proximité de ce cabinet, un poste d'eau avec évacuation.

Dans les cas où ce poste d'eau est situé à l'intérieur du cabinet d'aisances, l'eau distribuée doit être considérée comme non potable et l'ensemble doit comporter les signes distinctifs prévus à l'article 6 du titre I. Toutes précautions doivent être prises pour éviter les retours d'eau vers le réseau d'alimentation.

Article 46 - Caractéristiques des cuvettes de cabinet d'aisances

La cuvette des cabinets d'aisances doit être obligatoirement munie d'un dispositif d'occlusion. De l'eau doit être disponible en permanence pour le nettoyage des cuvettes.

Lorsqu'ils sont raccordés, soit à un réseau d'assainissement, soit à une fosse septique ou un appareil équivalent, les cabinets d'aisances sont pourvus d'une chasse permettant l'envoi d'un volume d'eau suffisant, toutes dispositions étant prises pour exclure le risque de pollution de la canalisation d'alimentation en eau. Les cuvettes doivent être siphonnées par une garde d'eau conforme aux normes françaises homologuées.

Les installations à la turque et les sièges des cabinets doivent être en matériaux imperméables à parois lisses et faciles à entretenir.

Le raccordement de la cuvette au tuyau de chute doit être étanche.

Article 47 - Cabinets d'aisances comportant un dispositif de désagrégation et d'évacuation des matières fécales

Le système de cabinets d'aisances comportant un dispositif de désagrégation des matières fécales est interdit dans tout immeuble neuf, quelle que soit son affectation.

Toutefois, en vue de faciliter l'aménagement de cabinets d'aisances dans les logements anciens qui en sont totalement démunis, faute de possibilité technique de raccordement, il peut être installé exceptionnellement et après avis de l'autorité sanitaire, des cuvettes comportant un dispositif mécanique de désagrégation des matières fécales avant leur évacuation. Le conduit d'évacuation doit se raccorder directement sur une canalisation d'eaux vannes de diamètre suffisant et convenablement ventilée. Il ne doit comporter aucune partie ascendante. L'installation doit comporter une chasse d'eau et être conforme à toutes les dispositions du présent règlement sanitaire.

Toutes précautions spéciales sont prises notamment pour qu'il ne se manifeste aucun reflux d'eaux vannes ni désamorçage de joints hydrauliques dans les appareils branchés sur la même chute. Ce raccordement ne sera en aucun cas effectué sur une canalisation réservée aux eaux pluviales.

Les effluents de ces appareils sont évacués et traités dans les mêmes conditions que les eaux vannes provenant des cabinets d'aisances et, conformément aux dispositions de la section 4. Par sa conception et son fonctionnement, l'appareil ne doit entraîner aucune pollution du réseau d'amenée d'eau potable.

Des précautions particulières doivent être prises pour assurer l'isolement acoustique correct de l'appareil et empêcher la transmission de bruits vers les locaux du voisinage.

La stagnation d'une quantité d'eau dans la bache de pompage de l'appareil doit être limitée au minimum nécessaire au fonctionnement correct de la pompe.

Dans le cas où des opérations d'entretien rendent nécessaire le démontage de l'appareil, celui-ci doit

être conçu pour ne causer aucun dommage, ni aucun inconvénient au point de vue sanitaire.

L'appareillage électrique doit être réalisé de façon à éliminer tout risque de contact direct ou indirect des usagers avec des conducteurs sous tension. A cet effet, l'installation sera réalisée en prenant l'une des précautions prévues à la norme française NF C 15-100, compte tenu du degré de protection électrique du matériel. On tiendra compte du fait qu'il s'agit d'un local comportant des appareils hydrauliques.

L'appareil portera de manière apparente et indélébile les prescriptions d'interdiction ci-après :

“ Il est interdit d'évacuer les ordures ou déchets au moyen de cet appareil.”

“En cas de panne du dispositif de désagrégation, l'utilisation du cabinet d'aisances est interdite jusqu'à remise en parfait état de marche.”

SECTION 4

Article 48 à 50 (ABROGES) –

SECTION 5
INSTALLATIONS D'ELECTRICITE ET DE GAZ, DE CHAUFFAGE,
DE CUISINE ET PRODUCTION D'EAU CHAUDE

Article 51 - Installations d'électricité

Les modifications conduisant au remplacement ou au renforcement des circuits d'alimentation électrique doivent être conformes aux normes NF C 14-100 et C15-100.

Article 52 - Installations de gaz

Toutes les installations nouvelles ou transformations d'installations de distribution de gaz doivent être conformes aux dispositions réglementaires les concernant. (16)

Article 53 - Installations de chauffage, de cuisine ou de production
d'eau chaude par combustion

53-1 - Règles générales.

L'évacuation vers l'extérieur des gaz de combustion des installations de chauffage, de cuisine et de production d'eau chaude est réalisée dans les conditions ci-après :

- les installations d'appareils utilisant des combustibles gazeux ou hydrocarbures liquéfiés doivent être conformes aux dispositions de la réglementation en vigueur ; (17)
- les installations d'appareils utilisant des combustibles solides ou liquides doivent être raccordées à un conduit d'évacuation des gaz de combustion.

53-2 - Conduits d'évacuation

Un appareil à combustion ne peut être raccordé qu'à un conduit d'évacuation présentant les caractéristiques de tirage et d'isolation thermique prévues par la réglementation en vigueur (17) (18). Les orifices extérieurs de ces conduits d'évacuation doivent être également conformes à la réglementation en vigueur (18).

Toute réparation, reconstruction, surélévation, modification ou adjonction de conduits d'évacuation de gaz de combustion doivent être réalisées conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur (17) (18).

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les siphonnages, qu'ils concernent les conduits de fumées ou des conduits de ventilation.

Les conduits de raccordement desservant les foyers doivent être apparents sur tout leur parcours, facilement démontables et maintenus en bon état.

Sauf dans les cas et conditions prévus par la réglementation en vigueur, ils ne doivent pas pénétrer dans une pièce autre que celle où est établi le foyer qu'ils desservent. Leur parcours doit être le plus court possible. Leur section doit être au moins égale à celle de la buse de l'appareil qu'ils desservent. Leur montage doit être correct, notamment leur raccordement au conduit fixe, afin d'éviter tout risque d'obstruction.

La construction des carneaux c'est-à-dire des conduits de fumées fixes, horizontaux ou obliques, est soumise aux règles de construction des conduits de fumée, notamment celles visant l'isolation thermique. Ils sont munis de tampons, notamment aux changements de direction, pour permettre leur ramonage.

Lorsque le raccordement d'un appareil à combustion à un conduit de fumée est obligatoire,

l'appareil doit être raccordé directement sur le conduit de fumée. Il ne doit pas être branché :

- dans un poêle de construction comportant coffre et étuve ;
- dans une cheminée comportant un appareil de récupération de chaleur faisant fond de cheminée et faisant obstacle au nettoyage normal ;
- dans unâtre de cheminée constituant un foyer ouvert, sauf aménagement permanent assurant un tirage normal et une étanchéité suffisante.

Ces dispositions ne font pas obstacle à l'installation d'un système de récupération de chaleur sur le conduit de raccordement même sous réserve de prévoir les dispositions nécessaires au maintien d'un tirage efficace et de la vacuité du conduit de fumées.

En tout état de cause, un tel dispositif ne doit pas être installé à la sortie d'un appareil dont l'allure de combustion est réglée uniquement par l'arrivée d'air.

Il est établi, à la partie inférieure du conduit fixe ou, à défaut, sur le conduit mobile de raccordement, un dispositif fixe ou mobile, tel que boîte à suie, pot à suie, té de branchement, destiné à éviter toute obturation accidentelle du conduit et permettant des nettoyages faciles.

Le raccordement à un conduit d'évacuation des produits de la combustion à tirage naturel ou à extraction mécanique des appareils utilisant les combustibles gazeux ou des hydrocarbures liquéfiés doit être réalisé dans les conditions prévues à cet effet par le DTU n° 61-1 : Installations de gaz.

Si des systèmes de combustion comportent un dispositif d'évacuation des fumées d'une conception différente des conduits visés par le présent règlement, ils ne peuvent être mis en œuvre que si le dispositif d'évacuation des fumées a été reconnu apte à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté (19) portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction.

53-3 - Raccordement de plusieurs foyers à un conduit unique

Indépendamment des possibilités de raccordement de foyers d'un conduit collecteur par l'intermédiaire de conduits individuels dans les conditions définies par l'arrêté relatif aux conduits de fumées desservant les logements (20), il est également permis de raccorder plusieurs foyers à un même conduit de fumée sous les conditions ci-après.

D'une façon générale, plusieurs foyers ne peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée qu'à condition que ce conduit soit compatible avec les produits de la combustion du ou des combustibles et que ses caractéristiques soient telles qu'un tirage suffisant soit assuré dans toutes les conditions de fonctionnement.

53-3-1 - Types de conduits de fumée

Le raccordement aux conduits de fumées de plusieurs générateurs installés dans un même local à foyer unique doit respecter les règles suivantes :

- des générateurs à combustible liquide peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée à condition que les brûleurs soient du même type.
- des générateurs à combustible gazeux peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée à condition que les brûleurs soient du même type.
- des générateurs à combustibles liquides et des foyers à combustibles gazeux peuvent être raccordés simultanément au même conduit de fumée, à condition que les brûleurs à gaz et à mazout soient du type « a ventilateur ».
- des générateurs à combustibles solides peuvent être raccordés sur un même conduit. Ce conduit doit être indépendant du ou des conduits, des foyers à combustibles liquides ou gazeux sauf cas précisés ci-après.

** Installation de puissance utile totale supérieure à 70 KW.*

Des générateurs utilisant des combustibles différents peuvent être raccordés sur un même conduit de fumée à condition que soient respectées dans toutes les conditions de fonctionnement, les prescriptions de l'arrêté du 20 juin 1975 et que le conduit soit compatible avec les produits de la combustion de chaque combustible.

En conséquence, si la conformité à l'arrêté du 20 juin 1975 ne peut pas être réalisée, on prendra les dispositions nécessaires pour qu'en aucun cas une chaudière utilisant un combustible solide ne puisse fonctionner lorsqu'elle est raccordée à un conduit unique, simultanément avec une autre chaudière utilisant un combustible liquide ou gazeux.

** Installations de puissance utile totale inférieure A 70 KW.*

Dans le cas de deux chaudières, l'une à combustible liquide ou gazeux et l'autre à combustible solide, l'accouplement doit obligatoirement être réalisé par un équipement fourni sur catalogue par un fabricant et ayant été reconnu apte à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté (21) portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction.

Cet équipement doit comprendre :

- un conduit d'accouplement des deux buses avec une seule sortie de fumée ;
- un dispositif automatique de sécurité n'autorisant le fonctionnement du brûleur à combustible liquide ou gazeux que lorsque l'allure du foyer à combustible solide est suffisamment réduite c'est-à-dire lorsque la température des fumées à la buse est inférieure à 100°C ou lorsque la température du fluide caloporteur au départ est inférieure à 30°C.

53-3-2 - Chaudières polycombustibles

Dans le cas de chaudières "polycombustibles" deux cas peuvent se présenter :

- chaudières à deux chambres de combustion et à une seule buse de sortie de fumées: elle doit être équipée d'un dispositif automatique de sécurité comme indiqué ci avant ;

En outre, un autre dispositif automatique de sécurité doit empêcher le fonctionnement du brûleur si une des portes de chargement est ouverte.

- chaudières à deux chambres de combustion et à deux buses de sortie de fumées ; elle peut être raccordée sur un seul conduit de fumée à condition que le fabricant de la chaudière fournisse le raccord d'accouplement des deux buses permettant de n'avoir qu'une seule sortie de fumées à raccorder au conduit de fumées.

Dans ce cas, cette chaudière doit être équipée des deux dispositifs automatiques de sécurité indiqués ci avant.

53-4 - Ventilation

Les dispositions du présent article ne concernent pas les appareils à combustion fonctionnant en circuit étanche.

La ventilation des locaux où sont installés des appareils utilisant le gaz ou les hydrocarbures liquéfiés doit répondre suivant le cas, aux règles d'aménagement et de sécurité des installations de chauffage (22) ou aux règles de sécurité applicables à l'utilisation de ces combustibles (23).

En aucun cas, les dispositifs d'amenée d'air neuf et d'évacuation d'air vicié ne doivent être condamnés.

Les appareils de production-émission ou de production, tels qu'ils sont définis dans les règles d'aménagement et de sécurité des installations de chauffage (22), et utilisant des combustibles solides ou liquides, doivent être installés dans des locaux répondant aux conditions de ventilation ci-après.

a) Appareils d'une puissance utile totale inférieure ou égale à 70 KW.

- Appareils de production-émission (poêles, cuisinières, cheminées) situés en rez-dechaussée ou en étage ;

Le local doit être muni d'une amenée d'air neuf d'une section libre non condamnable d'au moins 50 cm².

- Appareils de production-émission (poêles, cuisinières, cheminées) situés dans des locaux en sous-sol et appareils de production (chaudières et générateurs de chauffage central ou de production d'eau chaude) quelle que soit leur situation.

Le local doit être muni d'une amenée d'air neuf d'une section libre non condamnable d'au moins 50 cm² débouchant en partie basse et d'une évacuation d'air vicié d'une section libre non condamnable d'au moins 100 cm² placée en partie haute et débouchant directement à l'extérieur.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables lorsque les appareils sont situés dans des pièces ventilées suivant les modalités fixées par l'arrêté sur l'aération des logements (24) à condition que :

- les débits d'air nécessaires au bon fonctionnement de ces appareils soient assurés ;
- lors d'une évacuation de l'air par un dispositif mécanique, la dépression créée par cette évacuation ne puisse entraîner d'inversion de tirage des conduits de fumée et foyers fonctionnant par tirage naturel, notamment lors de l'allumage de certains foyers.

b) Appareils d'une puissance utile totale supérieure à 70 KW.

Le local doit être muni d'une amenée d'air neuf et d'une évacuation d'air vicié aménagées conformément aux dispositions applicables aux chaufferies fixées par les règles d'aménagement et de sécurité des installations de chauffage. (25)

c) Lorsque les appareils sont situés dans les locaux habités ou occupés, l'arrivée d'air neuf doit être située aussi près que possible des foyers ; elle doit être disposée et aménagée de telle façon que le courant d'air qu'elle occasionne ne constitue pas une gêne pour les occupants.

53-5 - Installations de chauffage par air chaud

Ces installations doivent être telles que les gaz de combustion ne puissent pénétrer dans les conduits de distribution d'air chaud.

53-6 - Modérateurs

Les modérateurs de tirage par admission d'air ne doivent pas se trouver à l'intérieur des conduits. Ils doivent se fermer d'eux-mêmes en cas de diminution du tirage et être maintenus en bon état de fonctionnement. Ils doivent toujours être installés dans le local où se trouve l'appareil ; la surveillance doit en être aisée.

53-7 - Clés et Registres

Les clés et registres destinés à réduire la section du conduit d'évacuation des produits de la combustion ou à l'obturer peuvent être mis en œuvre dans les seules conditions définies par les articles ci-après.

Toutefois, l'utilisation de dispositifs situés dans le circuit d'évacuation destinés à régler ou à réguler le débit d'extraction, en cas d'extraction mécanique conjointe ou non à celle de l'air de ventilation du local où sont installés des appareils utilisant des combustibles gazeux, n'est pas visée par les dispositions du présent article.

53-7-1 Dispositifs de réglage à commande manuelle.

Pour les appareils d'un type ancien, utilisant un combustible solide et ne comportant pas de dispositif efficace de réglage du débit d'air comburant, la mise en place en aval de la buse de clés ou de registres à commande manuelle est autorisée à condition que ces dispositifs ne puissent obturer en position de fermeture maximale plus de trois quarts de la section du conduit et que leur forme ou leur disposition ne puisse favoriser l'obstruction du conduit par la suie ou tout autre dépôt.

53-7-2 - Dispositifs autoréglables de tirage

Des registres autoréglables de tirage, autres que les modérateurs de tirage visés à l'article 53-5, peuvent être installés sur des seuls générateurs de chaleur utilisant des combustibles liquides et équipés de brûleurs à pulvérisation mécanique. Ils doivent satisfaire aux prescriptions suivantes :

- avoir été reconnus aptes à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté (26) portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur des procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction ;
- ne pas obstruer, en position de fermeture, plus des trois quarts de la section du conduit ;
- être placés sur une partie horizontale du conduit de fumée ou, en tout état de cause en amont du dispositif fixe ou mobile destiné à éviter toute obturation accidentelle du conduit et permettant des nettoyages faciles.

53-7-3 - Dispositifs automatiques de fermeture

L'installation de ces dispositifs est interdite pour des appareils utilisant un combustible solide.

L'installation de ces dispositifs en aval d'un générateur utilisant des combustibles liquides ou gazeux ne peut être effectuée que si la puissance utile de ce générateur, situé en chaufferie réglementairement ventilée, est supérieure à 70 KW.

53-7-3-1 - Générateurs utilisant un combustible liquide

Des dispositifs automatiques de fermeture de l'orifice d'évacuation des produits de combustion peuvent être installés sous réserve d'avoir été reconnus aptes à l'emploi par un avis technique délivré conformément aux dispositions de l'arrêté (27) portant création d'une commission chargée de formuler des avis techniques sur les procédés, matériaux, éléments ou équipements utilisés dans la construction. Ces dispositifs doivent être, en particulier, conçus de manière à ne permettre le fonctionnement du brûleur que lorsque l'orifice d'évacuation est libre sur toute sa section. Ils doivent être installés en amont du régulateur de tirage.

Ces dispositifs ne peuvent être installés que si les générateurs sont équipés de brûleurs à pulvérisation mécanique.

53-7-3-2 - Générateurs utilisant un combustible gazeux

Des dispositifs de fermeture de l'orifice d'évacuation des produits de combustion peuvent être installés sur des générateurs de chaleur de puissance utile supérieure à 70 KW si les conditions suivantes sont simultanément satisfaites :

- Ils sont installés sur des générateurs pour lesquels ils ont été spécialement conçus;
- Ils sont conformes aux dispositions de la spécification en vigueur. (28)

53-7-4 - Conditions d'installation et d'entretien de ces dispositifs

La mise en place de ces dispositifs doit être effectuée par un installateur qualifié et après un contrôle de l'état du conduit de fumée ayant pour objectif de vérifier son aptitude à l'emploi.

Ces appareils doivent être entretenus et vérifiés dans les conditions définies à l'article 31-6.

L'aération du conduit de fumée doit être maintenue pendant la période durant laquelle les générateurs de chaleur ne sont pas en service.

53-8- Interdiction visant certains dispositifs mécaniques de ventilation

Il est interdit d'installer des dispositifs mécaniques supplémentaires de ventilation tels que ventilateur de fenêtre, extracteur de hotte et faire déboucher un vidoir de vide-ordures lorsque la colonne correspondante est ventilée par extraction mécanique :

- dans une pièce où se trouve un appareil à combustion raccordé à un conduit de fumée fonctionnant en tirage naturel ;
- dans un local distinct de cette pièce si ce dispositif ou vidoir de vide-ordures est susceptible de provoquer une dépression suffisante pour entraîner un refoulement des gaz de combustion.

53-9 - Installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou à la production d'eau chaude

Les installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou à la production d'eau chaude doivent remplir les conditions fixées au présent article 53. En outre, les évacuations de gaz d'échappement de moteurs fixes à combustion interne ou à explosion doivent toujours être raccordées à des conduits de fumée, y compris pour la hauteur de leurs débouchés extérieurs. Ces conduits doivent être capables de résister à la pression de fonctionnement et, s'ils traversent des locaux occupés ou habités, être placés à l'intérieur d'une gaine présentant les mêmes caractéristiques mécaniques qu'un conduit de fumée. Cette gaine peut servir de ventilation haute du local où est installé le moteur ; dans le cas contraire, elle doit être en communication directe à sa partie basse et à sa partie haute avec l'air extérieur. Elle est indépendante, de toute autre gaine et doit également déboucher au niveau imposé pour les conduits de fumée.

Article 53-10 - Installations thermiques ne comportant pas de combustion

Les locaux contenant des installations thermiques ne comportant pas de combustion tels que postes échangeurs de calories, installations d'accumulation d'eau chaude, etc... doivent, en tant que de besoin, être efficacement ventilés et isolés afin de n'apporter aucune élévation de température susceptible de perturber l'usage normal des locaux voisins.

Ceux contenant des installations d'une puissance utile totale supérieure à 70 KW doivent être ventilés et isolés dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. (29)

SECTION 6 BRUIT DANS L'HABITATION

Article 54 (ABROGE)

CHAPITRE IV LOGEMENTS GARNIS ET HOTELS (31), LOCAUX AFFECTES A L'HEBERGEMENT COLLECTIF (32)

SECTION I GENERALITES

Article 55 - Domaine d'application

Les logements garnis et hôtels sont soumis aux dispositions des chapitres I, II et III du présent titre; ils doivent en outre respecter les dispositions du présent chapitre IV.

Les prescriptions du présent chapitre s'appliquent à tous les locaux affectés à l'hébergement collectif sans préjudice des réglementations particulières visant certains d'entre eux. (33)

Les dispositions relatives à la ventilation de ces catégories de locaux figurent à la section 2 du titre III ci-après.

Article 56 – Surveillance

Les logeurs ou responsables de ces locaux sont tenus de faciliter les missions des représentants des services chargés de leur surveillance.

SECTION 2 AMENAGEMENT DES LOCAUX

Article 57 – Equipements

Lorsqu'un garni ou un meublé communique avec un débit de boissons, une entrée indépendante doit être aménagée et maintenue constamment disponible.

Dans les garnis et meublés, chaque unité de location doit avoir une porte indépendante.

Dans les chambres, dortoirs et locaux affectés à l'hébergement collectif occupés par cinq personnes ou plus, le volume d'air et la surface au sol, ne peuvent être inférieurs à 12 m³ et 5 m² par personne. Tout dortoir est divisé en boxes individuels largement ouverts sur les dégagements pour assurer le renouvellement d'air. Le dortoir doit comporter en annexe des installations sanitaires en nombre et en qualité conformes à la réglementation concernant les logements-foyers, à savoir :

- une salle de douches à raison d'une pomme-douche pour 10 personnes ou fraction de 10 personnes ;
- des cabinets d'aisances à raison d'un pour 10 personnes ou fraction de 10 personnes ;
- un lavabo pour 3 personnes au maximum ; à titre transitoire sont tolérés les lavabos collectifs comportant un nombre de robinets correspondant au nombre de lits.

57-1 - Equipement collectif

Les cabinets d'aisances ne doivent jamais communiquer directement avec les salles de restaurant, cuisines ou réserves de comestibles.

Les urinoirs doivent être établis hors de la vue du public et satisfaire aux mêmes conditions d'hygiène que les cabinets d'aisances.

Les circulations et parties communes qui ne possèdent pas un éclairage naturel suffisant doivent être pourvues d'un éclairage électrique permanent et efficace.

57-2 - Equipement des pièces

Tout logement garni, toute pièce louée isolément, doivent être pourvus d'un poste d'eau potable, convenablement alimenté à toute heure du jour et de la nuit, et installé au-dessus d'un dispositif réglementaire pour l'évacuation des eaux usées.

Chaque pièce et circulation communes doivent être équipées d'un dispositif d'éclairage électrique.

Article 58 - Locaux anciens

Dans les immeubles dont la construction est antérieure à la publication du présent règlement,

l'exploitation des locaux à usage de garnis ou meublés, même s'ils ne sont pas conformes à toutes les prescriptions sus-énoncées, pourra être tolérée à titre transitoire et précaire, mais sous réserve que les installations de chauffage et de production d'eau chaude par combustion soient conformes au présent règlement et que les conditions d'alimentation en eau potable, d'installation des cabinets d'aisances, de propreté et d'entretien des locaux et du mobilier soient satisfaisantes.

En cas de transformation ou de réparation affectant le gros œuvre des bâtiments à usage ou à destination de garnis ou de meublés, les nouveaux agencements et aménagements doivent être conformes aux prescriptions des présentes dispositions.

SECTION 3 USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX

Article 59 - Service de l'eau et des sanitaires

L'exploitant ne peut, de sa propre initiative, suspendre le service de l'eau et l'usage des cabinets d'aisances sauf pour des raisons impératives de sécurité.

Article 60 – Entretien

Les logements et les pièces isolées; ainsi que les parties communes doivent être entretenus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur dans un état constant de propreté ; en tant que de besoin, l'autorité sanitaire pourra prescrire la réfection ou le renouvellement des peintures ou des tapisseries.

Article 61 - Mesures prophylactiques

La location des locaux meublés ayant été occupés même partiellement ou temporairement par des personnes atteintes de maladies transmissibles nécessitant légalement la désinfection terminale est interdite tant que ces locaux n'ont pas été désinfectés dans les conditions réglementaires.

La désinfection et la désinsectisation de la literie et des locaux peuvent être prescrites toutes les fois que ces opérations sont jugées nécessaires par l'autorité sanitaire.

La literie doit être maintenue en bon état d'entretien et de propreté ; la surveillance des services d'hygiène porte non seulement sur les locaux, mais également sur les objets mobiliers.

TITRE III DISPOSITIONS APPLICABLES AUX BATIMENTS AUTRES QUE CEUX A USAGE D'HABITATION ET ASSIMILES

Article 62 - Type de locaux visés

Sous réserve de dispositions contraires édictées par des réglementations particulières (34), les prescriptions du présent règlement, traitant des habitations, sont étendues à toutes catégories d'immeubles ou d'établissements ainsi qu'à leurs dépendances quand ils reçoivent en tout ou partie les mêmes équipements que les immeubles d'habitation et sont justiciables pour raison de sa lubrité des mêmes règles d'établissement, d'entretien ou d'usage.

SECTION 1 AMENAGEMENT DES LOCAUX

Les dispositions du titre II relatives à l'aménagement des locaux d'habitation sont applicables aux constructions neuves et transformations d'établissements visés à l'article 62 ci-dessus, à l'exception :

- de l'article 40
- de l'alinéa b de l'article 45.

SECTION 2 VENTILATION DES LOCAUX

Les dispositions de cette section s'appliquent aux constructions neuves et aux constructions subissant des modifications importantes affectant le gros œuvre ou l'économie de l'immeuble.

Seules les prescriptions relatives à l'entretien des installations de ventilation s'appliquent aux constructions existantes, à moins que ne soit démontrée la nécessité de prendre des mesures assurant la salubrité publique.

Les débits et volumes indiqués ci-après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés.

Pour les personnes exerçant une telle activité, il convient de se reporter aux dispositions du chapitre II, du titre III, du livre II du Code du Travail (Hygiène des locaux affectés au travail).

Pour le calcul des débits ou des volumes, il sera tenu compte de l'ensemble des personnes fréquentant ces locaux.

Article 63 – Généralités

63-1 - Dispositions de caractère général.

La hauteur sous plafond minimale des locaux visés sous le présent titre à l'article 62 est fixée à 2.40 m. Les projets présentant une hauteur inférieure à 2.40 m et relevant de l'article 62, devront obligatoirement être soumis pour avis au Conseil départemental d'Hygiène.

La ventilation des locaux peut être soit mécanique ou naturelle par conduits, soit naturelle pour les locaux donnant sur l'extérieur, par ouverture de portes, fenêtres ou autres ouvrants.

Dans tous les cas, la ventilation doit être assurée avec de l'air pris à l'extérieur hors des sources de pollution ; cet air est désigné sous le terme "d'air neuf".

Dans la suite de cet article, les locaux sont classés, du point de vue de la ventilation, en deux catégories :

- Les locaux dits "à pollution non spécifique" ces locaux sont ceux dans lesquels la pollution est liée à la seule présence humaine, à l'exception des cabinets d'aisances et des locaux de toilette. Toutefois, les dispositions qui suivent ne s'appliquent pas aux locaux où cette présence est épisodique (circulations, archives, dépôts) ; on peut admettre que ces locaux sont ventilés par l'intermédiaire des locaux adjacents sur lesquels ils ouvrent.

- Les locaux dits "à pollution spécifique" cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisances et tous autres locaux où existent des émissions de produits nocifs ou gênants autres que ceux liés à la seule présence humaine (notamment certains laboratoires et locaux où fonctionnent des appareils susceptibles de dégager des polluants gazeux non rejetés directement à l'extérieur, tels le monoxyde de carbone, le dioxyde de carbone, l'ammoniac, l'ozone).

Les prises d'air neuf et les ouvrants doivent être placés en principe à, au moins 8 m de toute source éventuelle de pollution, notamment véhicules, débouchés de conduits de fumée, sortie d'air extrait, ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'un air pollué ne soit pas possible.

Des dispositions plus strictes peuvent être décidées par l'autorité compétente lorsqu'il y a voisinage d'une grande quantité d'air pollué (extraction d'air ayant servi à la ventilation d'un parc automobile ou d'un grand local recevant du public par exemple).

L'air extrait des locaux doit être rejeté à au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible. L'air extrait des locaux à pollution spécifique doit en outre être rejeté sans recyclage.

63-2 - Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux.

L'air provenant des locaux à pollution non spécifique peut éventuellement traverser ensuite d'autres locaux, si ceux-ci sont :

- des locaux de circulation ;
- des locaux peu occupés (archives, dépôts) ;
- des locaux à pollution spécifique.

Est considéré comme de l'air recyclé, celui qui est repris dans un groupe de locaux et qui y est réintroduit ; l'air neuf peut y être mélangé ou introduit séparément.

L'air repris dans un seul local et réintroduit dans ce local à l'exclusion de tous autres locaux n'est pas considéré comme de l'air recyclé ; l'air neuf, comme précédemment, peut y être mélangé ou introduit séparément.

L'air recyclé n'est utilisable que dans les conditions définies dans les articles suivants.

Article 64 - Ventilation mécanique ou naturelle des conduits

64-1 - Locaux à pollution non spécifique

Dans les locaux à pollution non spécifique, le débit normal d'air neuf à introduire est fixé dans le tableau ci-après en tenant compte des interdictions de fumer. (34) Ce débit est exprimé en m³ par heure et par occupant en occupation normale.

DESTINATION DES LOCAUX	DEBIT MINIMAL D'AIR NEUF en m ³ /h et par occupant (air à 1,2 kg/m ³)	
	Locaux avec interdiction de fumer	Locaux sans interdiction de fumer
LOCAUX D'ENSEIGNEMENT : Classes, salles d'études, laboratoires (à l'exclusion de ceux à pollution spécifique)		
- Maternelles, primaires et secondaires du 1 ^{er} cycle	15	
- Secondaires du 2 ^{ème} cycle et universitaires	18	25
- Ateliers	18	25
LOCAUX D'HEBERGEMENT : Chambres collectives (plus de 3 personnes) (1) dortoirs, cellules, salles de repos	18	25
BUREAUX ET LOCAUX ASSIMILES : Tels que locaux d'accueil, bibliothèques, bureaux de poste, banques	18	25
LOCAUX DE REUNIONS : Tels que salles de réunions, de spectacles, de culte, clubs, foyers	18	30
LOCAUX DE VENTE : Tels que boutiques, supermarchés	22	30
LOCAUX DE RESTAURATION : Cafés, bars, restaurants, cantines, salles à manger	22	30

LOCAUX A USAGE SPORTIF :		
Par sportif :		
- Dans une piscine	22	
- Dans les autres locaux	25	30
Par spectateur :	18	30

(1) Pour les chambres de moins de 3 personnes, le débit minimal à prévoir est de 30 m³/h par local.

Pour les locaux où la présence humaine est épisodique (dépôts, archives, circulations, halls d'entrée...) et où l'organisation du plan ne permet pas qu'ils soient ventilés par l'intermédiaire des locaux adjacents, le débit minimal d'air neuf à introduire est de 0,1 litre par seconde et par mètre carré.

Dans les conditions habituelles d'occupation, la teneur de l'atmosphère en dioxyde de carbone ne doit pas dépasser 1 pour mille avec tolérance de 1.3 pour mille dans les locaux où il est interdit de fumer.

Si l'occupation des locaux est très variable, la ventilation modulée ou discontinue est admise sous réserve que la teneur en dioxyde de carbone ne dépasse pas les valeurs fixées précédemment.

En cas d'inoccupation des locaux, la ventilation peut être arrêtée ; elle doit, cependant, être mise en marche avant occupation des locaux et maintenue après celle-ci pendant un temps suffisant.

L'air neuf entrant dans ces locaux doit être pris à l'extérieur sans transiter dans d'autres locaux. Il peut être mélangé à de l'air dit recyclé mais sans que cela puisse réduire le débit minimal d'air neuf, nécessaire à la ventilation, fixé ci-dessus.

Le recyclage par groupe de locaux n'est autorisé que s'il ne concerne pas des locaux à pollution spécifique et que si l'air est filtré conformément aux dispositions ci-après relatives à la filtration.

64-2 - Locaux à pollution spécifique

Dans les locaux à pollution spécifique, le débit de la ventilation est déterminé en fonction de la nature et de la quantité de polluants émis.

Pour les toilettes, les cuisines collectives et leurs dégagements, le débit minimal d'air neuf à introduire figure dans le tableau ci-après

DESTINATION DES LOCAUX	DEBIT MINIMAL D'AIR NEUF en m ³ /h
PIECES A USAGE INDIVIDUEL	
- salle de bains ou de douches	15 par local
- salle de bains ou de douches commune avec cabinets d'aisances	15 par local
- cabinet d'aisances	15
PIECES A USAGE COLLECTIF	
- cabinet d'aisances isolé	30
- salle de bains ou de douches isolée	45
- salle de bains ou de douches commune avec cabinets d'aisances	60
- bains, douches et cabinets d'aisances groupés	30 + 15 N°
- lavabos groupés	10 + 5N°
- salle de lavage, séchage et repassage du linge	5 par m ² de surface de local (1)
CUISINES COLLECTIVES	
- office relais	15/repas
- moins de 150 repas servis simultanément	25/repas
- de 151 à 500 repas servis simultanément (2)	20/repas
	15/repas

- de 501 à 1500 repas servis simultanément (3)	10/repas
- plus de 1500 repas servis simultanément (4)	

N°: nombre d'équipements dans le local

(1) : compte tenu des contraintes techniques, les débits retenus seront de préférence arrondis au multiple supérieur de 15.

(2) : avec un minimum de 3 750 m³/h

(3) : avec un minimum de 10 000 m³/h

(4) : avec un minimum de 22 500 m³/h

Ces débits ne sont valables que dans le cas d'une ventilation indépendante de ces pièces de service à pollution spécifique.

Sauf exigences particulières (locaux de recherches biologiques par exemple), l'air provenant de locaux à pollution non spécifique (notamment, les circulations) peut être admis dans les locaux à pollution spécifique.

Lorsque la pièce de service est ventilée par l'intermédiaire d'une pièce principale ou des circulations, le débit à prendre en considération doit être égal à la plus grande des 2 valeurs indiquées respectivement par le tableau ci-dessus ou celui figurant à l'article 64.1.

Les polluants émis dans les cuisines doivent être captés au voisinage de leur émission ; il en est de même des polluants nocifs ou dangereux.

En cas d'impossibilité d'installer un système de captation de ces émissions, les débits nécessaires à la ventilation des cuisines doivent être doublés.

Si la pollution spécifique est très variable, la ventilation modulée ou discontinue est admise sous réserve que l'évacuation des polluants soit convenablement réalisée.

Dans le cas où cessent les émissions donnant à la pollution un caractère spécifique, la ventilation peut être arrêtée ; elle doit, cependant, être mise en marche avant pollution des locaux ou maintenue après celle-ci pendant un temps suffisant afin que l'évacuation des gaz soit convenablement assurée.

Article 65 - Prescriptions relatives aux installations et à leur fonctionnement

Lorsque l'introduction de l'air est mécanique, la filtration de l'air doit être réalisée dans les conditions suivantes après éventuellement une préfiltration grossière, destinée à retarder le colmatage des filtres installés en zone industrielle ou urbaine, il doit être prévu :

a) pour l'air neuf, un filtre d'un rendement au test gravimétrique défini par la norme NFX 44 012 d'au moins 90 % ;

b) pour l'air recyclé, un filtre d'un rendement au test gravimétrique défini par la norme NFX 44 012 d'au moins 95 %.

L'encrassement des filtres doit pouvoir être contrôlé en permanence ; les filtres doivent être remplacés ou nettoyés en temps utile.

Tous les dispositifs de traitement de l'air, autres que ceux destinés à la filtration, au chauffage, au refroidissement, à l'humidification, à la déshumidification, doivent faire l'objet d'un examen par l'autorité compétente, et d'un avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France.

Le circuit d'aménée d'air doit être nettoyé avant la mise en service surtout s'il peut y avoir présence de gravats et d'humidité.

Il est ensuite maintenu en bon état de propreté.

Article 66 - Ventilation par ouvrants extérieurs

66-1 - Locaux à pollution non spécifique

La ventilation par ouverture des portes, fenêtres ou autres ouvrants donnant sur l'extérieur est admise dans les locaux de réunion tels que salles de réunion, de spectacles, de culte, clubs, foyers, dans les locaux de vente tels que boutiques, supermarchés, et dans les locaux de restauration tels que cafés, bars, restaurants, cantines, salles à manger à condition que le volume par occupant ne soit pas inférieur :

- à 6 m³ pour les locaux avec interdiction de fumer ;
- à 8 m³ pour les locaux sans interdiction de fumer.

Si la satisfaction d'autres critères en matière d'hygiène nécessite des volumes supérieurs aux valeurs indiquées ci-dessus, le volume le plus élevé doit être seul pris en considération. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux locaux d'enseignement pour lesquels existent des règles spécifiques.

66-2 Locaux à pollution spécifique.

La ventilation par portes, fenêtres ou autres ouvrants donnant sur l'extérieur est admise :

- dans les cabinets d'aisances si le volume de ces locaux est au moins égal à 5 m³ par occupant potentiel ;
- dans les autres locaux à pollution spécifique, si, d'une part, il n'est pas nécessaire de capter les polluants au voisinage de leur émission et, si, d'autre part, le débit d'air extrait correspondant aux valeurs de l'article 64 est inférieur à 1 l/s et par m³ d'air extrait.

66-3 Surface des ouvrants

La surface des ouvrants calculée en fonction de la surface du local, ne doit pas être inférieure aux valeurs indiquées dans le tableau ci-après :

Surface du local en m ²	10	50	100	150	200	300	400	500	600	700	800	900	1000
Surface des ouvrants en m ²	0.25	3.6	6.2	8.7	10	15	20	23	27	30	34	38	42

Pour des locaux dont la surface est supérieure aux valeurs indiquées dans le tableau ci-dessus, la surface des ouvrants est déterminée à l'aide de la formule suivante :

$$O = S / (8 * \log_{10} S) \quad \text{où} \quad \begin{array}{l} O \text{ représente la surface des ouvrants en m}^2. \\ S \text{ représente la surface du local en m}^2. \end{array}$$

L'ensemble de ces dispositions ne fait pas obstacle à l'application des réglementations relatives à la sécurité et à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs.

SECTION 3 DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUIPEMENT SANITAIRE

Article 67 - Equipement sanitaire

Dans les établissements ouverts ou recevant du public doivent être aménagés, en nombre suffisant, et compte tenu de leur fréquentation, des lavabos, des cabinets d'aisances et urinoirs. Ils doivent être d'un accès facile ; les cabinets et urinoirs ne doivent jamais communiquer directement avec les salles de restaurants, cuisines ou resserres de comestibles.

Les locaux sanitaires doivent être bien éclairés, ventilés, maintenus en parfait état de propreté, et pourvus de papier hygiénique.

Les lavabos doivent être équipés de produit de nettoyage des mains et d'un dispositif d'essuyage ou de séchage.

Le sol des locaux sanitaires, leurs parois et leurs plafonds doivent être en matériaux lisses, imperméables, imputrescibles et résistants à un nettoyage fréquent.

Article 68 - Equipement sanitaire des locaux de sport

Les installations sanitaires annexées aux locaux de sports comprennent au moins deux W.C., deux urinoirs, une salle de douches collectives (quinze pommes de douches) et deux cabines de douche individuelles pour quarante usagers simultanés. Ces chiffres peuvent être réduits au prorata du nombre des usagers admis simultanément lorsque ce nombre reste inférieur à quarante.

Les locaux eux-mêmes doivent être conformes aux prescriptions d'hygiène édictées par les règlements particuliers les concernant.

Article 69 — Equipement sanitaire des salles de spectacle

Il est aménagé au moins un lavabo, un W.C. et un urinoir par cinquante ou fraction de cinquante de personnes susceptibles d'être admises dans ces locaux par période de trois heures.

L'urinoir peut être remplacé par un W.C.

Article 70 (ABROGE)

Article 71 – Bains douches

Les établissements de bains et de douches sont soumis, en ce qui concerne leur création et leur exploitation, aux mêmes demandes et autorisations que les établissements de natation.

Ils répondent notamment aux prescriptions suivantes

Chaque local de l'établissement de bains et de douches doit être tenu en constant état de propreté, correctement ventilé et convenablement chauffé.

Après chaque usage, les cabines de douches sont nettoyées au jet, les baignoires sont brossées, désinfectées et rincées. Leur sol est antidérapant, et nettoyé régulièrement.

Un nombre suffisant de cabinets d'aisances, d'urinoirs et lavabos doit être installé.

Les établissements où il est fait usage de l'eau ou de la vapeur dans des conditions particulières (sauna, hammam) sont aménagés de manière que leur installation et leur exploitation s'effectuent dans de bonnes conditions d'hygiène pour les usagers et le voisinage et que les bâtiments soient protégés contre l'humidité ou la dégradation.

SECTION 4

USAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX

Les dispositions du titre II relatives à l'usage et à l'entretien des locaux d'habitation sont applicables aux établissements visés à l'article 62 ci-dessus, à l'exception :

- des alinéas 3 et 4 de l'article 24 ;
- des paragraphes 27-1 et 27-2 de l'article 27 ;
- du deuxième alinéa du paragraphe 31-2 (conduits de ventilation) de l'article 31.

Article 72 - Entretien des locaux

Le sol des locaux, les murs ainsi que les sièges de W.C. doivent être maintenus en constant état de propreté. Toutes mesures sont prises pour assurer la destruction des insectes.

Le balayage à sec est interdit.

TITRE IV
ELIMINATION DES DECHETS ET MESURES DE SALUBRITE GENERALES

SECTION I
DECHETS MENAGERS

Les dispositions de la présente section s'appliquent aux déchets des ménages et aux déchets provenant des collectivités autres que les établissements hospitaliers, tels que restaurants d'entreprises ou d'établissements scolaires.

Article 73 - Présentation des déchets à la collecte

Les personnes desservies par un service de collecte sont tenues de présenter leurs déchets dans les conditions définies par arrêté municipal. (36)

Les personnes non desservies par un tel service doivent déposer leurs déchets en un lieu de réception fixé par arrêté municipal et selon les modalités prévues par cet arrêté.

Article 74 - Produits non admis dans les déchets ménagers.

Les déchets ménagers ne doivent contenir aucun produit ou objet susceptible d'exploser, d'enflammer les détritres ou d'altérer les récipients, de blesser les préposés chargés de l'enlèvement des déchets, de constituer des dangers ou une impossibilité pratique pour leur collecte ou leur traitement.

Les détritres à arêtes coupantes doivent être préalablement enveloppés.

Il est interdit de mélanger aux ordures ménagères, les déchets anatomiques ou infectieux des établissements hospitaliers ou assimilés ainsi que les déchets et issues d'abattage professionnel.

Article 75 - Récipients de collecte des ordures ménagères

Les caractéristiques des récipients destinés à contenir les ordures ménagères doivent répondre aux conditions fixées par l'autorité municipale ou, le cas échéant, par la collectivité publique assurant la gestion du service de collecte pour plusieurs communes.

Selon les modes de collecte adoptés, les récipients utilisés doivent satisfaire en particulier aux prescriptions ci-dessous.

75-1 – Poubelles

Ces récipients doivent être étanches, insonores, munis d'un couvercle s'opposant à l'accès des mouches, rongeurs et autres animaux, et constitués en matériaux difficilement inflammables ; leur assise doit leur assurer une bonne stabilité.

75-2 - Sacs perdus en papier ou en matière plastique
pour la collecte des ordures ménagères.

Les sacs perdus utilisés pour la présentation des ordures ménagères à la collecte doivent être conformes aux normes en vigueur et aux modèles définis par l'autorité municipale.

Lors de leur utilisation, ces sacs doivent être disposés de façon à faciliter l'introduction des ordures.

Les récipients ainsi constitués, sauf s'ils sont placés sous un conduit de chute de vide-ordures, doivent être maintenus couverts en dehors des opérations de remplissage.

Les sacs présentés en vue de leur collecte doivent être fermés pour que tout risque d'épandage des ordures soit écarté même en cas de renversement du sac. A cet effet, une hauteur suffisante à partir du

bord supérieur du sac doit être conservée libre de tout chargement.

A tous les stades de leur utilisation dans les immeubles, les sacs doivent être protégés des intempéries.

75-3 - Bacs roulants pour déchets solides.

Les bacs roulants ne doivent présenter aucun danger pour les usagers, Ils doivent en particulier être immobilisés par un dispositif approprié.

Dans le cas où ces bacs sont utilisés à l'intérieur des immeubles, leurs conditions de manutention doivent être aisées depuis le point de chute ou de remplissage des ordures ménagères jusqu'à leur sortie de l'immeuble et n'occasionner aucune gêne pour le voisinage.

75-4 - Autres types de récipients.

D'autres types de récipients peuvent éventuellement être autorisés par l'autorité municipale après avis de l'autorité sanitaire, en tenant compte des moyens de collecte et de traitement existants. Les dimensions et le poids de ces récipients une fois remplis doivent être tels qu'ils ne constituent pas une entrave à leur collecte.

Article 76 - Mise des récipients à la disposition des usagers

Dans les immeubles collectifs, les usagers doivent déverser leurs ordures ménagères dans les récipients prévus à cet effet.

De tels récipients doivent être mis chaque jour à leur disposition même si la collecte n'est pas quotidienne.

Ces récipients doivent être installés en quantité suffisante de manière à éviter leur surcharge et tout éparpillement des ordures ménagères.

Afin d'éviter aux occupants de trop longs parcours, les récipients peuvent être situés le cas échéant à plusieurs endroits de l'immeuble.

La mise à disposition des récipients ainsi que leur transport vers le lieu d'enlèvement par le service de collecte ne doivent se faire qu'en passant par les parties communes de l'immeuble à l'exclusion de toute partie privative ou loge de concierge.

Article 77 - Emplacement des récipients à ordures ménagères

Dans les immeubles collectifs, les récipients mis à la disposition des occupants pour recevoir leurs ordures ménagères doivent être placés à l'intérieur de locaux spéciaux, clos, ventilés. Le sol et les parois de ces locaux doivent être constitués par des matériaux imperméables et imputrescibles ou revêtus de tels matériaux ou enduits ; toutes dispositions doivent être prises pour empêcher l'intrusion des rongeurs ou insectes. Les portes de ces locaux doivent fermer hermétiquement. Un poste de lavage et un système d'évacuation des eaux doivent être établis dans chacun de ces locaux pour faciliter l'entretien dans des conditions telles que ni odeur, ni émanation gênante ne puissent pénétrer à l'intérieur des habitations.

Ces locaux ne doivent pas avoir de communications directes avec les locaux affectés à l'habitation, au travail ou remisage de voitures d'enfants, à la restauration et à la vente de produits alimentaires.

Si dans certains bâtiments anciens, la disposition des lieux ne permet pas la création de tels locaux, les mesures suivantes doivent être adoptées selon les volumes disponibles :

- soit l'établissement de locaux pour le seul remisage des récipients vides en dehors des heures de mise à disposition des usagers, et présentant les mêmes caractéristiques que les locaux visés à l'alinéa 1 ci-dessus

- soit le remisage des récipients vides correctement nettoyés aux emplacements où ils gênent le moins les occupants de l'immeuble. En tout état de cause, ils ne doivent pas être placés dans les lieux d'accès aux cages d'escaliers.

Dans ces deux cas, un point d'eau et une évacuation des eaux usées doivent être aménagés pour permettre l'entretien des récipients.

Pour tous les groupes d'habitation comprenant plus de 50 logements ou locaux équivalents et pour tous les immeubles collectifs, les promoteurs et architectes doivent, lors de l'établissement des projets de construction ou de transformation consulter les services municipaux intéressés afin de prévoir dès la conception, toutes dispositions nécessaires en vue d'un enlèvement facile des ordures ménagères en fonction des possibilités du service de collecte.

Dans les immeubles collectifs importants, les locaux de remisage des récipients à ordures ou de réception des vide-ordures, quand ces derniers équipements sont prévus, doivent sans préjudice des réglementations spécifiques, être conçus, quant à leur dimension, leurs dispositions et leurs accès à partir de la voie publique, de façon à permettre l'utilisation de récipients de grande capacité ou tous autres moyens adaptés aux productions importantes d'ordures susceptibles d'être imposés par les services de collecte des ordures ménagères en considération même de cette production.

Article 78 - Evacuation des ordures ménagères par vide-ordures

L'établissement de vide-ordures dans un immeuble existant doit être effectué conformément aux dispositions de la réglementation relative à l'établissement de ces ouvrages dans les immeubles d'habitation. (37)

L'évacuation des ordures ménagères par un conduit de chute aboutissant à un local spécialement aménagé ne peut se faire que par voie sèche sauf dérogation qui fixera les conditions requises pour qu'il n'en résulte pas de difficultés pour la collecte, l'évacuation et le traitement des ordures et des eaux usées.

Il est interdit de jeter dans les conduits de chute des vide-ordures réalisés par voie sèche :

- des résidus ménagers liquides
- tout objet susceptible d'obstruer ou de détériorer les conduits, d'enflammer les détritiques, d'intoxiquer ou de blesser les préposés chargés de l'enlèvement des ordures ménagères.

La présentation des déchets introduits dans les vide-ordures doit être telle qu'elle n'entraîne pas leur dissémination. A cette fin, les ordures et notamment les déchets fermentescibles doivent être convenablement enveloppés.

Un dispositif spécial de raccordement de l'extrémité inférieure du conduit de chute au récipient d'ordures ménagères doit être installé de manière à écarter tout risque de dispersion des ordures sur le sol.

Le récipient placé sous le conduit de chute doit être remplacé selon une fréquence telle qu'il n'en résulte pas de débordement ou de difficulté pour la fermeture dudit récipient.

Dans le cas où les vidoirs sont installés dans les parties communes, ils doivent ainsi que leurs abords être maintenus en constant état de propreté.

Si le conduit de chute vient à être obstrué, toutes mesures doivent être prises, sans délai, en vue de remédier à cette situation.

Toutes précautions, tant en ce qui concerne la construction que l'utilisation, doivent être prises pour que les vide-ordures n'occasionnent aucune nuisance sonore pour les habitants de l'immeuble, ni danger pour le personnel.

Article 79 - Entretien des récipients, des locaux de stockage et des conduits de chute des vide-ordures

Les récipients à ordures ménagères, leurs emplacements ainsi que les locaux où ils sont remisés doivent être maintenus en constant état de propreté, désinfectés et désinsectisés aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Le nettoyage des récipients est effectué après chaque vidage ; ce nettoyage ne doit pas être effectué sur la voie publique.

Les conduits de chute des vide-ordures sont ramonés et nettoyés périodiquement et au moins deux fois par an. Ils sont maintenus en permanence en bon état d'utilisation et de propreté. Des mesures de désinfection et de désinsectisation peuvent être prescrites par l'autorité sanitaire en cas de nécessité.

Les produits utilisés pour les opérations d'entretien doivent être homologués conformément à la réglementation en vigueur. (38)

Ces opérations d'entretien ne doivent occasionner aucune gêne au voisinage ou atteinte à la santé des occupants des immeubles.

Article 80 - Présentation des déchets des ménages en vue de leur enlèvement par le service de collecte

La mise sur la voie publique des récipients d'ordures ménagères en vue de leur enlèvement par le service de collecte ne doit s'effectuer qu'aux heures indiquées et selon les modalités fixées par l'autorité municipale. Cette opération ne doit occasionner ni gêne ni insalubrité pour les usagers de la voie publique.

Dans le cas d'une collecte sélective, les matériaux séparés par les habitants doivent être présentés au service de collecte selon les modalités fixées par l'autorité municipale.

Article 81 - Réglementation de la collecte

Les modalités réglant les conditions de la collecte des ordures ménagères et celles de la collecte sélective des matériaux de récupération, notamment la fréquence, l'horaire, les récipients utilisés, sont définies par arrêtés municipaux pris en application du présent règlement.

La fréquence de la collecte des déchets fermentescibles doit être au moins hebdomadaire.

Article 82 - Protection sanitaire au cours de la collecte

Les manipulations doivent se faire de manière à éviter la dispersion des ordures ménagères, la souillure des lieux et toute nuisance pour l'environnement immédiat.

Le chiffonnage est interdit à toutes les phases de la collecte notamment dans les récipients à ordures.

Lorsque des récipients de grande capacité sont mis par la municipalité, à la disposition des habitants en certains points, leur implantation, leur aménagement et leur exploitation doivent être réalisés de façon telle qu'il n'en résulte aucune gêne ou insalubrité pour le voisinage et que leur utilisation puisse se faire commodément et sans danger. Ces récipients doivent être munis de couvercles ou de trappes, fixés au récipient, facilement manœuvrables et maintenus fermés en dehors du temps nécessaire au vidage des récipients à ordures des habitants.

Des récipients de grande capacité sans dispositif de couverture sont admis s'ils sont destinés à ne recevoir que les matériaux non fermentescibles séparés par les habitants.

Article 83 - Broyeurs d'ordures

L'évacuation dans les ouvrages d'assainissement après broyage dans une installation individuelle collective ou industrielle, de déchets ménagers est interdite.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'une installation de nature exclusivement ménagère, des dérogations peuvent être accordées, par le Préfet, Commissaire de la République, sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales après accord du service chargé de l'exploitation des ouvrages d'assainissement.

Cette dérogation ne peut être accordée que si les caractéristiques des ouvrages d'assainissement publics ou privés concernés sont calculées pour assurer l'évacuation et le traitement des déchets en cause.

L'installation d'un tel système ne dispense pas de la mise en place à l'intérieur des immeubles d'autres systèmes de collecte destinés à évacuer les ordures ménagères qui ne peuvent être introduites dans le broyeur.

Ces appareils sont soumis, en ce qui concerne leur alimentation en eau potable et l'évacuation des eaux usées, aux dispositions du présent règlement.

Le fonctionnement de cet appareil ne doit provoquer aucune nuisance sonore constituant une gêne pour les habitants de l'immeuble.

L'installation électrique actionnant le mécanisme broyeur doit être conforme aux normes en vigueur.

Article 84 - Elimination des déchets

Tout dépôt sauvage d'ordures ou de débris de quelque nature que ce soit ainsi que toute décharge brute d'ordures ménagères sont interdits.

Après mise en demeure, les dépôts existants sont supprimés selon la procédure prévue par le Code de la Santé Publique.

Le brûlage à l'air libre des ordures ménagères est également interdit.

Le traitement des ordures ménagères collectées doit être réalisé selon les dispositions prévues par les textes en vigueur. (39)

La destruction des ordures ménagères et autres déchets à l'aide d'incinérateur individuel ou d'immeuble est interdite.

Des dérogations à la règle pourront cependant être accordées par le Préfet, Commissaire de la République, sur proposition de l'autorité sanitaire et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Ces dérogations ne peuvent être accordées que dans le cas où il n'est pas possible d'utiliser d'autre moyen autorisé pour éliminer les déchets produits par le pétitionnaire.

Ce type d'élimination ne doit entraîner aucune gêne ou insalubrité pour le voisinage.

Les incinérateurs utilisés doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne les caractéristiques de leurs rejets.

Article 85 - Elimination des déchets encombrants d'origine ménagère

L'abandon sur la voie publique ou en tout autre lieu des déchets encombrants est interdit.

Dans les immeubles collectifs, à la disposition des lieux le permet, un local de stockage des déchets encombrants en vue de leur enlèvement doit être aménagé.

Le stockage de ces objets ne doit en aucun cas occasionner une gêne pour les occupants des immeubles.

La présentation sur la voie publique des déchets encombrants d'origine ménagère en vue de leur enlèvement par le service de collecte doit s'effectuer conformément aux indications fournies par l'autorité municipale.

S'il n'existe pas de service spécial de collecte, les particuliers doivent déposer leurs déchets encombrants en un lieu désigné par l'autorité municipale qui en assure l'élimination.

SECTION 2 DECHETS DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS ET ASSIMILES

Article 86 – Généralités

Outre l'élimination des produits ou objets dangereux définis à l'article 74 du présent titre "Déchets ménagers", les déchets en provenance des établissements hospitaliers doivent obligatoirement faire l'objet d'un tri en au moins deux catégories principales :

86-1 (ABROGE)

86-2 Autres déchets non contaminés assimilables aux déchets ménagers.

Tout objet non, contaminé susceptible d'occasionner des blessures doit être préalablement muni d'une enveloppe protectrice ou broyé ; il pourra cependant être demandé à l'établissement un tri plus complet ou d'autres catégories en cas de collecte sélective extérieure.

L'établissement hospitalier doit procéder à l'élimination de tout ou partie de chacune de ces catégories de déchets suivant les conditions prescrites aux articles ci-après ; cette élimination peut s'effectuer soit par les moyens propres à l'établissement soit par l'intermédiaire de la collectivité publique assurant la gestion du service de collecte.

Lorsque l'établissement dispose de sa propre unité d'incinération, celle-ci doit répondre à la réglementation en vigueur notamment en ce qui concerne les caractéristiques de ses rejets.

Article 87 - Déchets de toutes catégories

Sont, applicables aux déchets de toutes catégories en tant qu'obligations minimales les prescriptions des articles 74, 75, 77, 78, 79, 82 (dans lequel le mot "habitants" est remplacé par le mot "établissement") et 85 du titre IV.

Ces obligations s'appliquent sans préjudice des prescriptions qui pourraient découler des normes hospitalières édictées par décrets pris en application des articles 20 et 33 de la loi. N° 70-1318 du 31 décembre 1970 relative à la réforme hospitalière.

Si l'élimination de ces déchets est assurée par l'établissement, les mots "autorité municipale" sont remplacés dans ces articles par "autorité sanitaire" ; les mots "immeubles collectifs" par "immeubles de l'établissement".

Tout dépôt sauvage ou décharge brute d'ordures ménagères ou de détritiques de quelque nature que ce soit provenant d'un établissement hospitalier est interdit.

Le brûlage à l'air libre de ces déchets est également interdit.

Le traitement de ces déchets doit être réalisé selon les dispositions prévues par les textes en vigueur. (39)

Articles 88 et 89 – (ABROGES)

SECTION 3 MESURES DE SALUBRITÉ GÉNÉRALES

Article 90 - Déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses en général

Il est interdit :

- de déverser dans la mer, les cours d'eau, lacs, étangs, canaux, sur leurs rives et dans les nappes alluviales, toutes matières usées, tous résidus fermentescibles d'origine végétale ou animale, toutes substances solides ou liquides toxiques ou inflammables, susceptibles de constituer un danger ou une cause d'insalubrité, de communiquer à l'eau un mauvais goût ou une mauvaise odeur, de provoquer un incendie ou une explosion ;

- pour les voies et plans d'eau désignés ci-dessus, cette interdiction vise notamment :

- a) le lavage des véhicules automobiles et de tous engins à moteur
- b) la vidange des huiles de moteur de tous engins mécaniques
- c) la vidange et le nettoyage des équipements sanitaires des caravanes
- d) le rinçage des citernes et des appareils ou engins ayant contenu des produits polluants ou toxiques.

Ces opérations doivent être effectuées de façon que les produits de vidange, de lavage, de nettoyage ne puisse être déversés ni entraînés dans les voies, plans d'eau ou nappes par ruissellement ou par infiltration.

Cette interdiction ne s'applique pas au déversement d'eaux usées de vidange et autres déchets qui ont fait l'objet d'un traitement approprié conforme à la réglementation en vigueur et approuvé par l'autorité sanitaire.

Article 91 - Déchargement des matières de vidange

Les déchargements et déversements des matières de vidange en quelque lieu que ce soit sont interdits, sauf s'ils sont effectués :

- temporairement dans des citernes étanches et couvertes ;
- dans des usines de traitement dont le fonctionnement aura été préalablement autorisé par l'autorité préfectorale, conformément à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
 - par mise en décharge dans les "déposantes" spécialement aménagées dont l'ouverture aura été préalablement autorisées par l'autorité préfectorale, conformément à la loi du 19 juillet 1976 après une enquête de commodo et incommodo. (40)
 - dans les stations d'épuration aménagées pour leur permettre d'admettre ces matières de vidanges sans inconvénient pour leur fonctionnement soit directement, soit dans certains cas par l'intermédiaire du réseau afférent s'il est apte à les recevoir. (40)
 - le traitement biologique des matières de vidange par dépotage en station d'épuration ou dans un collecteur d'eaux usées ne peut se faire qu'après autorisation délivrée, après avis de l'autorité sanitaire, par le service gestionnaire des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.

Le dépotage en station d'épuration doit répondre aux conditions techniques suivantes :

- la station ne doit pas être surchargée et doit être en bon état de fonctionnement ; elle doit être équipée d'un dispositif de dépotage ;
- la charge en DBO5 imputable aux matières de vidange doit être inférieure à 15 % de la charge totale en DBO5 admissible sur la station ;
- le rapport des débits des matières de vidange et de l'effluent global admis sur la station doit rester inférieur à 3 %.

Le dépotage dans un collecteur est interdit.

Article 92 - Mares et Abreuvoirs

La création des mares ne peut se faire qu'avec autorisation du Maire.

Leur implantation doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 m :

- des sources et forages
- des puits
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre.
- de toute installation souterraine ou semi enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation humaine ou animale, ou à l'arrosage des cultures maraîchères.
- à moins de 50 m des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs ou des établissements recevant du public, à l'exception des installations de camping à la ferme.

Les mares et fossés à eau stagnante sont curés aussi souvent qu'il est nécessaire. L'épandage des vases doit répondre aux prescriptions de l'article 159.2.5.

Il est interdit de les déverser dans les cours d'eau.

En aucun cas, le déversement des eaux usées de quelque nature que ce soit ne peut être toléré dans ces ouvrages.

Toute mare ou fossé reconnus nuisibles à la Santé publique doivent être comblés par le propriétaire à la demande de l'autorité sanitaire, l'évacuation des eaux étant normalement assurée.

Article 93 - Lavoirs publics

Les lavoirs doivent être largement aérés, les revêtements de leurs parois sont lisses et imperméables. Le sol est muni de rigoles d'écoulement étanches. Les bassins des lavoirs doivent être étanches, tenus avec la plus grande propreté, vidés, nettoyés et désinfectés, au moins une fois par an.

Au cas où l'eau d'alimentation du lavoir n'est pas potable, une plaque apparente et scellée à demeure, portant d'une manière visible la mention "eau dangereuse à boire" et un pictogramme caractéristique (41), sera appliquée sur le dispositif d'alimentation en eau du lavoir.

Article 94 - (ABROGE)

Article 95 - Mesures particulières visant les ports de plaisance

Tout projet de création ou toute exploitation d'installations portuaires, appontements, bassins de mouillage et, en général tout aménagement intéressant les eaux intérieures ou littorales capables de recevoir des navires de plaisance de plus de deux tonneaux, doit comporter des équipements sanitaires en rapport avec le nombre des postes d'amarrage.

Les équipements sanitaires sont répartis en un ou plusieurs groupes sanitaires.

Chacun de ces groupes comprend :

- par tranche de 25 postes d'amarrage : 1 W.C., 1 urinoir, 1 lavabo, 1 douche ;
- en outre par tranche de 50 postes d'amarrage : 1 bac à laver.

Au-delà de 400 postes d'amarrage, un coefficient d'abattement de 5 % par tranche supplémentaire de 100 postes peut être appliqué au nombre total d'appareils résultant du calcul précédent.

Au-delà de 1000 postes d'amarrage, le projet doit faire l'objet d'une étude particulière, en ce qui concerne le coefficient d'abattement à appliquer.

Tous les appareils sanitaires doivent être reliés au réseau d'assainissement communal ou, à défaut, à des dispositifs de traitement conformes à la réglementation en vigueur.

La répartition des groupes sanitaires doit être telle que le trajet entre un poste d'amarrage et le groupe le plus proche ne soit pas supérieur à 200 m .

Les quais et appontements doivent être équipés de récipients munis d'un dispositif de fermeture et d'une capacité minimale de 75 litres.

Leur espacement ne doit pas excéder 35 m .

Les dispositions du présent article sont applicables, tant en ce qui concerne la nature des équipements que leur implantation même si les installations portuaires sont mitoyennes des terrains de camping. Elles s'appliquent immédiatement aux ports non encore concédés.

Les installations en exploitation seront rendues conformes aux présentes instructions avant le 1^{er} août 1984, réserve faite des cas où des mesures urgentes s'avéreraient nécessaires.

Article 96 - Protection des lieux publics contre la poussière

Le nettoyage du sol, des rues et des trottoirs doit être fait avec toutes les précautions nécessaires pour éviter la pollution de l'air par les poussières.

Il est interdit de jeter sur les voies publiques ou privées les poussières collectées dans les immeubles.

Le cardage des matelas est interdit sur la voie publique et dans les courettes.

Le nettoyage des murs, le raclage des poussières et, d'une façon générale, toutes les opérations

d'entretien des habitations et autres immeubles ainsi que les travaux de plein air s'effectuent de manière à ne pas disperser de poussière dans l'air, ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage.

Cette prescription s'applique en particulier aux travaux de voirie et de démolition des constructions.

Article 97 - Protection contre les déjections

L'autorité municipale définit, par voie d'arrêté, les règles générales d'hygiène à observer dans les lieux publics et les moyens de transport publics en vue de prévenir les risques imputables aux déjections de quelque nature qu'elles soient.

Les véhicules des services de transport en commun, s'ils effectuent un service journalier, sont nettoyés au moins une fois par jour.

Des mesures de désinfection peuvent être prescrites par l'autorité sanitaire en cas de nécessité.

L'entretien des cabinets d'aisances et des urinoirs publics est assuré, conformément à la réglementation en vigueur, par les propriétaires ou concessionnaires autorisés.

L'accès des aires de jeux et bacs à sable est interdit aux animaux et le sable doit être changé ou désinfecté en tant que de besoin.

Article 98 - Cadavres d'animaux

Tout cadavre d'animal et tout lot de cadavres d'animaux de plus de 40 kg doit être livré à l'équarrisseur. (42)

Il est interdit de déposer les cadavres d'animaux sur la voie publique ou dans les ordures ménagères, ainsi que de les jeter dans les mares, rivières, abreuvoirs, gouffres et bétoires, ou de les enfouir d'une façon générale à moins de 35 mètres des habitations, des puits, des sources et dans les périmètres de protection des sources et des ouvrages de captage et d'adduction des eaux d'alimentation prévus dans la réglementation des eaux potables.

Leur destruction est assurée conformément aux prescriptions des articles 264, 265 et 275 du Code rural et compte tenu des dispositions prises en vertu de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 99 - Propreté des voies et des espaces publics

Les voies et espaces publics doivent être tenus propres.

Les usagers de la voie publique et les occupants des propriétés riveraines sont tenus d'éviter toute cause de souillure desdites voies. En sus des conditions figurant par ailleurs dans le présent règlement, ils doivent respecter les prescriptions ci-après :

99-1 - Balayage des voies publiques.

Dans les voies livrées à la circulation publique où le service de balayage n'est pas assuré par la municipalité, les propriétaires riverains sont tenus, aux jours et heures fixés par le maire, de balayer ou faire balayer, après arrosage, chacun au droit de sa façade, sur une largeur égale à celle du trottoir.

99-2 - Mesures générales de propreté et de salubrité.

Il est interdit d'effectuer des dépôts de quelque nature que ce soit, sauf autorisation spéciale, sur toute partie de la voie publique, d'y pousser ou projeter les ordures ou résidus de toutes natures.

Il est également interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter, sur tout ou partie de la voie publique ainsi que dans les édifices ou édicules d'utilité publique ou sur les bancs des rues et des promenades, tous papiers, imprimés ou non, journaux, prospectus, cartonnages, bottes, enveloppes,

emballages divers et généralement tous objets ou matières susceptibles de salir ou d'obstruer tout ou partie de la voie publique.

Il est interdit d'y jeter, déposer ou abandonner des pelures, épluchures et résidus de fruits et de légumes, et, d'une façon générale, tous débris ou détritiques d'origine animale ou végétale susceptibles de souiller la voie publique ou de provoquer des chutes.

Cette interdiction s'étend aux graines, miettes de pain ou de nourriture quelconque tant sur la voie publique que sur les fenêtres, balcons et parties extérieures des immeubles riverains et vise également d'une manière particulière les produits ou objets dangereux ou toxiques pouvant être ramassés par les enfants ainsi que tous récipients contenant ou ayant contenu des produits inflammables sans avoir été soigneusement dégazés.

Les façades des immeubles et des clôtures des terrains riverains doivent être tenus propres. Les graffitis sont interdits. L'affichage, lorsqu'il n'est pas interdit, doit être exécuté et maintenu dans des conditions satisfaisantes de propreté.

Les objets et plantes ainsi que le linge disposés sur les balcons et les fenêtres ne doivent pas créer l'insalubrité, ou constituer un danger ou une gêne pour les passants ou les occupants des immeubles riverains.

Il est interdit d'apposer des inscriptions ou des affiches, papillons, prospectus... autres que ceux réglementaires et nécessaires à la circulation sur les revêtements de la voie publique et sur tous les ouvrages

qui en dépendent, sauf dans certaines conditions prévues par la réglementation en vigueur. (43)

Les récipients placés à la disposition du public et destinés à recevoir les déchets doivent être vidés pour éviter tout débordement et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

99-3- Projection d'eaux usées sur la voie publique.

Toute projection d'eaux usées, ménagères ou autres est interdite sur les voies publiques, notamment au pied des arbres. Il est fait exception toutefois, sous réserve du respect des horaires fixés par l'autorité municipale, pour les eaux provenant du lavage des façades des maisons et des devantures des boutiques, la gêne pour les usagers de la voie publique devant être réduite au minimum.

99-4 - Transport de toutes natures.

Indépendamment des mesures particulières visant le transport de certains déchets et des matières usées, les transports de toute nature doivent avoir lieu dans des conditions telles que la voie publique n'en puisse être salie, ni les passants et les occupants des immeubles riverains incommodés. Les chargements et les déchargements doivent être effectués en conséquence.

99-5 - Marchés.

Indépendamment des prescriptions particulières figurant au titre du présent règlement, les marchés découverts qui se tiennent sur la voie publique doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

Ils doivent toujours être tenus avec la plus grande propreté. Les commerçants exerçant leur activité sur ces marchés doivent rassembler leurs déchets au fur et à mesure de leur production et les déposer dans des récipients clos prévus à cet effet ou dans des sacs en papier si ce moyen est autorisé, de façon à éviter l'éparpillement des déchets et l'envol des éléments légers pendant la tenue du marché. Dès la fin de la tenue du marché, les déchets sont rassemblés pour être évacués aussitôt. Leurs emplacements sont nettoyés par balayage, lavage et emploi, en tant que de besoin, d'une solution désinfectante.

Il est interdit aux marchands ambulants de projeter sur la voie publique tous détritiques, déchets et emballages. Ils sont tenus de conserver leurs emplacements en bon état de propreté.

99-6 - Animaux.

Il est interdit de laisser vaquer les animaux domestiques dans les rues, sur les places et autres points de la voie publique ainsi que dans les halles et marchés.

Il est interdit d'abandonner des animaux sur la voie publique ainsi que dans les parcs ou jardins.

Les chiens ne peuvent circuler sur la voie publique en zone urbaine qu'autant qu'ils sont tenus en laisse.

99-7 - Abords des chantiers.

Les entrepreneurs des travaux exécutés sur la voie publique ou dans les propriétés qui l'avoisinent doivent tenir la voie publique en état de propreté aux abords de leurs ateliers ou chantiers et sur les points ayant été salis par suite de leurs travaux, ils doivent assurer aux ruisseaux et aux caniveaux leur libre écoulement.

Ils doivent également assurer, autant que possible un passage protégé pour les piétons.

Les chantiers ouverts sur la voie publique ou en bordure de celle-ci doivent être entourés de clôtures assurant une protection et une interdiction de pénétrer efficaces.

99-8 - Neige et glaces.

Des arrêtés municipaux fixent les obligations spéciales des riverains des voies publiques en temps de neige et de verglas.

Article 100 - Salubrité des voies privées.

100-1 - Dispositions générales. (44)

Les obligations des propriétaires et occupants des immeubles riverains des voies publiques, définies dans le présent règlement sanitaire, s'appliquent aux propriétaires et occupants des immeubles bordant les voies privées ou y ayant accès, qu'elles soient ouvertes ou non à la circulation publique. Il en est de même pour les obligations de leurs usagers respectifs.

100-2 - Etablissement, entretien et nettoyage.

Le sol des voies privées, qu'il soit muni ou non d'un revêtement, doit être établi de manière à assurer l'écoulement des eaux, un entretien facile et une circulation non dangereuse. Il doit en outre être tenu constamment en bon état d'entretien et de propreté.

Eventuellement, les propriétaires peuvent contracter un accord avec l'autorité municipale pour faire assumer à leurs frais l'obligation d'entretien ci-dessus.

En cas de neige et de gel, les propriétaires riverains des voies privées non ouvertes à la circulation publique ou leurs préposés sont tenus, dans le moindre délai, de déblayer la neige et le verglas jusqu'au milieu de la chaussée devant leur immeuble.

Les neiges et les glaces ne doivent pas être poussées à l'égout ni vers les voies publiques. Les tampons de regard et les bouches d'égout, ainsi que les bouches de lavage doivent demeurer libres.

100-3 - Enlèvement des ordures ménagères.

Les modalités définies par l'autorité municipale, les cahiers des charges réglant les conditions d'enlèvement des ordures ménagères et éventuellement tout accord particulier passé entre les propriétaires des voies privées et l'autorité municipale fixent pour ces voies, le moment et les emplacements de dépôt des récipients de modèles admis, en vue du passage du service d'enlèvement des ordures ménagères.

100-4 - Evacuation des eaux et matières usées.

Lorsque la voie comporte un réseau d'évacuation d'eaux et matières usées, celui-ci doit être souterrain. Les branchements des évacuations des immeubles sur le ou les conduits d'évacuation collectifs ne doivent se faire que sous la voie privée.

TITRE V LE BRUIT

Articles 101 à 104 bis : (ABROGES)

TITRE VI MESURES VISANT LES MALADES CONTAGIEUX, LEUR ENTOURAGE ET LEUR ENVIRONNEMENT

SECTION I MESURES GENERALES

Articles 105 à 110 : (ABROGES)

SECTION 2 CONTAMINATION DU MILIEU ET DES OBJETS PAR LES CONTAGIEUX

Articles 111 à 115 : (ABROGES)

Article 116 - Centre d'hébergement de personnes sans domicile

Les établissements publics ou privés recueillant à titre temporaire ou permanent des personnes sans domicile (51) doivent disposer de douches, de lavabos, de cabinets d'aisances et de chambres d'isolement en nombre suffisant. Le nettoyage des locaux et du matériel mis à la disposition des usagers est pratiqué chaque jour.

Dès leur arrivée, les usagers pourront faire l'objet des diverses mesures d'hygiène et, éventuellement, de prophylaxie, qui se révéleraient utiles. Le cas échéant, la désinsectisation des individus doit être effectuée.

La désinfection ou la désinsectisation des locaux occupés par les personnes susvisées ainsi que de leurs vêtements est confiée aux services spécialisés.

SECTION 3 LOCAUX PROFESSIONNELS DES COIFFEURS, MANUCURES, PEDICURES ET ESTHETICIENNES

Article 117 - Aménagement des locaux professionnels des coiffeurs,
manucures, pédicures et esthéticiennes

Tous les locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes doivent être convenablement aérés et éclairés et, d'une façon générale, répondre aux prescriptions d'hygiène concernant les locaux de travail. (52)

Le dispositif de renouvellement ou éventuellement de conditionnement d'air doit être capable d'assurer d'une façon permanente l'évacuation des buées et des odeurs.

Les locaux sont interdits à l'habitation et au commerce des denrées alimentaires.

Les meubles à usage professionnel ne peuvent être utilisés dans un autre but et doivent être nettoyés fréquemment.

Les déchets de coton, balayures et autres doivent être aussitôt recueillis dans un récipient muni d'un couvercle.

Article 118 - Hygiène générale

Les objets employés par les coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes sont entretenus de manière à n'être en aucun cas une cause de transmission d'affections contagieuses, et l'opérateur doit, pour chaque client, désinfecter ses instruments.

Sans préjudice des mesures habituelles d'hygiène vestimentaire et corporelle (avant chaque service, nettoyage des mains et ongles par savonnage et mouillage à l'aide d'un liquide antiseptique), les coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes doivent, lorsqu'un client présente des lésions de la peau ou du cuir chevelu, s'abstenir d'utiliser des instruments destinés à l'usage de la clientèle courante, et employer obligatoirement un matériel spécial pour lequel des mesures de désinfection particulièrement rigoureuses sont adoptées.

L'exploitant doit mettre des gants spéciaux à la disposition des employés exécutant des coiffures permanentes, traitements spéciaux, ou appliquant des teintures.

Les serviettes sont renouvelées pour chaque client.

Les produits hémostatiques doivent être conservés dans un récipient fermé et être appliqués au moyen de coton stérile renouvelé à chaque usage.

L'usage de produits et solvants volatils inflammables ou toxiques reste soumis à la réglementation en vigueur.

Les produits cosmétiques et les produits d'hygiène corporelle sont soumis aux dispositions de la loi du 10 juillet 1975. (54)

Les exploitants sont tenus de fournir à leur personnel les moyens nécessaires pour que ces différentes mesures soient respectées.

SECTION 4

LUTTE CONTRE LES RONGEURS, LES PIGEONS VIVANT A L'ETAT SAUVAGE, LES ANIMAUX ERRANTS, LES INSECTES ET AUTRES VECTEURS MESURES APPLICABLES AUX ANIMAUX DOMESTIQUES

Article 119 – Rongeurs

Les propriétaires d'immeubles ou établissements privés, les directeurs d'établissements publics doivent prendre toutes mesures pour éviter l'introduction des rongeurs et tenir constamment en bon état d'entretien les dispositifs de protection ainsi mis en place.

Ils doivent, conjointement avec les locataires ou occupants, vérifier périodiquement si les caves, cours, égouts particuliers, entrepôts, locaux commerciaux, locaux à poubelles, logements des animaux domestiques, etc, ne sont pas envahis par ces nuisibles et faire évacuer tous dépôts de détritux et déchets susceptibles de les attirer.

Lorsque la présence de rongeurs est constatée, les personnes visées aux alinéas ci-dessus sont tenues de prendre sans délai les mesures prescrites par l'autorité sanitaire en vue d'en assurer la destruction et l'éloignement. La même obligation s'impose lors de la démolition des immeubles ainsi que sur des chantiers de construction.

Article 120 - Jets de nourriture aux animaux. - Protection contre
es animaux errants, sauvages ou redevenus tels.

Il est interdit de jeter ou déposer des graines ou nourriture en tous lieux publics pour y attirer les animaux errants, sauvages ou redevenus tels, notamment les chats ou les pigeons ; la même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble lorsque cette pratique risque de constituer une gêne pour le voisinage ou d'attirer les rongeurs.

Toutes mesures doivent être prises si la pullulation de ces animaux est susceptible de causer une nuisance ou un risque de contamination de l'homme par une maladie transmissible.

Article 121 – Insectes

Les bassins d'ornement et d'arrosage, vases, auges pour animaux et récipients divers, doivent être vidés complètement et nettoyés une fois par semaine au moins. Les bassins de relais des eaux autres que les eaux potables doivent être recouvertes. Les citernes inutilisées doivent être supprimées ; il en est de même pour les réservoirs, abreuvoirs abandonnés. Les citernes doivent être séparées du tuyau de chute par un siphon ; le tuyau d'aération doit être muni d'une toile métallique inoxydable.

Le tuyau d'aération des fosses d'aisances doit être protégé par un équipement identique.

Les pièces d'eau, telles que mares, fosses à eau, voisines des habitations, sont l'objet de mesures larvicides régulières, telles que désherbage, destruction par poisons, épandage de produits larvicides agréés.

Les fosses d'aisances, les fosses septiques et appareils analogues sont soumis à un traitement larvicide ; les produits seront utilisés à des concentrations telles que les phénomènes bactériens ne soient pas gênés. Les appareils doivent être munis des dispositifs protecteurs spéciaux prévus par la réglementation particulière des fosses septiques et appareils analogues.

Article 122 - Animaux domestiques ou sauvages apprivoisés ou tenus en captivité

Les propriétaires de ces animaux sont tenus d'empêcher qu'ils ne soient à l'origine de transmission de germes pathogènes ou de nuisances pour l'homme.

Article 123 - Autres vecteurs

Quant au cours de l'enquête épidémiologique menée à l'occasion d'une maladie contagieuse, il est identifié un germe infectieux ayant pour réservoir un animal ou le milieu environnant, tel que sol, air, eau...; les autorités sanitaires prennent les mesures propres pour isoler le vecteur en cause et le traiter afin de détruire le germe responsable.

Des mesures peuvent être également prises pour connaître l'ampleur de la contamination, en particulier par l'examen systématique des sujets en contact : hommes ou animaux.

SECTION 5 OPERATIONS FUNERAIRES

Article 124 (ABROGE)

TITRE VII HYGIENE DE L'ALIMENTATION

SECTION I à V (ABROGEES)

Articles 125 à 141 : (ABROGES)

SECTION VI
ALIMENTS D'ORIGINE VEGETALE: LEGUMES, FRUITS, CRESSONNIERES, CHAMPIGNONS

Article 142 (ABROGE)

Article 143 - Protection des cressonnières et des cultures maraîchères immergées

143-1 Conditions d'exploitation.

Toute cressonnière ou culture maraîchère immergée doit faire l'objet d'une déclaration au maire, qui en informe aussitôt le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Elle ne peut être exploitée que si elle remplit les conditions de salubrité déterminées ci-dessous :

A cet effet, les exploitants sont tenus de se soumettre à une enquête de l'autorité sanitaire qui établit si les cultures sont reconnues salubres. L'analyse de l'eau, à la charge de l'exploitant, est pratiquée par le laboratoire départemental agréé pour le contrôle sanitaire des eaux.

La reconnaissance de la salubrité est fondée sur les constatations suivantes :

1) Eaux indemnes d'infestation parasitologique et utilisées dans le voisinage immédiat des puits ou des sources dont elles proviennent, à condition que ces dernières ne soient pas alimentées par des eaux courantes de surface; ces eaux doivent être d'une qualité bactériologique satisfaisante et, notamment, ne pas contenir plus de 10 coliformes fécaux ni plus de 10 streptocoques fécaux pour 100 ml. Les analyses bactériologiques et parasitologiques sont effectuées, une fois par mois, pendant les 3 mois qui précèdent la première ouverture. De plus, les eaux doivent faire l'objet d'au moins une analyse chimique destinée à mettre en évidence les substances toxiques ou les constituants organiques révélateurs d'une contamination.

2) Protection suffisante des cultures limitrophes contre les incursions d'animaux sauvages ou domestiques, notamment le mouton.

3) Etablissement d'un périmètre de protection des cultures et des points d'eau qui les alimentent, contre les eaux de ruissellement provenant de pâturages, parcs à bestiaux, étables, mares, fosses à purin, ou toutes installations pouvant être contaminantes.

L'utilisation d'engrais non chimique est interdite.

143-2- Contrôle des exploitations

A la suite de l'enquête ou des contrôles effectués, l'autorité sanitaire délivre un certificat de salubrité exigible pour la poursuite de l'exploitation. Une copie est transmise au maire du lieu d'exploitation.

Si une exploitation n'est ouverte que quelques mois par an, une analyse bactériologique et parasitologique sera faite dans le mois précédent l'ouverture.

L'administration départementale et l'administration communale tiennent à jour et à la disposition du public la liste des cultures ainsi agréées.

Le certificat de salubrité pourra être retiré lorsqu'un contrôle aura révélé un défaut d'exploitation.

Les eaux, pénétrant dans les cressonnières exploitées, sont régulièrement contrôlées au cours de la saison, à raison d'analyses bactériologiques trimestrielles, à la charge de l'exploitant. La qualité des eaux devra rester constante et elles devront présenter les mêmes critères que ceux fixés précédemment.

143-3 - Contrôle des ventes de cressonnières.

Tout colis dans lequel sont placés, en vue de la vente, des produits récoltés dans des cultures immergées doit porter, en caractères bien apparents et indélébiles, les nom et adresse du producteur, le lieu de son exploitation, le lieu et la date de délivrance du certificat de salubrité. Ces mêmes indications doivent également apparaître sur le lien des marchandises conditionnées en bottes. Les produits importés doivent avoir été récoltés dans les mêmes conditions de salubrité et être vendus sous étiquette portant des mentions similaires à celles précitées.

Article 144 (ABROGE)

Article 145 - Les champignons (ABROGÉ et REMPLACÉ par l'arrêté du 31 mars 2009)



PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

**ARRETE PREFECTORAL REGISSANT LA VENTE DES CHAMPIGNONS
FRAIS APRES COLLECTE DANS LE DEPARTEMENT D'INDRE ET
LOIRE ET MODIFIANT LE REGLEMENT SANITAIRE
DEPARTEMENTAL**

Le Préfet du Département d'Indre-et-Loire, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2215-1,

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L1311-1 à L1311-4, sur la distribution, le transport et la conservation des denrées, et ses articles L1312-1 et L1422-1 sur les compétences des services communaux d'Hygiène et Santé et des personnels habilités,

VU le Code de la Consommation, notamment ses articles L215-1, L215-2, L215-5, R215-2 et R215-3, sur le contrôle exercé par le personnel habilité et dûment assermenté, la saisie et la destruction des produits alimentaires,

VU le Règlement (CE) n° 178/2002 du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires,

VU le Règlement (CE) n° 852/2004 du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1984, portant Règlement Sanitaire Départemental, notamment son article 145, sur les conditions de vente et de contrôle des champignons cultivés ou sauvages,

Considérant l'évolution des conditions climatiques, la modification de l'aire de répartition des espèces de champignons, et leur influence sur l'importance des quantités et des périodes de vente,

Considérant qu'il convient de présenter à la vente un état de fraîcheur et de conservation permettant un stockage temporaire suffisant de produits de qualité, tout en limitant les risques de confusion notamment avec les espèces toxiques et mortelles,

Considérant que la juste appréciation de ces denrées requiert une expérience et des connaissances nécessaires et suffisantes afin d'écarter le risque toxique,

Considérant que la vente des champignons sauvages sur les marchés de la commune de Tours est soumise au respect de l'arrêté municipal N° 602/07 relatif à la vente de champignons frais après collecte du 7 septembre 2007,

VU le rapport du Directeur Départemental des Services Vétérinaires, Chef de Pôle Sécurité Alimentaire en date du 28 novembre 2008,

VU l'avis du Conseil départemental de l'Environnement, des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 18 décembre 2008,

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire

ARRETE

Article 1: l'article 145 du Règlement Sanitaire Départemental du 19 janvier 1984 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 1-1 Conditions de vente des champignons frais et cultivés

Les champignons doivent être vendus dans les conditions prévues à l'article 145-1 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1984 portant Règlement Sanitaire Départemental dans tous les commerces de détail et sur les marchés forains, notamment en ce qui concerne l'identification de l'emballer et du producteur. Sur demande des services de contrôle, le détaillant doit être en capacité de justifier la provenance.

Article 1-2 : Conditions de vente des champignons frais et sauvages

Ne doivent être vendues dans les commerces de détail ainsi que sur tous les marchés du département d'Indre et Loire, que les espèces suivantes et espèces affines (c'est à dire parentes) :

- cèpe dit « de bordeaux » (*Boletus edulis*),
- cèpe tête de nègre (*Boletus aereus*),
- cèpes orangés (*Leccinum aurantiacum*, *Leccinum quercinum*, *Leccinum versipelle*),
- chanterelle jaune ou girolle (*Cantharellus cibarius*),
- chanterelles en tube (*Cantharellus tubaeformis*, *Craterellus lutescens*);
- trompette des morts (*Craterellus cornucopioides*),
- morilles (*Esculanta vulgaris*, *Morchella rotunda*, *Morchella conica*),
- oronge ou amanite des césars (*Amanita caesarea*),
- pieds bleus (*Lepista nuda*, *Lepista saeva*),
- pied de mouton (*Hydnum repandum*),
- truffe (*Tuber melanosporum*),

Toute autre espèce est interdite à la vente.

Article 1-3 : Autres conditions

Il est interdit d'exposer à la vente des lots de champignons composés d'espèces différentes.

Les champignons mis en vente devront être présentés à l'état frais, intacts et munis de toutes leurs parties (chapeau, pied, bulbe, volve...)

Chaque lot ou panier doit indiquer lisiblement et clairement le nom des champignons sous ses dénominations vernaculaires françaises et latines.

Article 1-4 : Ventes interdites et contrôle

La vente des champignons sauvages par colportage sur la voie publique, chez les habitants et ou par vente ambulante est également interdite.

La vente des champignons dont les spécimens seront reconnus falsifiés, corrompus (trop vieux, flétris, gâtés, saturés d'humidité, perforés par les insectes, coupés en morceaux, ...) ou toxiques est interdite et fera l'objet d'un procès verbal de saisie et de destruction transmis au procureur de la république, conformément à l'article L 215-5 du Code de la Consommation.

Les champignons sont vendus sous la seule responsabilité du vendeur.

Article 2 : Sanctions

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions des articles 165 et 166 du Règlement Sanitaire Départemental du 19 janvier 1984 et du Code de la Consommation.

Article 3 : Exécution


Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, Madame la Secrétaire Générale de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de Loches, Monsieur le sous-préfet de Chinon, Mesdames et Messieurs les maires des communes d'Indre et Loire.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur le Directeur de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Vétérinaires

Fait à TOURS, le 31 MAR. 2009

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale


Kristine ABRASSIMOV

2

Articles 146 à
152-1
(ABROGES)

TITRE VIII

**PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES
D'ELEVAGE ET AUTRES PRODUITS AGRICOLES**

Article 153 - Règles d'implantation de bâtiments d'élevage ou d'engraissement (création, extension ou changement d'affectation de bâtiments existants)

153-1 - Présentation du dossier.

Toute création, changement d'affectation ou d'extension d'un bâtiment d'élevage ou d'engraissement, à l'exception des bâtiments d'élevage de lapins et volailles comprenant moins de 50 animaux de plus de 30 jours et des bâtiments consacrés à un élevage de "type familial" doit faire l'objet, de la part du demandeur, de l'établissement d'un dossier.

Un élevage "type familial" est un élevage dont la production est destinée à la consommation familiale, dans le cas des lapins, volailles, porcins et caprins ou, à l'agrément de la famille. Les dispositions de l'article 26 sont applicables à ce dernier cas ainsi que les règles de protection des eaux, des zones de baignade et de voisinage.

Le dossier doit comporter les informations suivantes

- a) Le plan de masse à l'échelle du cadastre ou croquis coté lorsque le cadastre n'est pas à jour, sur lequel doivent figurer notamment :
 - le ou les points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation humaine ou animale ou à l'arrosage des cultures maraîchères et situés dans un rayon de 100 mètres autour de l'installation ;
 - l'emplacement des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public dans un rayon de 100 mètres ;
- b) Un plan détaillé de l'installation d'élevage (échelle 1/100ème) précisant notamment l'emplacement des stockages de déjections et des installations de traitement ;
- c) Une note explicative précisant la capacité maximale de l'établissement d'élevage, les volumes de stockage de déjections, les moyens utilisés pour réduire les odeurs et, éventuellement, le lieu de rejet de l'effluent traité dans le milieu naturel.
- d) Le cas échéant, le plan d'épandage des eaux résiduaires et des déjections.

Le dossier sera adressé :

- au Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales (un exemplaire) qui adressera un récépissé au pétitionnaire dès réception du dossier complet, qui formule ses observations à l'autorité administrative compétente pour délivrer le permis de construire.
- au Directeur Départemental de l'Équipement (deux exemplaires comportant une demande de permis de construire);
- au Maire de la commune (un exemplaire avec demande de permis de construire).

Le Directeur Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales formule ses observations à l'autorité administrative compétente pour délivrer le permis de construire. Si aucune observation n'a été adressée dans un délai de 1 mois après réception du dossier, l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sera considéré comme favorable. Dans le cas où la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales estime nécessaire de consulter d'autres organismes compétents, le délai est prolongé d'un mois.

Dans le cas particulier des porcheries, le dossier sera établi en liaison avec la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et plus spécialement lorsqu'il existe, avec le fonctionnaire chargé de la coordination. En outre, le dossier comportera une fiche de renseignements élaborée selon le modèle de l'annexe 3 de la circulaire interministérielle du 21 mars 1978.

153-2 - Protection des eaux et zones de baignade

Les bâtiments renfermant des animaux à demeure ou en transit, ne doivent pas être à l'origine

d'une pollution des ressources en eau.

Leur implantation devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau alimentant les réseaux publics. La collectivité concernée sera invitée par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales à faire établir d'urgence, un périmètre de protection lorsqu'il n'en existe pas.

Elle est en outre interdite :

a) A moins de 35 mètres

- des puits et forages
- des sources
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre ;
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères ;
- des rivages
- des berges des cours d'eau

b) A moins de 5 mètres des routes et chemins ruraux.

Cette prescription pourra être modulée en fonction des caractéristiques topographiques, pédologiques et hydrogéologiques locales. En cas de difficultés tout à fait particulières d'implantation, cette prescription pourra être aménagée, compte tenu de la nature du projet et de l'avis de l'autorité sanitaire.

c) A moins de 200 mètres des zones de baignade et des zones aquicoles.

En outre, les conditions spécifiques de protection des zones d'aquiculture pourront être définies par l'autorité sanitaire, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Lorsqu'il existe un point d'eau à proximité, l'ensemble de l'installation devra être conçu de manière à éviter tout écoulement polluant vers celui-ci.

153-3 - Protection du voisinage. (84)

La conception et le fonctionnement des établissements d'élevage ne doivent pas constituer une nuisance excessive et permanente pour le voisinage.

153-4 - Dispositions particulières.

Sans préjudice de l'application des documents d'urbanisme existant dans la commune ou de cahiers de lotissements, l'implantation des bâtiments renfermant des animaux doit respecter les règles suivantes :

- les élevages porcins à lisier ne peuvent être implantés à moins de 100 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public ;

- les autres élevages, à l'exception des élevages de "type familial" et de ceux de volailles et de lapins, ne peuvent être implantés à moins de 50 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public à l'exception des installations de camping à la ferme ;

- les élevages de volailles et de lapins ne peuvent être implantés à une distance inférieure à 25 mètres pour les élevages renfermant plus de 50 animaux de plus de 30 jours, toutes espèces confondues et à 50 mètres pour les élevages renfermant plus de 500 animaux de plus de 30 jours, des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs ou de tout établissement recevant du public, à l'exception des installations de camping à la ferme.

A l'exception des établissements d'élevage de volailles ou de lapins renfermant moins de 500

animaux, l'implantation (création ou extension) des bâtiments d'élevage ou d'engraissement, dans la partie agglomérée des communes urbaines est interdite.

Article 154 - Construction, aménagement et exploitation des logements d'animaux

154-1 - Construction, aménagement et exploitation des logements d'animaux.

Tous les locaux destinés au logement, même temporaire, des animaux, sont ventilés conformément aux normes ou usages techniques en vigueur.

Les communications directes entre les locaux réservés au logement des animaux et les pièces destinées à l'habitation les avoisinant ou surmontant, sont interdites.

Jusqu'à une hauteur de 0,60 à 1,50 mètres selon les espèces animales logées, les murs et les parois doivent pouvoir être nettoyés et désinfectés de manière efficace et les matériaux des murs doivent pouvoir résister à un jet d'eau sous pression.

En dehors des élevages sur litières accumulées, les sols doivent être imperméables, maintenus en bon état et avoir une pente suffisante pour assurer l'écoulement des liquides vers le système d'évacuation étanche. Le raccordement de celui-ci à une fosse étanche ou à un dispositif d'évacuation offrant toute garantie sur le plan sanitaire est obligatoire.

154-2 - Entretien et fonctionnement

Toutes les parties des établissements et des installations sont maintenues en bon état de propreté et d'entretien.

Des précautions sont prises, pour assurer l'hygiène générale des locaux et, en particulier, éviter la pullulation des mouches et autres insectes ainsi que celle des rongeurs. A cet effet, les installations feront l'objet de traitements effectués, en tant que de besoin, avec des produits homologués. (85)

Les bâtiments sont approvisionnés en quantité suffisante d'eau de bonne qualité pour l'abreuvement des animaux et d'eau de lavage pour l'entretien des établissements et des installations. Les installations et appareils de distribution destinés à l'abreuvement des animaux ne doivent pas être susceptibles, du fait de leur conception ou de leur réalisation, d'entraîner, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, la pollution de réseau d'eau potable.

L'eau servant au lavage des appareils, récipients et autres objets utilisés pour la traite et la conservation du lait, doit être potable. (86)

Il est interdit de nourrir les animaux avec des matières animales en putréfaction.

154-3 - Stabulation libre.

Les prescriptions de cet article sont applicables aux stabulations libres de bovins, équidés, asins, ovins, porcins, caprins et canins.

Les courettes ou aires d'exercice mises à la disposition des animaux sont stabilisées ou imperméabilisées.

Elles sont nettoyées et traitées aussi souvent que nécessaire dans les mêmes conditions qu'au paragraphe 154-2.

Les déjections et les éventuelles eaux de lavage des locaux sont collectées et évacuées conformément à l'article 156. Les caniveaux conduisant aux ouvrages de stockage, ainsi que ces ouvrages sont étanches. Toutes dispositions doivent être prises pour que les eaux pluviales issues des toitures et les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur ne s'écoulent pas sur les aires d'exercice. Les déjections solides et les débris de toutes sortes sont enlevés et stockés dans les mêmes conditions que les fumiers et les lisiers.

Les stabulations libres comportant une aire de repos sur litière accumulée doivent être approvisionnées en litière aussi souvent qu'il est nécessaire en fonction de la technique d'élevage afin de

limiter les risques d'infiltration.

S'il n'est pas fait usage de litière, le sol de l'aire de repos sera rendu imperméable. Cette disposition ne s'applique pas aux logettes pour bovins et aux élevages sur caillebotis.

Article 155 - Evacuation et stockage des fumiers et autres déjections solides

Les litières provenant des logements d'animaux sont évacuées aussi souvent qu'il est nécessaire.

Les dépôts permanents ou temporaires de ces matières ne doivent pas entraîner une pollution des ressources en eau.

155-1-Implantation des dépôts à caractère permanent.

Sans préjudice des dispositions relatives à la Police des Eaux (87) leur implantation devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 mètres

- des puits et forages
- des sources
- des aqueducs transitant des eaux potables ou écoulement libre
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères
- des rivages
- des berges des cours d'eau.

Des conditions spécifiques de protection des zones d'agriculture pourront être définies par l'autorité sanitaire après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'ensemble de l'installation devra être conçu de manière à éviter tout écoulement, même accidentel, vers les points d'eau et les fossés de route.

Ces dépôts doivent être également établis à une distance d'au moins 50 mètres des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs ou de tout établissement recevant du public. Tout dépôt sur ou à proximité immédiate des voies de communication est interdit.

155-2 - Aménagement.

Les fumiers sont déposés sur une aire étanche, munie au moins d'un point bas, où sont collectés des liquides d'égouttage et les eaux pluviales, qui doivent être dirigés, à l'aide de canalisations étanches et régulièrement entretenues, vers des installations de stockage et non munies de trop-plein ou des installations de stockage spécifiques des effluents d'élevage.

La superficie de l'aire de stockage sera fonction de la plus longue période pouvant séparer deux évacuations successives des déjections solides.

Des mesures appropriées sont prises pour empêcher la pullulation des insectes.

S'il est reconnu nuisible à la santé publique, le dépôt, quelle qu'en soit l'importance, sera remis en état, reconstruit ou supprimé.

Article 156 - Evacuation et stockage des purins, lisiers et eaux de lavage des logements d'animaux et de leurs annexes

Les urines et déjections recueillies sous forme de lisiers et eaux de lavage sont évacuées vers des ouvrages de stockage ou de traitement, implantés suivant les conditions prévues à l'article 155-1-1 concernant les dépôts de fumier.

Si l'ouvrage de stockage est destiné exclusivement à recevoir des jus d'ensilage, la distance

d'implantation vis-à-vis des tiers peut être ramenée à 25 mètres.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement des purins, lisiers et des eaux de lavage, vers les ouvrages de stockage ou de traitement doit s'effectuer séparément de celui des eaux pluviales et de ruissellement et, être assuré par l'intermédiaire de caniveaux ou de canalisations régulièrement entretenus et étanches. Les eaux de lavage peuvent être évacuées vers le réseau d'assainissement communal sous réserve de l'autorisation de la collectivité propriétaire des ouvrages d'assainissement.

Les ouvrages de stockage sont étanches.

Si l'ouvrage est couvert par une dalle, elle doit comporter un regard qui sera obturé dans l'intervalle des vidanges et un dispositif de ventilation.

Dans le cas d'une fosse ouverte à l'air libre, elle doit être équipée d'un dispositif protecteur destiné à prévenir tout risque d'accident.

Les ouvrages de stockage sont vidangés dans des conditions réduisant au minimum la gêne pour le voisinage.

Tout écoulement du contenu de ces ouvrages dans les ouvrages d'évacuation d'eaux pluviales, sur la voie publique, dans les cours d'eau ainsi que dans tout autre point d'eau (source, mare, lagune, carrière...) abandonné ou non, est interdit.

Si un ouvrage de stockage constitue une source d'insalubrité, il doit être immédiatement remis en état, reconstruit ou supprimé.

CAPACITE MINIMALE DES OUVRAGES DE STOCKAGE EFFLUENTS STOCKES 3MOIS

POUR 10 ANIMAUX

	Capacité sans litière en m3	Avec litière	
		Capacité liquide en m3	Surface de l'aire de stockage en m2 (tas de 1.50 m de hauteur maximum)
- Porcs à l'engrais			
a) nourriture concentrée	8	5	3
b) nourriture avec lactosérum	13	7.5	3
- Porcelets post-sevrage (poids moyen : 15 kg)	1.8	1.2	0.8
- Truies gestantes	8	5	4.5
- Truies et leurs portées	26	10	6
- Veaux à l'engrais (poids moyen : 80 kg)	9	3.7	3.6
- Vaches laitières et bovins adultes	40	16	30
- Jeunes bovins (18 mois)	25	10	18
- Ovins - Caprins	0.7	0.5	2

POUR 100 ANIMAUX

Poulets de chair	1	Si le fumier est enlevé après chaque bande
Poules pondeuses	1.8	
Lapins	5	
Lapines et sa portée	9	

En fonction des procédés de nettoyage utilisés et de la nature des sols d'épandage, une majoration des volumes exprimés dans les deux tableaux précédents pourra être appliquée.

Article 157 - Silos destinés à la conservation par voie humide
des aliments pour animaux

Les prescriptions de cet article s'appliquent aux stockages de fourrages et autres aliments à l'exclusion de la conservation par voie sèche des foins et des luzernes et du stockage des aliments présentés sous forme de farines ou de granulés.

157-1 - Conception et réalisation.

Les silos doivent être réalisés de manière à ce que le produit stocké ne soit pas en contact avec l'eau pluviale ou tellurique ou l'air. Radiers et parois (lorsque celles-ci existent) doivent être étanches, de façon à éviter toute pollution des eaux. Les sols doivent comporter une pente suffisante (minimum de 2 %) afin d'éviter la stagnation des jus sous l'ensilage, et permettre leur évacuation rapide jusqu'à un lieu de stockage étanche répondant aux conditions précisées à l'article 156.

Les jus d'ensilage sont évacués, stockés et traités dans les conditions définies aux articles 156 et 159.

Pour les ensilages non générateurs de jus (maïs, pulpes surpressées, herbes préfanées...) la réalisation d'un équipement de stockage des jus ne sera pas exigée.

157-2 - Implantation.

L'implantation des silos, tels que définis au 157-1, doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 mètres

- des puits et forages
- des sources
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères
- des rivages
- des berges des cours d'eau à écoulement permanent.

Des conditions spécifiques de protection des zones d'aquiculture peuvent être définies par l'autorité sanitaire, après avis du conseil départemental d'hygiène.

Ces silos ne peuvent être implantés à moins de :

- 25 mètres des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs ou de tout établissement recevant du public
- 5 mètres des routes.

Il peut être dérogé aux règles d'étanchéité des radiers et des parois lorsqu'elles existent, sous réserve que de tels silos soient implantés :

- à plus de 100 m des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public,
- à plus de 100 m des divers points d'eau énumérés au paragraphe 157.2.

157-3 - Exploitation.

Toute la surface libre de la masse d'ensilage doit, à l'exception du front d'attaque, être couverte en permanence par une bâche ou tout autre dispositif étanche à l'eau et à l'air, qui doit être maintenu en bon état et changé si besoin est.

Les parties d'ensilage refusées par les animaux (cas du libre-service) ou jugées impropres à la consommation doivent être évacuées et stockées sur des fumières avant épandage, dans les conditions fixées à l'article 159 - 1.

Article 158 - Dépôts de matières fermentescibles destinés à la fertilisation des sols

(à l'exception de ceux visés aux articles 155 et 157)

Sans préjudice des dispositions relatives à la Police des Eaux, (88) les dépôts de matières fermentescibles ne doivent pas être à l'origine de nuisance ou de pollution des eaux.

Les dépôts d'ordures ménagères non triées, constitués en vue de leur élimination sont soumis à la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées.

Tous les autres dépôts, (ordures ménagères ayant subi un traitement ou un tri en vue d'une utilisation agronomique, résidus verts...) qu'ils soient définitifs ou temporaires, doivent répondre aux prescriptions suivantes lorsque leur volume dépasse 5 m³.

Au-delà d'un volume de 50 m³, ces dépôts doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à la Mairie.

Dans tous les cas :

- leur implantation doit satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Elle est, en outre, interdite à moins de 35 m :

- des puits et forages
- des sources
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre ;
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou, à l'arrosage des cultures maraîchères ;
- des rivages ;
- des berges des cours d'eau à écoulement permanent.

Des conditions spécifiques de protection des zones aquicoles peuvent être définies par l'autorité sanitaire, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Cette implantation est également interdite :

- à moins de 200 m de tout immeuble habité ou occupé habituellement par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public, à moins qu'il ne s'agisse d'ateliers de compostage spécialement aménagés et régulièrement autorisés ;
- à moins de 5 m des voies de communication.

Leur établissement, dans une carrière ou tout autre excavation, est interdit.

- Après toute opération de déchargement de nouvelles matières, les dépôts doivent être recouverts dans la journée ou au plus tard le lendemain par une couche de terre meuble ou par toute autre matière inerte, d'au moins 10 cm d'épaisseur.

- De tels dépôts ne peuvent avoir un volume supérieur à 2 000 m³, et leur hauteur ne doit pas dépasser 2 m .

- Les dépôts constitués en vue d'une utilisation agricole doivent être exploités dans un délai maximum de 1 an.

Les dépôts constitués par un compost dont les caractéristiques sont conformes à la norme en vigueur (89) ne sont pas soumis aux prescriptions de distances vis-à-vis des tiers, de recouvrement par un matériau inerte et d'interdiction d'établissement dans une carrière.

Article 159 – Epannage

Sans préjudice des réglementations en vigueur (90) les dispositions du présent article s'appliquent aux substances organiques susceptibles de constituer un danger direct pour la santé publique, tels que : lisiers, purins, fumiers, déchets solides d'animaux et plus généralement, aux eaux résiduaires des établissements renfermant des animaux, boues de stations d'épuration, matières de vidange, jus d'ensilage et résidus verts ainsi qu'aux eaux résiduaires d'origine domestique.

159-1 - Dispositions générales.

L'épandage de telles matières devra satisfaire aux prescriptions générales ou particulières relatives aux périmètres de protection des sources, puits, captages ou prises d'eau.

Il est, en outre, interdit à moins de 35 m :

- des puits et forages
- des sources
- des aqueducs transitant des eaux potables en écoulement libre ;
- de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que ces dernières soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères ;
- des rivages ;
- des berges des cours d'eau.

Des conditions spécifiques visant à la protection des zones aquicoles, pourront être fixées par l'autorité sanitaire, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les eaux de ruissellement ne puissent, en raison de la pente du terrain, notamment, atteindre les endroits ou les milieux protégés et ne soient cause d'inconvénients pour la santé publique ou, d'inconvénients graves et constantes pour le voisinage.

L'épandage est notamment interdit :

- sur les zones et pendant les périodes définies par arrêtés municipaux ;
- en période de gel (sauf pour les déchets solides) ;
- en période de fortes pluies ;
- en dehors des terres régulièrement exploitées ou destinées à une remise ou exploitation ou faisant l'objet d'opération de reconstitution de sols.

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée afin d'éviter que la stagnation prolongée sur le sol, le ruissellement en dehors du champ d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Ainsi, la nature, les caractéristiques et les quantités des produits épandus devront rester compatibles avec une protection sanitaire et agronomique du milieu.

159-2 Dispositions particulières.

159-2-1 - Lisiers, purins, eaux résiduaires de lavage des locaux abritant le bétail.

L'épandage est interdit à moins de 100 m des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et établissements recevant du public. Si les lisiers, purins et eaux résiduaires sont désodorisés ou enfouis dans les meilleurs délais, par une façon culturale superficielle, cette distance peut être diminuée sans toutefois être inférieure à 50 mètres.

L'épandage de lisier de porcs non désodorisé ou ne faisant pas l'objet d'un enfouissement immédiat est interdit à moins de 200 m des immeubles, zones et établissements précités.

Etablissement d'un plan d'épandage.

Lorsqu'un plan d'épandage, indiquant précisément les parcelles retenues pour recevoir les effluents, est établi et a reçu l'approbation de l'autorité sanitaire, les dispositions prévues par celui-ci (qualité et quantité d'effluents, modalités et périodicité de l'épandage, délai de remise à l'herbe des animaux) et, définies en fonction des caractéristiques locales, sont seules applicables.

L'approbation du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sera considérée comme acquise, dès lors qu'aucune observation n'aura été adressée au pétitionnaire dans un délai de 1 mois après réception du dossier.

Absence de plan d'épandage.

En l'absence de plan d'épandage, les dispositions suivantes sont applicables :

- a) L'épandage est interdit :

- sur les terrains affectés ou qui seront affectés dans un délai de 1 an, à des cultures maraîchères ;

- à moins de 200 m des cours d'eau si la pente du terrain est supérieure à 7 %

b) Sur les pâturages, ne peuvent être épandus que des lisiers ayant subi soit un stockage répondant aux prescriptions de l'article 156, d'une durée minimale de 30 jours en saison chaude et de 60 jours en saison froide, soit un traitement approprié (digestion, traitement par aération d'une durée minimale de 3 semaines). La remise à l'herbe des animaux se fera au plus tôt 30 jours après l'épandage.

L'épandage par aspersion est interdit.

159-2-2 - Fumiers de toute catégorie animale et déjections solides.

Sur les terres labourables, l'épandage des fumiers et déjections solides mentionnés dans ce titre, doit être suivi d'un labour intervenant le plus tôt possible. Si l'épandage est effectué à moins de 100 mètres d'immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et d'établissements recevant du public, il sera suivi d'un labour intervenant au plus tard le lendemain, sauf impossibilité dûment motivée.

159-2-3 et 159-2-4 (ABROGES)

159-2-5 Résidus verts, jus d'ensilage et boues de curage d'étangs.

Lorsqu'elles ne sont pas constituées en dépôt, conformément aux prescriptions de l'article 158, les matières fermentescibles telles que les ordures ménagères ayant subi un tri, les marcs de fruits, les drêches, les pulpes et résidus verts utilisés pour la culture, font l'objet d'un épandage suivi d'un enfouissement intervenant le plus tôt possible.

L'épandage des boues de curage des plans d'eau, fossés et cours d'eau est interdit à moins de 50 mètres des immeubles habités ou occupé habituellement par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public et à proximité des voies de communication.

L'épandage des jus d'ensilage est interdit à moins de 200 mètres des cours d'eau, si la pente du terrain est supérieure à 7 %.

Article 160 – Matières fertilisantes, supports de cultures et produits antiparasitaires

Les produits antiparasitaires à usage agricole, ainsi que les produits assimilés, sont épandus conformément à la réglementation en vigueur et en respectant les indications et les précautions d'emploi portées sur l'emballage ou la notice.

En particulier, toutes précautions doivent être prises pour empêcher, à l'occasion des phénomènes de retour, les contaminations du réseau d'eau potable lors de leur préparation et, pour éviter toute pollution des points d'eau. Par ailleurs, elles doivent être manipulées et stockées hors de la portée des enfants.

Article 161 - Traitement des effluents d'élevage dans une station d'épuration

Si les eaux résiduaires ne sont ni épandues, ni vidangées, elles doivent être épurées avant rejet dans le milieu récepteur. L'effluent traité doit répondre aux prescriptions imposées par la réglementation en vigueur. (93)

Article 162 - Celliers – Pressoirs

Les celliers, pressoirs -et locaux où se pratiquent la vinification ou la cidrification, doivent être

bien éclairés et ventilés mécaniquement si nécessaire, notamment, dans les points bas, pour éviter l'accumulation du gaz carbonique. (Article modifié par l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2003 - voir pages ci-après.)

Article 163 - Emissions de fumées

Les foyers de plein air utilisés en vue d'assurer la protection des cultures et vignobles contre les gelées, le forçage des légumes et l'échauffement des serres ne pourront être alimentés par des combustibles de nature à provoquer des fumées opaques ou des produits de combustion toxiques. Sont notamment interdits, les brûlages de pneumatiques et des huiles de vidange. (94)

ARRETE

complétant le règlement sanitaire départemental d'Indre-et-Loire
et fixant les prescriptions générales applicables
aux installations d'élaboration ou de conditionnement de vin
dont la capacité de production est inférieure ou égale à 500 hl/an

LE PREFET D'INDRE-ET-LOIRE,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de la santé publique,

Vu le décret n° 96-540 du 12 juin 1996 relatif au déversement et à l'épandage des effluents d'exploitations agricoles,

Vu l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1984 portant règlement sanitaire départemental

Vu l'avis du Conseil départemental d'hygiène, émis dans sa séance du 17 octobre 2002

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 - Les installations d'élaboration ou de conditionnement de vin dont la capacité de production est inférieure ou égale à 500 hl/an sont soumises aux dispositions du présent arrêté.

Il est ajouté à l'article 162 du Titre VIII du règlement sanitaire départemental (arrêté préfectoral du 19 janvier 1984) relatif aux celliers, pressoirs les prescriptions suivantes :

1) Les effluents provenant des activités vinicoles ne doivent pas être à l'origine d'une pollution de la ressource en eau, des fossés, des cours d'eau et du milieu naturel en général.

2) Le réseau de collecte des effluents doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Ces dernières doivent rejoindre le milieu naturel.

3) Sans préjudice des autorisations de déversement dans le réseau public (art. L.1331-10 du Code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les dispositions suivantes :

a) Dans tous les cas :

- pH (NFT 90-008) : compris entre 4 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux) ;
- température : < 30° C.

b) En cas de traitement individuel des effluents, le rejet dans le milieu naturel doit respecter sans dilution les valeurs limites suivantes sur un échantillon non décanté de 2 heures :

MES < 100 mg/l

DCO < 300 mg/l

DBO₅ < 100 mg/l

En cas de milieu récepteur sensible, ces normes peuvent être plus contraignantes.
Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

c) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

Le raccordement à une station d'épuration collective n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent dans de bonnes conditions.

Tout raccordement doit faire l'objet d'une convention préalable passée entre l'exploitant et le gestionnaire de l'infrastructure d'assainissement. La convention fixe les caractéristiques (volume, concentration...) maximales et, en tant que de besoin minimales, des effluents déversés au réseau.

d) dans le cas de l'épandage

L'épandage des eaux résiduaires ou résidus doit respecter les dispositions suivantes :

- Les produits épandus ne sont pas nocifs pour l'environnement et présentent une valeur agronomique satisfaisante.
- La capacité de stockage des eaux résiduaires et des résidus avant épandage doit permettre leur stockage pendant une durée au moins égale à la plus grande valeur des deux volumes calculés suivant :
 - cinq jours de production en pointe,
 - 15 % de la production annuelle.
- Le stockage des eaux résiduaires et des résidus ne doit pas être source de nuisance ou de gêne pour l'environnement.
- Le plan d'épandage est constitué par :
 - un relevé parcellaire (Numéro et section cadastrales, surfaces initiales, surfaces exclues, motifs d'exclusion, surfaces restantes, nature du foncier, et assolement),
 - plans cadastraux et plan au 1/25000^{ème} ou un plan d'assemblage au 1/10000^{ème},
 - une notice d'aptitude à l'épandage.
- Un cahier d'épandage, comportant les dates d'épandages, les volumes d'effluents, les quantités d'azote épandu toutes origines confondues, les parcelles réceptrices et la nature des cultures est tenu.
- L'épandage d'eaux résiduaires ou de boues contenant des substances toxiques est interdit.
- En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puisse se produire.
- Pour les effluents dont le pH est compris entre 4 et 5,5 le volume des apports est compatible avec les capacités d'épuration des sols.

- L'épandage est interdit :

┆ A moins de 50 mètres de tout local habité ou occupé par des tiers, des terrains de camping agréés et des stades et à moins de 200 m les samedis, dimanches et jours fériés.

- A moins de 50 mètres de tout point de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers, à moins de 200 mètres des lieux de baignades, à moins de 500 mètres en amont des sites d'aquaculture, à moins de 35 mètres des cours d'eau, plans d'eau et points d'eau.

┆ Pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé, lors de fortes pluies ou lorsqu'il y a des risques d'inondation.

┆ En dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ; sauf cas particulier accepté par la DDASS après examen d'une demande motivée.

- Sur les sols dont la pente est importante.

┆ Par aéro-aspersion au moyen de dispositifs générateurs de brouillard fin.

4) Gestion des déchets

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

5) Délais de mise de conformité

Pour les installations existantes, le délai de mise en conformité est de 3 ans à partir de la date de notification du présent arrêté.

6) Avant de réaliser les travaux de mise en conformité, un dossier sera soumis pour avis à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales avec :

- le plan de masse et de situation,
- la fiche de renseignement complétée,
- le plan d'épandage le cas échéant

Article 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Mesdames et Messieurs les maires des communes du département, les officiers et agents de police judiciaire, les agents commissionnés et assermentés au titre du Code de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et publié dans deux journaux diffusés dans le département.

Fait à TOURS, le 15 janvier 2003
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,
Signé Eric PILLOTON

Pour ampliation,
le chef de bureau,
Bruno CHANTEAU

TITRE IX DISPOSITIONS DIVERSES

Article 164 – Dérogations

Sous réserve de la législation et de la réglementation en vigueur, le Préfet, Commissaire de la République peut, dans des cas exceptionnels et sur proposition du Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales accorder des dérogations au présent règlement par arrêté pris en application de son pouvoir réglementaire.

Dans ce cas, les intéressés doivent prendre l'engagement écrit de se conformer aux prescriptions qui leur sont ordonnées. Toute contravention comportera déchéance complète du bénéfice de la dérogation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article L.45 du Code de la Santé publique, et éventuellement aux articles L.45 et L. 47 dudit Code, ainsi qu'aux autres réglementations applicables.

Article 165 - Pénalités

Les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies d'une amende de 300 à 600 F. En cas de récidive, l'amende peut être portée à 1200 F (décret n° 80-567 du 18 juillet 1980 relatif aux infractions à certaines dispositions du titre I du livre 1er du Code de la Santé publique - article 3. Modifié par décret n° 80-567 du 18 Juillet 1980 article 2).

Article 166 - Constatation des infractions

Les infractions sont constatées dans les conditions prévues à l'article L.48 du Code de la Santé publique.

Article 167 - Exécution

Le Secrétaire général, les Sous-Préfets, Commissaires-adjoints de la République et les Maires sont chargés, concurremment avec le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Médecin Inspecteur de la Santé, le Directeur Départemental des Services Vétérinaires, le Directeur Départemental de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité, les Directeurs de bureaux municipaux d'hygiène, les Officiers et Agents de police judiciaire et les Inspecteurs de salubrité, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



LES EAUX DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINE

N° Art. RSD	Intitulé Article	Textes de référence pour abrogation	Nouveau texte réglementaire
1	Domaine d'application		
	Section I: Règles générales	De nombreuses dispositions sont rendues caduques par le décret 2003-462 du 21 mai 2003 qui a codifié dans le CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine. L'organisation de la partie réglementaire du code de la santé publique a été profondément réorganisée et complétée	
2	Origine et qualité des eaux	Dispositions caduques (R.1321-6 et R1321-14)	Titre II Chap. 1er article L1321-1 à 10 articles R1321-1 à 1321-66 articles D1321-67 à 105
3	Matériaux de construction	Dispositions caduques	R 1321-48
3,1	Composition des matériaux et des équipements servant à la distribution de l'eau	Dispositions caduques	R1321-49 à 1321-55
3,2	Revêtements	Dispositions caduques	R1321-49 à 1321-53
4	Température de l'eau (inf à 25°)	Dispositions caduques	Titre II Chap. 1er article L1321-1 à 10 articles R1321-1 à 1321-66 articles D1321-67 à 105
5	Mise en œuvre des matériels	Dispositions caduques	idem
5,1	Précautions au stockage	Dispositions caduques	idem
5,2	Précautions à la pose	Dispositions caduques	idem
5,3	Juxtaposition de matériaux	Dispositions caduques	idem
5,4	Mise à la terre	Dispositions caduques	R 1321-58
6	Double réseau	Dispositions caduques	R 1321-57
6,1	Distinction et repérage des canalisations et réservoirs	Dispositions caduques	R 1321-49
6,2	Distinction des appareils	Dispositions caduques	R1321-46
7	Stockage de l'eau	Dispositions caduques	R 1321-49 à R 1321-61

7,1	Précautions générales, stagnation	Dispositions caduques	idem
7,2	Prescriptions générales applicables aux réservoirs	Dispositions caduques	idem
7,3	Les réservoirs ouverts à la pression atmosphérique	Dispositions caduques	idem
7,4	Les bâches de reprise	Dispositions caduques	idem
7,5	Les réservoirs sous pression		
8	Produits additionnels	Dispositions caduques	R 1321-48
8,1	Les produits anti-gel	Dispositions caduques	R 1321-48
8,2	Les autres produits additionnels	Dispositions caduques	R 1321-48
	Section 2: Ouvrages publics ou particuliers	Dispositions caduques	
9	Règles générales		R 1321-59
10	Les puits	Alinéas 1 rendus caduques	L 1321-1, R1321-6 et 7 et 14
11	Les sources		
12	Les citernes destinées à recueillir de l'eau de pluie	Alinéa 2 rendus caduques	R1321-49
13	Mise à la disposition d'eaux destinées à l'alimentation humaine par des moyens temporaires		R1321-49
13,1	Les citernes	Dispositions caduques	R1321-49
13,2	Les canalisations de secours	Dispositions caduques	idem
	Section 3: Ouvrages et réseaux particuliers de distribution des immeubles et des lieux publics		
14	Desserte des immeubles	Alinéa 4 rendus caduques	R 1321-57
15	Qualité de l'eau distribuée aux utilisateurs	Dispositions caduques	L 1321-1, L1321-4, L1321-7
16	Qualité technique sanitaire des installations		R1321-54
16,1	Règle générale		
16,2	Réseaux intérieurs de caractère privé	Dispositions caduques	R1321-54
16,3	Réservoirs de coupure et appareil de disconnexion		
16,4	Manque de pression	Dispositions caduques	R1321-54
16,5	Les dispositifs de traitement des eaux	Dispositions caduques	R 1321-49
16,6	Les dispositifs de traitement de l'air fonctionnant à l'eau potable		
16,7	Les dispositifs de chauffage		
16,8	Les dispositifs de production d'eau chaude et les productions d'eau froide destinées à des usages alimentaires ou sanitaires		
16,9	Traitement thermique		

16,10	Les appareils sanitaires, ménagers ou de cuisine		
16,11	Les dispositifs d'arrosage, de lavage ou d'ornement		
16,12	Les équipements particuliers		
16,13	Les installations provisoires		
17	Les installations en sous-sol		
18	Entretien des installations		
19	Immeubles astreints à la protection contre l'incendie et utilisant un réseau d'eau potable.		
	Section 4: Dispositions diverses	Dispositions caduques	idem
20	Surveillance hygiénique des eaux destinées à l'alimentation humaine	Dispositions caduques	R 1321-15 à R 1321-25
20,1	Surveillance sanitaire de la qualité des eaux	Dispositions caduques	R 1321-15 à R 1321-25
20,2	Désinfection des réseaux	Dispositions caduques	R 1321-49 et R 1321-50
20,3	Contrôle des désinfections	Dispositions caduques	R 1321-50

LOCAUX D'HABITATION ET ASSIMILES

N° Art. RSD	Intitulé Article	Textes de référence pour abrogation	Nouveau texte réglementaire
	CHAPITRE I : CADRE DE LA REGLEMENTATION		
21	Définition		
22	Domaine d'application		
	CHAPITRE II : USAGE DES LOCAUX D'HABITATION		
	Section 1 : Entretien et utilisation des locaux		
23	Propreté des locaux communs et particuliers		
23,1	Locaux d'habitation		
23,2	Circulation et locaux communs		
23,3	Dépendances		
24	Assainissement de l'atmosphère des locaux		
25	Battage des tapis - poussières - Jets par les fenêtres		
26	Présence d'animaux dans les habitations, leurs		

	dépendances, leurs abords et les locaux communs		
27	Conditions d'occupation des locaux		
27,1	Interdiction d'habiter dans les caves, sous-sols		
27,2	Caractéristiques des pièces affectées à l'habitation		
27,3	Utilisation des caves et sous-sols comme remise de véhicules automobiles		
28	Parc de stationnement couvert dans les locaux d'habitation		
	Section 2 : Entretien et utilisation des équipements		
29	Évacuation des eaux pluviales et usées		
29,1	Évacuation des eaux pluviales		
29,2	Déversements délictueux		
30	Entretien et exploitation des dispositifs d'assainissement autonome	Décret 94-469 du 3 juin 1994 Article 17 de l' arrêté du 6 mai 1996 (J.O du 8 juin) fixant les prescriptions techniques Circulaire 97-49 du 22 mai 1997	CGCT R.2224-20 arrêtés du 6 mai 1996 modifiés fixant - les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif - les modalités du contrôle technique exercé par les communes
30,1	Entretien des dispositifs	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
30,2	Certificats de vidange - Carnets d'entretien	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
30,3	Exécution des travaux à l'intérieur des dispositifs	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
30,4	Mise hors service des dispositifs d'assainissement autonome	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
31	Conduits de fumée et de ventilation - Appareils à combustion		
31,1	Généralités		
31,2	Conduits de ventilation		
31,3	Accessoires des conduits de fumées et de ventilation		
31,4	Tubage des conduits individuels		
31,5	Chemisage des conduits individuels		

31,6	Entretien, nettoyage et ramonage des conduits de fumée et de ventilation		
	Section 3 : Entretien des bâtiments et de leurs abords		
32	Généralités		
33	Couverture, murs, cloisons, planchers, baies, gaines de passage des canalisations		
	Section 4 : Précautions particulières d'exploitation		
34	Protection contre le gel		
35	Locaux inondés ou souillés par des infiltrations		
36	Réserves d'eau non destinées à l'alimentation		
37	Entretien des plantations		
	Section 5 : Exécution des travaux		
38	Équipement sanitaire et approvisionnement en eau		
39	Démolition		
	CHAPITRE III : AMENAGEMENT DES LOCAUX D'HABITATION		
	Section 1 : Locaux		
40	Règles générales d'habitabilité		
40,1	Ouvertures et ventilation		
40,2	Éclairage naturel		
40,3	Superficie des pièces		
40,4	Hauteur sous plafond		
41	Aménagement des cours et courettes des immeubles collectifs		
	Section 2 : Évacuation des eaux pluviales et usées		
42	Évacuation		
43	Occlusion des orifices de vidange des postes d'eaux ménagères		

44	Protection contre le reflux des eaux d'égouts		
	Section 3 : Locaux sanitaires		
45	Cabinets d'aisances et salles d'eau		
46	Caractéristiques des cuvettes et cabinets d'aisances		
47	Cabinets d'aisances comportant un dispositif de désagrégation et d'évacuation des matières fécales		
	Section 4 : Ouvrages d'assainissement		
48	Dispositifs d'assainissement autonome	Décret 94-469 du 3 juin 1994 Article 17 de l' arrêté du 6 mai 1996 (J.O du 8 juin) fixant les prescriptions techniques Circulaire 97-49 du 22 mai 1997	CGCT R.2224-20 arrêtés du 6 mai 1996 modifiés fixant - les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif - les modalités du contrôle technique exercé par les communes
49	Rejet des effluents	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
50	Règles d'implantation	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
	Section 5 : Installation d'électricité et de gaz, de chauffage, de cuisine et de production d'eau chaude		
51	Installations d'électricité		
52	Installations de gaz		
53	Installations de chauffage, de cuisine ou de production d'eau chaude par combustion		
53,1	Règles générales		
53,2	Conduits d'évacuation		
53,3	Raccordement de plusieurs foyers à un conduit unique		
53.3.1	Types de conduits de fumées		
53.3.2	Chaudières polycombustibles		
53,4	Ventilation		
53,5	Installations de chauffage par air chaud		

53,6	Modérateurs		
53,7	Clés et registres		
53.7.1	Dispositifs de réglage à commande manuelle		
53.7.2	Dispositifs autoréglables de tirage		
53.7.3	Dispositifs automatiques de fermeture		
53.7.3.1	Générateurs utilisant un combustible gazeux		
53.7.3.2	Générateurs utilisant un combustible liquide		
53.7.4	Conditions d'installation et d'entretien de ces dispositifs		
53,8	Interdiction visant certains dispositifs mécaniques de ventilation		
53,9	Installations d'appareils à combustion autres que ceux destinés au chauffage, à la cuisine ou la production d'eau chaude		
53,10	Installations thermiques ne comportant pas de combustion		
	Section 6 : Bruit dans l'habitation		
54	Bruit	Circulaire interministérielle du 9 juin 1989 relatif à la lutte contre le bruit (Annexe III)	
	CHAPITRE IV : LOGEMENT GARNIS ET HÔTELS – LOCAUX AFFECTÉS À L'HEBERGEMENT COLLECTIF		
	Section 1 : Généralités		
55	Domaine d'application		
56	Surveillance		
	Section 2 : Aménagement des locaux		
57	Équipement		
57,1	Équipement collectif		
57,2	Équipement des pièces		
58	Locaux anciens		
	Section 3 : Usage et entretien des locaux		

59	Service de l'eau et des sanitaires		
60	Entretien		
61	Mesures prophylactiques		

DISPOSITON APPLICABLES AUX BATIMENTS AUTRES QUE CEUX A USAGES D'HABITATION ET ASSIMILES

N° Art. RSD	Intitulé Article	Textes de référence pour abrogation	Nouveau texte réglementaire
62	Type de locaux visés		
	Section 1 : Aménagement des locaux		
	Section 2 : Ventilation des locaux		
63	Généralités		
63,1	Dispositions de caractère général		
63,2	Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux		
64	Ventilation mécanique ou naturelle par conduits		
64,1	Locaux à pollution non spécifique		
64,2	Locaux à pollution spécifique		
65	Prescriptions relatives aux installations et à leur fonctionnement		
66	Ventilation par ouvrants extérieurs		
66,1	Locaux à pollution non spécifique		
66,2	Locaux à pollution spécifique		
66,3	Surface des ouvrants		
	Section 3 : Dispositions relatives à l'équipement sanitaire		
67	Équipement sanitaire		
68	Équipement sanitaire des locaux de sport		
69	Équipement sanitaire des salles de spectacles		
70	Établissement de natation ouverts au public	Loi 2001-398 du 9 mai 2001	Code de la Santé Publique

			Articles L 1332-1 à 4 Articles D 1332-1 à 19 Annexe 13-6
71	Bains-douches		
	Section 4 : Usage et entretien des locaux		
72	Entretien des locaux		

ELIMINATION DES DECHETS ET MESURES DE SALUBRITE GENERALE

N° Art. RSD	Intitulé Article	Textes de référence pour abrogation	Nouveau texte réglementaire
	Section 1 : Déchets ménagers		
73	Présentation des déchets à la collecte		
74	Produits non admis dans les déchets ménagers		
75	Récipients de collecte des ordures ménagères		
75,1	Poubelles		
75,2	Sacs perdus en papier ou en matière plastique pour la collecte des ordures ménagères		
75,3	Bacs roulants pour déchets solides		
75,4	Autres types de récipients		
76	Mise des récipients à la disposition des usagers		
77	Emplacement des récipients à ordures ménagères		
78	Évacuation des ordures ménagères par vide-ordures		
79	Entretien des récipients, des locaux de stockage et des conduits de chute des vide-ordures		
80	Présentation des déchets des ménages en vue de leur enlèvement par le service de collecte		
81	Réglementation de la collecte		
82	Protection sanitaire au cours de la collecte		

83	Broyeurs d'ordures		
84	Élimination des déchets		
85	Élimination des déchets encombrants d'origine ménagère		
	Section 2 : Déchets des établissements hospitaliers et assimilés	articles rendus caduques par le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques (Art. R.44 1 à R.44-11 du Code de la Santé Publique modifiés par décret 2003-462 du 21 mai 2003))	Code de la Santé-publique Art R 1335-1 à R 1335-14
86	Généralités	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
86,1	Déchets contaminés	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
86,2	Autres déchets non contaminés assimilables aux déchets ménagers		
87	Déchets de toutes catégories		
88	Déchets contaminés	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
89	Aspect administratif de l'élimination des déchets hospitaliers	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus
	Section 3 : Mesures de salubrité générale		
90	Déversements ou dépôts de matières usées ou dangereuses en général		
91	Déchargement de matières de vidange		
92	Mares et abreuvoirs		
93	Lavoirs publics		
94	(en attente)		
95	Mesures particulières visant les ports de plaisance		
96	Protection des lieux publics contre la poussière		
97	Protection contre les déjections		
98	Cadavres d'animaux		
99	Propreté des voies et des espaces publics		
99,1	Balayage des voies publiques		

99,2	Mesures générales de propreté et de salubrité		
99,3	Projection d'eaux usées sur la voie publique		
99,4	Transport de toute nature		
99,5	Marchés		
99,6	animaux		
99,7	Abords des chantiers		
99,8	Neige et glaces		
100	Salubrité des voies privées		
100,1	Dispositions générales		
100,2	Établissement, entretien et nettoyage		
100,3	Enlèvement des ordures ménagères		
100,4	Évacuation des eaux et matières usées		

LE BRUIT

N° Art. RSD	Intitulé Article	Textes de référence pour abrogation	Nouveau texte réglementaire
101 à 104 bis		Le titre V a été abrogé par l'article 1 de l'arrêté préfectoral 80/92 du 05 juillet 1993	R 1336-6 à R 1336-10 du Code de la santé publique + ANNEXE 13-10 et arrêté préfectoral 80/92 du 05 juillet 1993
Nota: Le bruit est également réglementé par le Code l'Environnement Titre VII Articles L571-1 à L571-26, le CGCT Article L2215-7, et le Code de la Construction et de l'Habitation			

MESURES VISANT LES MALADES CONTAGIEUX, LEUR ENTOURAGE ET LEUR ENVIRONNEMENT

N° Art. RSD	Intitulé Article	Textes de référence pour abrogation	Nouveau texte réglementaire
	Section 1 : Mesures générales		

105	Déclaration des maladies contagieuses	abrogé par le décret 2003-462 du 21 mai 2003 qui codifie le décret 2001-437 du 16 mai 2001 (nouveau dispositif de surveillance des maladies à déclaration obligatoire)	CSP - article L 3113-1 et R11 à 4
106	Isolement des malades	rendu caducs pas les dispositions du chapitre IV du CSP fixées par la loi 2004-806 du 9 août 2004	CSP - articles L3114-1 et suivants R 3114-1 et suivants
107	Surveillance sanitaire	Idem	Idem
108	Sortie des malades	Idem	Idem
109	Surveillance scolaire	Idem	Idem
110	Transport des malades	Idem	Idem
	Section 2 : Contaminations du milieu et des objets par les contagieux		
111	Protection contre les déjections ou excréments contagieuses de personnes atteintes de maladies à déclaration obligatoire	rendu caducs pas les dispositions du chapitre IV du CSP fixées par la loi 2004-806 du 9 août 2004	CSP - articles L3114-1 et suivants R 3114-1 et suivants
112	Désinfection en cours de maladie	Idem	Idem
113	Désinfection terminale	Idem	Idem
114	Organisation de la désinfection	décret 2003-462 du 21 mai 2003 art1	CSP - article R3114-2
115	Appareils de désinfection	décret 2003-462 du 21 mai 2003 art1	CSP - article R3114-2
116	Centres d'hébergement de personnes sans domicile		
	Section 3 : Locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes		
117	Aménagement des locaux professionnels des coiffeurs, manucures, pédicures et esthéticiennes		
118	Hygiène générale		
	Section 4 : Lutte contre les rongeurs, les pigeons vivant à l'état sauvage, les animaux errants, les insectes et autres vecteurs. Mesures applicables aux animaux domestiques		
119	Rongeurs		
120	Jets de nourriture aux animaux - Protection contre les animaux errants, sauvages ou redevenus tels		

121	Insectes		
122	Animaux domestiques ou sauvages apprivoisés ou tenus en captivité		
123	Autres vecteurs		
	Section 5 : Opérations funéraires	Circulaire direction générale de la santé/VS3n°68 du 31/12/1995 en application du Décret n° 94-1118 du 20 décembre 1994 relatif aux prescriptions applicables aux chambres funéraires. Disposition codifiées dans le Code Général des Collectivités Territoriales par le décret 2000-192 du 3 mars 2000	Articles L 2223-37 à L 2323-43 du CGCT Articles R 2223-63 à R 232398 du CGCT Articles D 2223-98 à D 2223-121 du CGCT
124	Opérations funéraires	cf. ci-dessus	cf. ci-dessus

HYGIENE DE L'ALIMENTATION

N° Art. RSD	Intitulé Article	Textes de référence pour abrogation	Nouveau texte réglementaire
	Section 1 : Disposition générales	Décret n° 91-409 du 26 avril 1991 et les arrêtés d'application (arrêté du 9 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis au consommateur et arrêté du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social) Décret 2003-768 du 01 août 2003 codifiant le titre II du code rural et abrogeant notamment le décret n° 71-636 du 21 juillet 1971.	Décret n° 91-409 du 26 avril 1991 et ses arrêtés d'application (arrêté du 9 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis au consommateur et arrêté du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social) * Titre II du code rural
125	Prescriptions générales concernant les magasins d'alimentation	Idem	Idem
125,1	Magasins de vente	Idem	Idem
125,2	Réserves - resserres	Idem	Idem
125,3	Voitures boutiques	Idem	Idem
126	Vente hors des magasins : à l'extérieur du magasin,	Idem	Idem

	sur les marchés et autres lieux de vente		
127	Protection des denrées	Idem	Idem
128	Déchets	Idem	Idem
129	Transports des denrées alimentaires	Idem	Idem
129,1	Généralités	Idem	Idem
129,2	Transports terrestres de denrées périssables	Idem	Idem
129,3	Transports de glace alimentaire	Idem	Idem
129,4	Transport du pain	Idem	Idem
130	Ateliers et laboratoires de préparation des aliments	Idem	Idem
130,1	Entretien des locaux	Idem	Idem
130,2	Évacuation des eaux	Idem	Idem
130,3	Aération et ventilation	Idem	Idem
130,4	Usage des locaux	Idem	Idem
130,5	Protection contre les insectes	Idem	Idem
130,6	Entretien des appareils servant à la préparation et à la conservation des aliments	Idem	Idem
130,7	Élimination des déchets	Idem	Idem
130,8	Condition de conservation des denrées périssables	Idem	Idem
130,9	Fumoirs	Idem	Idem
130,10	Établissements de collecte et de transformation du lait	Idem	Idem
131	Distribution automatique des aliments	Idem	Idem
131,1	Emplacement	Idem	Idem
131,2	Condition applicables aux denrées	Idem	Idem
131,3	Appareils distributeurs de bonbons et de friandises	Idem	Idem
131,4	Prescriptions concernant les matériaux	Idem	Idem
131,5	Contrôle	Idem	Idem
132	Hygiène du personnel	Idem	Idem
	Section 2 : Boissons	Idem	Idem
133	Boissons autres que le lait	Idem	Idem
134	Hygiène des débits de boisson	Idem	Idem
	Section 3 : Produits laitiers	Idem	Idem
135	Magasins de vente des produits laitiers	Idem	Idem
136	Fabrication et vente des glaces et crèmes glacées	Idem	Idem

	Section 4 : Viandes - Gibiers - Volailles - Œufs	Idem	Idem
137	Boucheries, charcuteries, triperies ; magasins de vente, de préparation de charcuterie, de volailles de gibier et de plats cuisinés	Idem	Idem
138	Disposition particulières pour les denrées dont la vente constitue une activité partielle de l'établissement	Idem	Idem
139	Œufs	Idem	Idem
140	Abattoirs	Idem	Idem
	Section 5 : Produits de la mer	Idem	Idem
141	Magasins et réserves de produits de la mer	Idem	Idem
	Section 6 : Aliments d'origine végétale - Légumes, fruits, cressonnières, champignons		
142	Généralités		
143	Protection des cressonnières et des cultures maraîchères immergées		
143,1	Conditions d'exploitation		
143,2	Contrôle des exploitations	\	
143,3	Contrôle des ventes de cressonnières		
144	Fruits et légumes	Décret n° 91-409 du 26 avril 1991	Décret n° 91-409 du 26 avril 1991 et les arrêtés d'application
145	Les champignons	\	\
145,1	Champignons cultivés	\	\
145,2	Champignons sauvages	\	\
146	Construction, aménagement, réouverture et transfert de fonds des boulangeries et boulangeries-pâtisseries	Décret n° 91-409 du 26 avril 1991 et les arrêtés d'application (arrêté du 9 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis au consommateur et arrêté du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social) Décret 2003-768 du 01 août 2003 codifiant le titre II du code rural et abrogeant notamment le décret n° 71-636 du 21 juillet	* Décret n° 91-409 du 26 avril 1991 et les arrêtés d'application (arrêté du 9 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis au consommateur et arrêté du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social) * Titre II du code rural

		1971.	
147	Installation des locaux de vente en cas de création, d'extension, de réouverture ou de transfert de boulangeries et de dépôts de pain	idem	idem
147,1	Fonds de boulangerie ou exploitation conjointe d'une boulangerie et d'un autre commerce	idem	idem
147,2	Dépôts de pain	idem	idem
148	Dispositions applicables aux produits de panification ou de pâtisseries	idem	idem
	Section 7 : Denrées congelées et surgelées	idem	idem
149	Denrées congelées et surgelées	idem	idem
	Section 8 : Aliments non traditionnels	idem	idem
150	Définition des aliments non traditionnels	idem	idem
151	Prescriptions applicables à la fabrication, à la détention et à la mise en vente d'aliments non conventionnels	idem	idem
	Section 9 : La restauration collective	Décret n° 91-409 du 26 avril 1991 et les arrêtés d'application (arrête du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social) Décret 2003-768 du 01 août 2003 codifiant le titre II du code rural et abrogeant notamment le décret n° 71-636 du 21 juillet 1971.	* Décret n° 91-409 du 26 avril 1991 et arrête du 29 septembre 1997 fixant les conditions d'hygiène applicables dans les établissements de restauration collective à caractère social * Titre II du code rural
152	Hygiène des restaurants et locaux similaires	idem	idem
152,1	Locaux assimilés	idem	idem

PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITES D'ELEVAGE ET AUTRES ACTIVITES AGRICOLES

153	Règles d'implantation de bâtiments d'élevage ou d'engraissement (création ou extension)		
153,1	Présentation du dossier		
153,2	Protection des eaux et zones de baignade		
153,3	Protection du voisinage		

153,4	Dispositions particulières		
153,5	Mise en exploitation des bâtiments		
153,6	Dispositions applicables aux cas d'extension ou de réaffectation de bâtiments d'élevage existant		
154	Construction et aménagement des locaux d'animaux		
154,1	Construction et aménagement des logements d'animaux		
154,2	Entretien et fonctionnement		
154,3	Stabulation libre		
155	Évacuation et stockage des fumiers et autres déjections solides		
155.1.1	Implantation des dépôts à caractère permanent		
155.1.2	Dépôts provisoires		
155,2	Aménagement		
155,3	Dispositions applicables aux extensions de dépôts existants et à caractère permanent		
156	Évacuation et stockage des purins, lisiers, jus d'ensilage et eaux de lavage des logements d'animaux et de leurs annexes		
156,1	Dispositions générales		
156,2	Dispositions applicables aux extensions d'ouvrages de stockage existants		
157	Silos destinés à la conservation par voie humide des aliments pour animaux		
157,1	Conception et réalisation		
157,2	Implantation		
157,3	Silos non aménagés		
157,4	Exploitation		
158	Dépôts de matière fermentescibles destinées à la fertilisation des sols (à l'exception de ceux visés aux articles 155 et 157)		

159	Épandage		
159,1	Dispositions générales		
159,2	Dispositions particulières		
159.2.1	Lisiers, purin, eaux résiduaires de lavage des locaux abritant le bétail		
159.2.2	Fumiers de toute catégorie animale et déjections solides		
159.2.3	Eaux usées et boues de station d'épuration	Article 3 du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées	décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 + arrêté du 8 janvier 1998
159.2.4	Matières de vidange issues des dispositifs d'assainissement autonome	cf. ci-dessus	
159.2.5	Résidus verts, jus d'ensilage		
159.2.6	Boues de curage des plans d'eau, fosses et cours d'eau		
160	Matières fertilisantes, supports de cultures et produits antiparasitaires		
161	Traitement des effluents d'élevage dans une station d'épuration		
162	Celliers - Pressoirs		
163	Émissions de fumées		



Liberté • Égalité • fraternité

PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

**ARRETE PREFECTORAL REGISSANT LA VENTE DES CHAMPIGNONS
FRAIS APRES COLLECTE DANS LE DEPARTEMENT D'INDRE ET
LOIRE ET MODIFIANT LE REGLEMENT SANITAIRE
DEPARTEMENTAL**

Le Préfet du Département d'Indre-et-Loire, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2215-1,

VU le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L1311-1 à L1311-4, sur la distribution, le transport et la conservation des denrées, et ses articles L1312-1 et L1422-1 sur les compétences des services communaux d'Hygiène et Santé et des personnels habilités,

VU le Code de la Consommation, notamment ses articles L215-1, L215-2, L215-5, R215-2 et R215-3, sur le contrôle exercé par le personnel habilité et dûment assermenté, la saisie et la destruction des produits alimentaires,

VU le Règlement (CE) n° 178/2002 du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaires et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires,

VU le Règlement (CE) n° 852/2004 du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires

VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1984, portant Règlement Sanitaire Départemental, notamment son article 145, sur les conditions de vente et de contrôle des champignons cultivés ou sauvages,

Considérant l'évolution des conditions climatiques, la modification de l'aire de répartition des espèces de champignons, et leur influence sur l'importance des quantités et des périodes de vente,

Considérant qu'il convient de présenter à la vente un état de fraîcheur et de conservation permettant un stockage temporaire suffisant de produits de qualité, tout en limitant les risques de confusion notamment avec les espèces toxiques et mortelles,

Considérant que la juste appréciation de ces denrées requiert une expérience et des connaissances nécessaires et suffisantes afin d'écartier le risque toxique,

Considérant que la vente, des champignons sauvages sur les marchés de la commune de Tours est soumise au respect de l'arrêté municipal N° 602/07 relatif à la vente de champignons frais après collecte du 7 septembre 2007,

VU le rapport du Directeur Départemental des Services Vétérinaires, Chef de Pôle Sécurité Alimentaire en date du 28 novembre 2008,

VU l'avis du Conseil départemental de l'Environnement, des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 18 décembre 2008,

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Indre-et-Loire

ARRETE

Article 1: l'article 145 du Règlement Sanitaire Départemental du 19 janvier 1984 est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 1-1 Conditions de vente des champignons frais et cultivés

Les champignons doivent être vendus dans les conditions prévues à l'article 145-1 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1984 portant Règlement Sanitaire Départemental dans tous les commerces de détail et sur les marchés forains, notamment en ce qui concerne l'identification de l'emballer et du producteur. Sur demande des services de contrôle, le détaillant doit être en capacité de justifier la provenance.

Article 1-2 : Conditions de vente des champignons frais et sauvages

Ne doivent être vendues dans les commerces de détail ainsi que sur tous les marchés du département d'Indre et Loire, que les espèces suivantes et espèces affines (c'est à dire parentes) :

cèpe dit « de bordeaux » (*Boletus edulis*),
cèpe tête de nègre (*Boletus aereus*),
cèpes orangés (*Leccinum aurantiacum*, *Leccinum quercinum*, *Leccinum versipelle*),
chanterelle jaune ou girolle (*Cantharellus cibarius*),
chanterelles en tube (*Cantharellus tubaeformis*, *Craterellus lutescens*),
trompette des morts (*Craterellus cormacopioides*),
morilles (*Esculantavulgerris*, *Morchella rotunda*, *Morchella conica*),
orange ou amanite des césars (*Amanita caesarea*), pieds bleus (*Lepista nuda*, *Lepista saeva*), pied de mouton (*Hydnum repandum*),
truffe (*Tuber melanosporum*),

Toute autre espèce est interdite à la vente.

Article 1-3 : Autres conditions

Il est interdit d'exposer à la vente des lots de champignons composés d'espèces différentes.

Les champignons *mis* en vente devront être présentés à l'état frais, intacts et munis de toutes leurs parties (chapeau, pied, bulbe, volve...)

Chaque lot ou panier doit indiquer lisiblement et clairement le nom des champignons sous ses dénominations vernaculaires françaises et latines.

Article 1-4 : Ventes interdites et contrôle

La vente des champignons sauvages par colportage sur la voie publique, chez les habitants .et ou par vente ambulante est également interdite.

La *vente* des champignons dont les spécimens seront reconnus falsifiés, corrompus (trop vieux, flétris, gâtés, saturés d'humidité, perforés par les insectes, coupés en morceaux, ...) ou toxiques est interdite et fera l'objet d'un procès verbal de saisie et de destruction transmis au procureur de la république, conformément à l'article L 215-5 du Code de la Consommation.

Les champignons sont vendus sous la seule responsabilité du vendeur.

Article 2 : Sanctions

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux dispositions des articles 165 et 166 du Règlement Sanitaire Départemental du 19 janvier 1984 et du Code de la Consommation.

Article 3 : Exécution


Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, Madame la Secrétaire Générale de la préfecture, Monsieur le sous-préfet de Loches, Monsieur le sous-préfet de Chinon, Mesdames et Messieurs les maires des communes d'Indre et Loire.

Une copie du présent arrêté sera adressée à:

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur le Directeur de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes - Monsieur le Directeur Départemental des Services Vétérinaires

Fait à TOURS, le 31 mars 2009

La Secrétaire Pour le Préfet et par délégation
Générale La Secrétaire Générale,


CHRISTINE ABROSSIMOV